

La Belgique empêtrée dans le dossier Agusta

Les pots-de-vin distribués par la firme Agusta en 1988, lors d'un contrat de vente d'hélicoptères, éclaboussent la classe politique belge. Le secrétaire général de l'OTAN, Willy Claes, ministre de l'économie à l'époque, est mis en cause. p. 2

Des mosquées attaquées au Pakistan

Vingt-deux personnes ont été tuées dans des attaques contre trois mosquées, deux chiites et une sunnite, les vendredi 24 et samedi 25 février, à Karachi, au Pakistan. p. 3

Football : arrestation de l'homme-clé de la corruption

Ljubomir Barin, intermédiaire des plus grands clubs européens et personnage central de la corruption, a été arrêté jeudi 23 février en Allemagne. La justice française demande son extradition. p. 8



Les origines du cinéma noir américain

Le mois de la culture afro-américaine aux États-Unis révèle des centaines de « race movies » qui avaient été produits au cours de la première moitié du siècle. p. 18

Oscar Wilde devant ses juges

Il y a cent ans, l'écrivain irlandais, poursuivi par le marquis de Queensberry, père de son amant, était condamné à deux ans de travaux forcés pour homosexualité. p. 11

Les éditoriaux du « Monde »

L'OTAN et le Sud ; Intérêts particuliers. p. 13

Robert Hue au « Grand Jury RTL-Le Monde »

Robert Hue, secrétaire général du PCF, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 26 février à 18 h 30. L'émission est diffusée en direct sur RTL. p. 9.

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 5 S ; Belgique, 200 F ; Danemark, 16 DKR ; Espagne, 200 PTA ; France, 100 F ; Grèce, 200 Dr ; Italie, 200 L ; Japon, 100 ¥ ; Pays-Bas, 100 G ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 100 Kr ; Suisse, 100 Sfr ; Taiwan, 100 N ; USA, 100 \$; USA (hors), 200 \$.

M 0146 - 0226 - 7.00 F

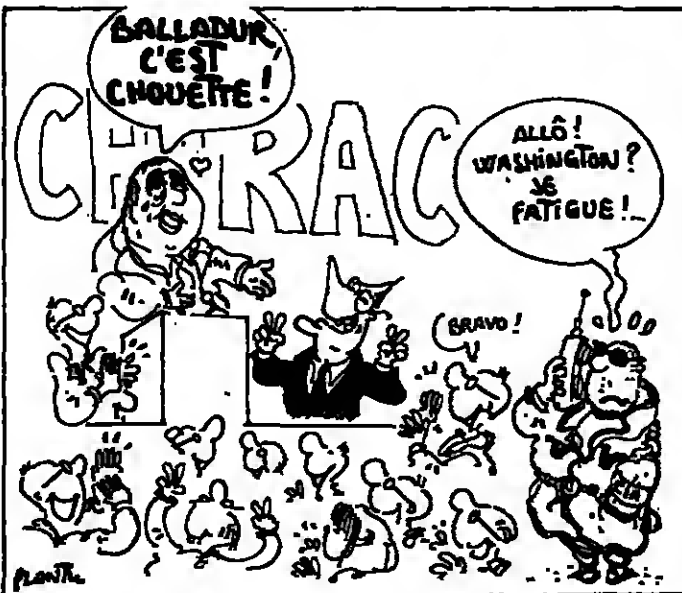
M. Chirac cherche à tirer profit du désordre au gouvernement

M. Balladur ne veut plus de « commentaires » sur l'affaire des espions

LE PREMIER MINISTRE a appelé les membres de son gouvernement, vendredi 24 février, à cesser toute déclaration concernant l'affaire d'espionnage américain en France. Edouard Balladur a fait savoir par son entourage qu'il ne devait plus y avoir de « commentaires » sur cette affaire. Ce rappel à l'ordre fait suite aux déclarations d'Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, indignant des fuites dont avait bénéficié la presse, et à celles de Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, affirmant la gravité des menées de la CIA en France.

Le désordre qui s'est installé, à ce sujet au sein du gouvernement, après celle qu'avait provoquée l'affaire Schuler-Maréchal, sert les intérêts de Jacques Chirac, qui entend bien en tirer avantage. Invité de « L'heure de vérité », sur France 2, dimanche, le maire de Paris tente de prendre le dessus au moment où les mauvais sondages d'intentions de vote et les péripéties de l'action gouvernementale entravent M. Balladur.

Le ton de la campagne s'est durci avec la réplique ironique de Philippe Séguin, partisan de



M. Chirac, aux attaques qu'avait multipliées contre lui les balladuriens. Le président de l'Assemblée nationale a précisé dans quel état d'esprit il voterait pour M. Balladur et le maire de Paris était absent du second tour.

La compétition engagée à droite ouvre un champ d'action aux divers groupes de pression qui se mobilisent pour se faire entendre des deux candidats.

Lire pages 4, 5 et 6

Le franc est atteint à son tour par la tourmente monétaire

L'envolée du mark affaiblit les autres devises européennes

LA CRISE monétaire mondiale est repartie de plus belle. Vendredi 24 février, selon un scénario devenu classique, la chute du dollar a profité au deutschemark, qui a continué à s'apprécier très sensiblement vis-à-vis de la quasi-totalité des monnaies européennes, y compris le franc. Le mark a battu de nouveaux records face à la lire italienne, la peseta espagnole et l'escudo portugais alors que le franc s'approchait à grand pas, à 3,53 francs pour 1 deutschemark, de son plus bas niveau historique (3,5490 en août 1993).

Épargné jusqu'au début de la semaine par la boursique monétaire née de la crise financière mexicaine, le franc se retrouve cette fois directement impliqué. Il a franchi successivement et en quelques heures, vendredi, les niveaux de 3,51, 3,52, pour finir à 3,53 pour 1 mark.

Il reste difficile de faire la part des choses, dans les origines de cette faiblesse du franc, entre le désordre monétaire général et l'impact de la campagne présidentielle. Les monnaies sont habituellement affaiblies par les échéances électorales. Le

deutschemark lui-même, en septembre et octobre 1994, avant les élections législatives allemandes, avait fléchi.

L'incertitude croissante sur l'issue de l'élection présidentielle, au fur et à mesure qu'approche l'échéance, tout comme les « affaires » et les polémiques autour des écoutes téléphoniques et des espions de la CIA, ne peuvent qu'inciter les investisseurs étrangers à prendre leur distance avec le franc.

Pour autant, on ne constate pas, ou pas encore, de véritable défiance à l'égard des actifs libellés en francs. La différence de rendement entre les obligations d'État françaises et allemandes est restée strictement inchangée autour de 0,60 %. Cela signifie que les investisseurs n'ont pas de doute aujourd'hui sur la qualité de la dette publique de la France. Il faut donc juger le recul du franc à l'aune de la force du mark qui a même gagné du terrain face au yen et au franc suisse. Deux monnaies qui ne sont pas considérées généralement comme étant faibles.

Lire page 14

Du bleu de chauffe maoïste au jean contrefait

PÉKIN

L'inventeur du bleu-jean « piraté » dans l'ancien pays des bleus de chauffe maoïstes... La mésaventure infligée à Levi's Strauss par la Chine de Deng Xiaoping n'est en soi pas banale, encore que la prolifération de la contrefaçon y frappe quantité de marques déposées, occidentales comme chinoises. Aussi n'y a-t-il rien de très étonnant à voir les autorités chinoises annoncer la saisie de 22 000 pantalons à fausse griffe Levi's, manière pour elles de démontrer qu'elles s'emploient à lutter contre le fléau. D'autres opérations du même ordre ont été réalisées ces derniers temps, alors que se déroulaient les négociations sino-américaines sur la protection de la propriété intellectuelle, avant la date fatidique du 26 février à laquelle tombait l'ultimatum américain.

Mais dans ce cas précis, plusieurs ingrédients donnent du piment à l'affaire. Levi's Strauss est l'une de ces firmes qui, aux États-Unis, font pression pour l'introduction d'un code mural des entreprises les astreignant à

respecter certaines règles dans leurs affaires avec des pays où se pose cruellement la question des droits de l'homme. Aussi bien, la société a-t-elle annoncé, voici quelques années, qu'elle s'interdisait de produire en Chine, en raison notamment de l'exploitation de la main d'œuvre bon marché que les maîtres de Pékin offrent au capital international. Certains cyniques y voient un joli coup de publicité à bon marché, mais qu'importe...

L'affaire prend tout son sel quand on sait que l'un des consultants de Levi's Strauss pour la Chine a été, au moment de cette décision stratégique, un personnage haut en couleurs. Jeune communiste du sud des États-Unis dans les années 40, Sidney Rittenberg est engagé sous les drapeaux en 1942, apprend le chinois, est envoyé en Chine en 1945, finit son service militaire, reste dans le pays, s'engage auprès des compagnons de Mao, devient le seul Américain admis au sein du Parti communiste, se hisse auprès des cercles supérieurs du parti... pour se faire arrêter sous accusation d'espionnage en 1949 à la victoire communiste. Six ans d'interne-

ment solitaire ne le dégoûtent pas du communisme puisqu'il se lance activement dans la « révolution culturelle » en 1966, au point de se retrouver à la tête d'une faction de gardes rouges prenant le pouvoir à la radio nationale avant, comme il était prévisible, de retourner en prison, où il séjournera à nouveau dix ans. Ce n'est qu'alors qu'il comprend la leçon, et, libéré quelque temps après la mort de Mao, emmène sa femme chinoise et leurs quatre enfants voir son Amérique natale.

Aujourd'hui âgé de soixante-trois ans, Sidney Rittenberg a écrit en 1993 ses mémoires, *The Man Who Stayed Behind* (l'homme qui était resté là-bas) et reconnaît honnêtement que les affaires n'ont plus de charme que la révolution : « Si j'avais su ce qu'était le business, il y a longtemps que je m'y serais lancé », déclare-t-il à *Newsweek* à la sortie de son livre. La Chine de Deng compte peu de gens qui renieraient le propos.

Francis Deroo

Les images brouillées de la diplomatie française

LA POLITIQUE de la France ne se fait pas à la corbeille, disait jadis le général de Gaulle. La politique extérieure ne se fait pas au ministère de l'intérieur. En tout cas, elle ne le devrait pas. Pourtant, l'activité de Charles Pasqua, nu de ses services a souvent donné l'impression, au cours des deux dernières années, que le ministre de l'intérieur hésitait pas à empiéter sur les prérogatives de son collègue du Quai d'Orsay, au risque de brouiller l'image de la France à l'étranger.

Comme disait Linnel Jospin à propos des écoutes, avec l'affaire des espions américains, M. Pasqua « nous fait une grosse rechute ». Non que la DST, dont il a la tutelle, ne soit dans son rôle quand elle traque des Américains indisciplinés, ou que le ministre de l'intérieur lui-même abuse de ses fonctions quand - avec l'assentiment du ministère des affaires étrangères - il convoque l'ambassadeur des États-Unis pour l'évoquer. Pamela Harriman n'aurait pas été mécontente d'un entretien au cours duquel elle a parlé de l'Algérie avec un connaisseur. Car M. Pasqua s'intéresse aussi à l'Algérie. Ses responsabilités pour le maintien de l'ordre l'ont amené à nouer des liens étroits avec des dirigeants algériens, notamment le

ministre de l'intérieur. Lors de la prise en otage de l'Airbus d'Alger, Jean-Charles Marchiani, son homme à tout faire, qu'il a nommé préfet, servait d'intermédiaire avec les autorités d'Alger, qui ne se gênaient guère pour « intoxiquer » les responsables français. Plus généralement, M. Pasqua s'est montré pendant longtemps partisan de la ligne dure suivie par le pouvoir vis-à-vis du FIS, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir des contacts directs avec des représentants islamistes.

On pourrait multiplier les initiatives prises par le ministre de l'intérieur, allant bien au-delà de ses compétences officielles. En octobre 1993, il rencontre ex France Tarek Aziz, proche compagnon de Saddam Hussein, alors que la politique officielle prône la réserve vis-à-vis de l'Irak. Mais il ne néglige pas l'Iran, auquel il fait la grâce de rendre deux de ses ressortissants recherchés en Suisse pour activités terroristes. Quand il récupère Carlin au Soudan, en août 1994, il prend soin d'avertir tardivement le Quai d'Orsay et se garde bien de le mettre au courant sur d'éventuelles contreparties.

En octobre, il se rend en visite officielle en Arabie saoudite, où il ne se contente pas de signer un ac-

cord de « coopération » sécuritaire ; il évoque avec ses interlocuteurs tous les sujets de politique internationale. Il est vrai que Charles Pasqua entretient de bonnes relations avec les dirigeants wahhabites. Et janvier 1994, alors que M. Balladur était en route pour Riyad, le ministre de l'intérieur rencontrait son collègue saoudien... au Sahara occidental, dans une région particulièrement sensible, disputée entre le Maroc et les Sahraouis. M. Pasqua a dû admettre, cette fois-là, que le déplacement n'était pas opportun.

Ces quelques exemples n'épuisent pas le sujet. Au Proche-Orient, au Maghreb ou en Afrique noire, le ministre de l'intérieur peut développer une sorte de diplomatie parallèle grâce à ses relations - pour ne pas employer le mot réseau, qui lui déplaît - nu grâce à des services parfaitement officiels, comme le SCTR. Ce Service de coopération technique international de police entretient des officiers dans une soixantaine de pays, surtout en Afrique, où ils sont parfois plus nombreux dans les ambassades que tous les autres représentants de la France réunis.

Au moment où Paris et Washington sont engagés dans des négociations délicates (renouvellement du traité de non-proli-

fération nucléaire, embargo contre l'Irak et la Libye) et des actions communes (« groupe de contact » sur la Yougoslavie), où leur coopération est essentielle à la réforme de l'OTAN, la tension provoquée par la révélation de l'affaire des espions gêne les diplomates. Comment recueillir la parole cassée ? M. Pasqua ne contribue pas à rassembler les morceaux quand il met en cause la fiabilité de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, accusé publiquement de ne pas avoir respecté la confidentialité de ténier entre alliés dans ce genre d'affaire. Non content de fustiger les mauvaises manières américaines en France, le ministre laisse entendre que d'autres pays européens en sont aussi victimes, réveillant ainsi un antiaméricanisme qui ne saurait nuire en période électorale. Et, de plus, il le fait d'Afrique, où il est en tournée, accompagné du vieil « africain » Pierre Messmer et de représentants de son département des Hauts-de-Seine. Comme quoi, s'il se plaît à critiquer les diplomates recroquevillés sur leur « pré carré », M. Pasqua, lui, a pour conscription le vaste monde.

Daniel Vernet

Lire nos informations page 4

Manifestations après le meurtre de Marseille



IBRAHIM ALI

LES TROIS militants du Front national impliqués dans la mort d'Ibrahim Ali, le lycéen de dix-sept ans tué d'une balle dans le dos à Marseille, ont été écroués vendredi 24 février. Le meurtrier présumé, Robert Lagier, un chef de chantier à la retraite âgé de cinquante-trois ans, a été mis en examen pour homicide volontaire. Les deux autres colporteurs d'affiches, Mario d'Ambrosio, un maçon de quarante et un ans, et Pierre Giglin, un ébéniste âgé de trente-sept ans, sont pour leur part accusés de « tentative d'homicide volontaire » et « complicité ».

Le parquet de Marseille a précisé qu'« aucun élément du dossier ne pouvait accréditer la thèse de la légitime défense », thèse avancée par les trois militants et soutenue dès le lendemain du drame par le député du Front national, Bruno Mégret. De nombreuses organisations antiracistes, syndicats et partis politiques, appelés à manifester, samedi matin, dans une dizaine de villes de France contre « ces actes de barbarie ».

A Marseille, trois mille personnes étaient présentes, vendredi, aux obsèques d'Ibrahim Ali. Quelques personnalités mais surtout les membres de la communauté comorienne ont assisté à la cérémonie, dont le service d'ordre était assuré par des jeunes des quartiers nord de la ville. Au même moment, un office funèbre se tenait à Fnumbuni, aux Comores, lieu de naissance du jeune homme.

Lire page 8

هكلا موكلا

BELGIQUE L'affaire Agusta continue de provoquer de sérieux remous au sein de la classe politique belge. Après celle des socialistes francophones, la mise en cause des

socialistes flamands, qui auraient touché des pots-de-vin après l'achat par l'Etat, en 1988, d'hélicoptères italiens, déstabilise la majorité (social-chrétienne et socialiste) du pre-

mier ministre Jean-Luc Dehaene. **LES ÉLECTIONS** législatives anticipées, fixées au 21 mai, pourraient, dans ces conditions, voir une nouvelle poussée des partis d'extrême

droite, notamment en Flandre. **WILLY CLAES**, membre influent du Parti socialiste flamand et ministre de l'économie au moment de la signature du contrat avec Agusta,

pourrait voir compromis son maintien au poste de secrétaire général de l'OTAN. La presse belge estime, dans son ensemble, que M. Claes aura du mal à conserver sa place.

L'affaire Agusta touche une grande partie de la classe politique belge

L'implication des socialistes flamands, après celle des francophones, devrait favoriser les partis d'extrême droite lors des élections législatives anticipées du 21 mai dont ce scandale a précipité l'annonce

BRUXELLES

de notre correspondant
Jean-Luc Dehaene, le premier ministre belge social-chrétien flamand, vient de le reconnaître : ce sont les derniers rebondissements de l'affaire Agusta qui l'ont amené à brusquer l'annonce d'élections législatives anticipées pour le 21 mai (Le Monde daté 19-20 février). Les milieux d'affaires connaissent son désir de disposer d'une majorité sans préoccupations électorales pour faire voter des mesures impopulaires permettant à la Belgique de respecter les critères de convergence vers la monnaie unique. Selon l'actuelle coalition gouvernementale, nul sacrifice ne doit être refusé pour faire du royaume un membre modèle de l'Union européenne. Mais M. Dehaene a pris tout le monde de court en rendant sa décision publique dès le 17 février, quelques heures après avoir été informé des progrès de l'enquête sur le marché suspect avec la firme italienne.

Par égard pour ses alliés de la coalition, le premier ministre ne pouvait pas paraître créer un lien entre ce scrutin anticipé et les accusations qui pèsent sur les socialistes flamands. Ceux-ci cultivaient une image de vertu par comparaison avec les francophones, constitués en parti distinct et empêtrés depuis longtemps dans divers scandales, et manifestaient beaucoup de réserve à l'égard des dépenses militaires. Voilà qu'ils sont accusés d'avoir profité de substantiels pots-de-vin pour un marché concernant la défense nationale ! Paraissant admettre par ailleurs la légitimité des « compensations » quand il s'agit de marchés civils, ils ont d'abord fait valoir, pour écarter les soupçons, que leurs principes leur interdisaient de re-



cevoir des « dons » de la part des industries d'armement. Les aveux de leur ancien trésorier, incarcéré depuis plusieurs jours, ont mis à mal cette ligne de défense. « C'est vrai, nous savions et nous n'avons rien dit », a dit reconnaître, jeudi 23 février, Louis Tobback, président du SP (Parti socialiste flamand) et ancien ministre de l'Intérieur.

L'enquête sur l'affaire Agusta avait commencé chez les socialistes francophones, dont trois dirigeants, soupçonnés d'avoir été payés pour ne pas démissionner de leur poste, furent démissionnaires au début de l'année. Leur immunité parlementaire fut levée, y compris avec les voix du SP. Pour celui-ci, la prochaine campagne électorale ne pouvait pas s'annoncer sous de plus mauvais augures. C'est d'au-

tant plus grave que, grande première depuis la réforme de la Constitution, les élections au Parlement fédéral iront de pair avec celles aux Conseils régionaux, jusqu'aux élections de la Chambre des représentants et au Sénat. Désormais, il y aura un scrutin au suffrage universel, le même jour que les législatives, avec interdiction du cumul des mandats, ce qui obligera certains ténors à choisir entre Bruxelles et leur fief régional.

Déjà en progrès aux dernières élections, le Vlaams Blok, parti d'extrême droite prônant l'indépendance de la Flandre, sera sans doute le principal bénéficiaire du scrutin de désaccord de la majorité gouvernementale. Même s'il reste « dilué » au Parlement fédéral, il peut jouer un rôle décisif au Conseil flamand. Quels que soient

ses desseins réels, il dénonce depuis longtemps la corruption des gens en place et parle en faveur des classes pauvres isolées dans des quartiers dégradés par une immigration incontrôlée. Il a beau jeu de s'insurger contre les défaillances de l'Etat fédéral, que le coût des institutions et des administrations régionales prive encore plus de moyens qu'autrefois.

UN ETAT SANS PRESTIGE

Sous des apparences paisibles, la Belgique est un pays de violence. Le crime y est souvent impuni, la justice lente et la police inefficace. Dernier drame en date : l'assassinat d'un expert vétérinaire le 20 février en Flandre. La victime était un des seize fonctionnaires engagés dans la lutte contre un réseau qui fournit certains éleveurs (on dit ici « engraisseurs ») en hormones et anabolisants achetés en Europe de l'Est. Malgré des menaces et des tentatives d'intimidation contre la victime et ses collègues, aucune mesure de protection sérieuse n'avait été prise. L'affaire a eu un grand retentissement. Le 23 février, les services du ministère de l'Agriculture ont fait abattre vingt-huit bovins traités aux hormones et découverts chez un « engraisseur » flamand. Mesure spectaculaire, qui ne suffit pas à masquer la carence des pouvoirs publics.

La perte de prestige de l'Etat se mesure peut-être à l'attrait exercé par les carrières internationales sur ses principaux serveurs. Les fonctions importantes dans les organisations multinationales sont une spécialité des Belges, servie même quand il s'agit de l'OTAN, en septembre 1994. Il avait alors pour rival le Néerlandais Hans Van den Broek, commissaire européen chargé de la politique extérieure. Le souvenir

Un trafic d'influence et un crime

8 décembre 1988. Le gouvernement belge, alors dirigé par le social-chrétien Wilfried Martens, achète pour un peu moins de 2 milliards de francs français quarante-huit hélicoptères militaires à la firme italienne Agusta, préférée à l'Aérospatiale française. Le contrat a été négocié par le socialiste wallon Guy Coëme, ministre de la défense, et par Willy Claes, ministre des affaires économiques.

15 juillet 1991. Assassinat à Liège d'André Cools, ancien vice-premier ministre socialiste et ministre grisé de la section électorale du parti. Le meurtrier n'a jamais été retrouvé. Au cours d'une enquête qui n'écarte aucune hypothèse, la remise de pots-de-vin liés au contrat des hélicoptères est découverte. Ils auraient, à tout le

moins, profité aux caisses du Parti socialiste (francophone).

15 janvier 1994. Véronique Anica, juge d'instruction à Liège, obtient la levée de l'immunité parlementaire des « trois Guy » : Guy Coëme, Guy Spitaels, chef du gouvernement wallon et président du PS au moment de la signature du contrat Agusta, et Guy Marbot, autre figure du PS wallon. Les trois hommes démissionnent peu après. M. Coëme est renvoyé devant la Cour de cassation, seule instance habilitée à juger un ministre en exercice. La procédure suit toujours son cours. A ce stade, seul M. Marbot a été inculpé, en mai 1994.

18 février 1995. L'arrestation de l'ancien trésorier du Parti socialiste flamand et d'autres comparses relance l'affaire.

Ministre de l'Economie lors de la signature du contrat avec Agusta, puis ministre des affaires étrangères, Willy Claes a succédé à Manfred Womer au poste de secrétaire général de l'OTAN, en septembre 1994. Il avait alors pour rival le Néerlandais Hans Van den Broek, commissaire européen chargé de la politique extérieure. Le souvenir

de M. Claes à l'OTAN

Jean de la Guérivière

Costis Stéphanopoulos devrait être le prochain président de la République grecque

ATHÈNES

de notre correspondant
Les trois cents députés du Parlement monocaméral grec ont entamé, vendredi 24 février, la procédure d'élection du président de la République, qui s'achèvera le 8 mars prochain. Au cours du premier tour, aucun des deux candidats en lice, Costis Stéphanopoulos et Athanasios Tsakalidis, n'est parvenu à atteindre la majorité requise des deux cents voix. La prochaine élection se tiendra le 2 mars prochain avec la même majorité. C'est au troisième et dernier tour, le 8 mars, où la barre est fixée à cent quatre-vingts voix, que l'on s'attend à apprendre le nom du successeur de Constantin Caramanlis, élu en 1990.

M. Stéphanopoulos, présenté par le Parti socialiste (PASOK) et le Printemps politique (Polan, néo-nationaliste), devrait logiquement être élu à cette date. En cas de retour en arrière, de plus en plus improbable, des élections législatives anticipées seront proclamées. C'est justement pour éviter cette éventualité que le PASOK d'Andreas Papandréou, au pouvoir depuis quatorze mois, et le Potan d'Antonios Samaras ont présenté en commun M. Stéphanopoulos, un ancien dissident du parti conservateur Nouvelle Démocratie. M. Tsakalidis, ancien président du Parlement, a fait le

plein des voix de la Nouvelle Démocratie (109 députés), et les neuf députés du Parti communiste (KKE) ainsi que le député de droite inscrit comme indépendant Michalis Papaconstantinou se sont abstenus.

Avocat de formation, fils de ministre, M. Stéphanopoulos est réputé pour son intégrité. Il a été élu sept fois député depuis 1964 et désigné trois fois comme ministre de 1974 à 1981 dans des gouvernements de la Nouvelle Démocratie. Il quittera ce parti en 1985 après que l'ancien premier ministre Constantin Mitsotakis lui aura soufflé la présidence du parti. Il fonde une petite formation de centre droit, le Diana, qu'il a dissous en juin dernier après un échec aux élections européennes. Il s'était retiré depuis de la scène politique.

Le scrutin du 8 mars devrait intervenir deux jours après une réunion cruciale, si elle n'est pas reportée, à Bruxelles sur l'accord d'unio douanière entre la Turquie et l'Union européenne, bloqué jusqu'à présent par la Grèce. Le gouvernement socialiste pourrait, sous certaines conditions, lever le 6 mars son veto s'il parvient à se dégager de la pression nationaliste de M. Samaras.

Didier Kurz

Le G 7 de l'information suscite des mises en garde

BRUXELLES

(Union européenne)
de notre correspondant
Ce n'est pas là une attitude de révolte, mais simplement le souci d'affirmer sa différence. Alors que s'ouvrait à Bruxelles, le samedi 25 février, la conférence ministérielle du G 7 consacrée à la société de l'information, Michel Dupuy, ministre canadien du patrimoine, responsable de la communication et de la culture, entendait faire savoir que la grande-messe organisée sous les auspices de l'Union européenne n'était ni consensuelle ni exempte de dangers.

« J'appartiens d'une espèce unique ; la plupart des participants sont d'abord concernés par l'aspect industriel, la mise en place d'un nouveau système. J'apporte

une perspective un peu différente. Notre contribution, en ce qu'elle a de plus originale, concerne le contenu que nous jugeons aussi important, voire plus important, que les infrastructures », expliquait-il à son arrivée à Bruxelles.

M. Dupuy ne boudait pas le projet au cœur de la conférence, la promotion collective de nouvelles technologies favorisant la création d'emplois. Mais il connaît les ambitions du grand voisin américain. « Il y a des divergences, même s'il y a peu de chance qu'elles apparaissent dès maintenant. Notre position n'est pas celle des Etats-Unis. Pour eux, le produit culturel est un produit comme un autre, qui s'insère dans une industrie du divertissement. Nous n'avons pas la même vision. Pour nous, l'enjeu c'est l'identité d'un

pays, la substance de la société, les valeurs qui la transcendent ».

Sur ce terrain, les Canadiens, soucieux de préserver leur culture originale, « qui s'exprime en deux langues, avec des apports de partout », se sentent « en première ligne ». Cette mise en garde est sans doute utile. Car en dépit du souci des organisateurs d'humaniser la conférence, d'atténuer son caractère de messe technologique, les Industriels, qui y ont leur propre forum, y sont les rois. Et ils veulent aller vite. L'Union européenne a décidé de libéraliser les infrastructures de télécommunications au plus tard le 1^{er} janvier 1998. « 1998, c'est dans un siècle », s'exclame Carlo de Benedetti, le patron d'Olivetti.

Philippe Lemaître

Le Canada s'engage dans une réduction drastique de ses dépenses publiques

MONTREAL

de notre correspondant

Le ministre des finances du Canada, Paul Martin, présentera au début de la semaine à Ottawa le projet de budget de l'Etat fédéral pour l'exercice 1995-1996 (1^{er} avril au 31 mars). D'ores et déjà, les observateurs estiment que ce budget – le deuxième du gouvernement de Jean Chrétien – marquera un tournant dans l'histoire récente des finances publiques du pays. Il faut remonter à 1970 pour trouver un excédent budgétaire. Des grands projets industriels subventionnés par l'Etat, des mesures de protection sociale généreuses par rapport aux pratiques du continent américain, ont depuis déséquilibré le budget. Pour l'exercice en cours, le déficit dépasse 40 milliards de dollars canadiens (150 milliards de francs), soit près de 6 % du PIB. La dette fédérale s'établit à plus de 500 milliards de dollars canadiens, l'équivalent de 1 850 milliards de francs.

Alors que couve une révolte des contribuables dans les dix provinces canadiennes, comme l'ont montré des manifestations dans plusieurs grandes villes, les milieux financiers ont sommé le ministre des finances d'équilibrer les comptes publics. Le grand argentier du Canada a promis de « faire le ménage dans les finances du pays », grâce à un budget « équilibrable ». Paul Martin s'est fixé pour objectif de réduire à 25 milliards de dollars le déficit budgétaire dans deux ans. Cependant un fort courant d'opinion hostile aux augmentations d'impôts s'est manifesté ces dernières semaines dans plusieurs régions du pays, orchestré par des associations de contribuables et encouragé par le Parti réformiste, formation de la droite populiste.

En outre, trois provinces – Nouveau-Brunswick, Saskatchewan et Alberta – ont pris de l'avance sur le

gouvernement central dans la lutte contre les déficits budgétaires. Chacune vient de présenter un budget équilibré, recourant à des compressions massives des dépenses publiques sans hausse d'impôts. Cet exemple devrait, dit-on, inciter l'Etat fédéral à adopter à son tour des mesures draconiennes. Cela passera nécessairement en premier lieu par des compressions de personnel dans la fonction publique. Le gouvernement fédéral devrait éliminer 45 000 postes en trois ans et pourrait aussi abandonner aux provinces des responsabilités qui lui incombent actuellement, comme les programmes de formation de la main-d'œuvre. Politiquement, cette décentralisation partielle et forcée pourrait être interprétée

comme un signe de faiblesse du système canadien. Mais une telle passation de pouvoirs pourrait être bénéfique car elle permettrait au gouvernement fédéral de satisfaire les provinces qui réclament davantage de pouvoirs.

Qu'en Québec, où le gouvernement séparatiste prévoit toujours d'organiser cette année un référendum sur l'indépendance de la province, l'enjeu politique du prochain budget fédéral pourrait être encore plus important. Des transferts de responsabilités aux provinces violeraient les indépendances, qui accusent le système fédéral de manquer de souplesse et d'accaparer le pouvoir, de quelques uns de leurs meilleurs arguments.

Sylviane Tramier

La Douma adopte le projet de budget russe

LA DOUMA, la chambre basse du Parlement russe, a voté, vendredi 24 février, en troisième lecture le projet de budget 1995, ce qui lève le principal obstacle à l'obtention par la Russie d'un prêt crucial du Fonds monétaire international. Le texte doit encore être adopté par le Conseil de la fédération (chambre haute) et signé par Boris Eltsine. Deux amendements ont été adoptés vendredi : 1 700 milliards de roubles (un peu moins de 2 milliards de francs) seront prélevés sur le fonctionnement de l'administration pour être transférés à la recherche scientifique, et 1 000 milliards de roubles seront pris au budget de fonctionnement du ministère de la défense pour être accordés à la recherche militaire. Une délégation du FMI, arrivée jeudi à Moscou, a repris

vendredi ses discussions avec les autorités russes sur l'octroi d'un crédit stand-by de 6,4 milliards de dollars (33 milliards de francs), conditionné par l'adoption d'un budget rigoureux, doté d'un déficit réduit. Le directeur général du FMI, Michel Camdessus, doit se rendre en Russie début mars pour finaliser l'accord. Les précédentes négociations avaient pris fin le 6 février. La délégation du FMI avait quitté Moscou sans décaler d'accord après une visite de trois semaines dans la capitale russe.

« Malgré tous les pronostics pessimistes, le budget est adopté. C'est une étape fondamentale, le reste de la procédure n'apportera plus de changements », a déclaré Anatoli Tchoubais, le premier vice-premier ministre chargé du secteur économique. — (AFP)

Le président à partager le p...

Ordre mondial des...

deux personnes

roite, notamment en Flandre. **WILLY CLAES**, membre influent du Parti socialiste flamand et ministre de l'économie au moment de la signature du contrat avec Agusta, pourrait voir compromettre son poste de secrétaire d'Etat en son ensemble, que M. Claes du mal à conserver sa place.

de la classe politique belge

et favoriser les partis d'extrême droite

ide a précipité l'annonce

Le chef de file de la droite flamande, M. Dehaene, a été élu premier ministre de la Région flamande. Cette victoire a été saluée par les partis d'extrême droite, qui ont vu leur influence augmenter.

Un trafic d'influence et un crime

- 4 décembre 1988. Le gouvernement belge, alors dirigé par le social-chrétien Wilfried Martens, a été pour un peu moins de 10 milliards de francs belges l'acheteur de 100 avions de combat F-16 américains.
- 15 janvier 1994. Versoix, près de Genève. Le juge fédéral Guy Cusimé a jugé un homme d'affaires belge, M. Claes, pour trafic d'influence.
- 15 juillet 1991. Le parlement belge a voté la loi relative à la responsabilité des ministres.
- 15 février 1995. L'annonce de la victoire de M. Dehaene a été saluée par les partis d'extrême droite.

Le chef de file de la droite flamande, M. Dehaene, a été élu premier ministre de la Région flamande. Cette victoire a été saluée par les partis d'extrême droite, qui ont vu leur influence augmenter.

s'engage dans une réduction drastique de ses dépenses publiques

Le gouvernement belge, dirigé par M. Dehaene, a annoncé une réduction drastique de ses dépenses publiques. Cette mesure vise à réduire le déficit budgétaire et à améliorer la compétitivité de l'économie.

La Douma adopte le projet de budget russe

La Douma russe a adopté le projet de budget pour l'année 1995. Le budget prévoit une réduction des dépenses et une augmentation des recettes, afin de réduire le déficit budgétaire.

Le président afghan est disposé à partager le pouvoir avec les « talibs »

M. Rabbani estime que la plupart des autres factions ont été supplantées par les nouveaux venus

Le président Burhanuddin Rabbani, qui doit démissionner le 21 mars et être remplacé par un nouveau président collégial, a fait savoir, vendredi 24 février, qu'il était disposé à partager le pouvoir avec les talibs, les « étudiants religieux » arrivés aux portes de Kaboul. « C'est

avec les talibs qu'il faut discuter, car c'est eux qui ont le pouvoir » dans le sud de l'Afghanistan, a indiqué un porte-parole du président.

Mais, au pays, tout a changé. La nouvelle génération ne supporte plus les ingérences étrangères. Quant au groupe de travail désigné la veille par M. Mestiri, ses membres, dit-on auprès de M. Massoud, « ont tous été choisis par les Nations unies et non par Kaboul ».

DES PROCHES DE L'EX-ROI. Un de ces délégués, Mahmoud Ghazi, a pour sa part tenu à préciser sa mission. Apparenté lui-même à l'ex-roi, en exil à Rome, il avait, sous la monarchie, fait fonction de ministre de l'aviation, des transports et des télécommunications. Il vient d'une tribu du sud, proche des talibs. Dans certaines capitales étrangères, le bruit courait ces jours-ci que le fils du roi pourrait revenir à Kaboul. Démenti : « Le roi est prêt à se mettre au service du peuple afghan, mais je n'envisage absolument pas », insiste M. Ghazi, une restauration de la monarchie.

Ce 23 février, un des commandants les plus proches de M. Massoud se trouvait d'ailleurs à l'extérieur de ce QG, à quelques mètres de la ligne de front. Il venait y rencontrer un mollah, Aminullah Bour Jan, et six autres dignitaires religieux, dans une atmosphère des plus cordiales. Rien n'a tiré de cet entretien. Mais dans l'entourage de M. Massoud, qui appuie l'initiative des Nations unies, on confirme que les garanties nécessaires au désarmement réclamé par les talibs comme préalable à leur participation au futur conseil sont loin d'être réunies. Les positions gagnées par quinze ans d'une guerre extrêmement dure ne s'effacent évidemment pas d'un coup de baguette. Certes, des intellectuels et d'anciens royalistes en exil s'activent de retour au pays, pour le plan de paix onusien.

Dans l'attente, quelle devrait être la composition de la force de sécurité, veillant sur Kaboul comme sur le reste du pays, telle qu'elle est envisagée par le plan de M. Mestiri ? En substance, pour M. Massoud, seuls les partis qui représentent une réelle influence devraient en être membres - principalement la jamaat, le mouvement du président, le commandant Massoud et les talibs. Quant aux autres, ils ont perdu toute leur influence, souligne l'officier. Gul-

budin Hekmatyar, chef du Hezb-e-Islami, ayant été défait la semaine précédente, comme Ali Mazari (Parti Wahdat, chiite, soutenu par l'Iran), qui poursuit son combat guerrier à l'ouest de Kaboul, résumé, « si le compromis de l'ONU n'est pas prêt le 21 mars, alors le transfert de pouvoir ne se fera pas », a souligné M. Massoud.

Dans l'entourage du général Massoud, qui contrôle les neuf dixièmes de la capitale, les commentaires, au cours de cette même journée, ont préféré marquer la totale distinction entre le projet de M. Mestiri, à l'initiative de l'ONU, et les négociations menées directement avec les talibs, depuis leur apparition fulgurante sur la scène afghane, il y a six mois. Soutien au plan ONU, donc. Mais les contacts directs avec plusieurs mollahs des talibs se multiplient, tant à Kaboul qu'à Kandahar, l'ancienne capitale royale, ou encore au QG de campagne, à Charasyab.

Ce 23 février, un des commandants les plus proches de M. Massoud se trouvait d'ailleurs à l'extérieur de ce QG, à quelques mètres de la ligne de front. Il venait y rencontrer un mollah, Aminullah Bour Jan, et six autres dignitaires religieux, dans une atmosphère des plus cordiales. Rien n'a tiré de cet entretien. Mais dans l'entourage de M. Massoud, qui appuie l'initiative des Nations unies, on confirme que les garanties nécessaires au désarmement réclamé par les talibs comme préalable à leur participation au futur conseil sont loin d'être réunies. Les positions gagnées par quinze ans d'une guerre extrêmement dure ne s'effacent évidemment pas d'un coup de baguette. Certes, des intellectuels et d'anciens royalistes en exil s'activent de retour au pays, pour le plan de paix onusien.

« Le terrible tribut payé par les Afghans depuis le retrait des communistes, en 1992, est nettement sous-estimé à l'extérieur », a conclu M. Ghazi. C'est en substance ce qu'a déclaré, ce même 23 février, le délégué de la Fédération internationale Croix-Rouge-Croissant-Rouge, M. Bob Mac Kerroy, venu spécialement à Kaboul pour tirer la sonnette d'alarme. Il a qualifié

est tadjik et non pachtoun comme la majorité des membres de ce mouvement. Les deux hommes reprennent bientôt la route goudronnée qui retourne au bazar. En chemin, ils font signe à la voiture de presse qui, elle aussi, avait fait demi-tour. Celle-ci s'arrête. La discussion est franche, entrecoupée de rires. Tout y passe, sans trop de langue de bois, aussi bien les batailles gagnées que les projets politiques ou la vie quotidienne. « Acceptez-vous de répondre aux questions d'une femme reporter ? », demande celle-ci. « Oui, bien sûr », répondent-ils. Ils regardent vers la rue ; elle, vers le plancher. Une femme peut-elle avoir un emploi ? La charia fero référence. « Peut-elle divorcer ? Elle peut y être outorisée... »

Toujours à travers la vitre de la voiture, la journaliste discute ensuite avec un gosse de douze ans, par l'intermédiaire d'un interprète. De la semaine écoulée, il ne sait rien, si ce n'est que « les talibs vont créer un État stable, indépendant, islamique, et la paix ». Il fréquette assiduellement l'école coranique, où filles et garçons sont séparés. Plus tard, devenu adulte, sera-t-il soldat, docteur - comme beaucoup d'enfants de Kaboul le souhaitent - ou mollah ? « Je serai mollah. Ce sont des hommes de très grand savoir », avoue-t-il avec fierté et un grand sourire.

Danielle Rouard

Vingt-deux personnes tuées au Pakistan lors de violences interconfessionnelles

SELOU UNE SOURCE officielle, vingt-deux personnes ont été tuées dans des attaques contre trois mosquées, deux chiites et une sunnite, vendredi 24 février et samedi 25 février, à Karachi, capitale économique du Pakistan. Ces massacres s'inscrivent dans le cadre des luttes politiques, interconfessionnelles et ethniques, de plus en plus violentes, qui ont déjà fait plus de mille morts en un an dans cette ville de plus de dix millions d'habitants.

L'attaque la plus meurtrière a eu lieu samedi dans une mosquée chiite à l'est de la ville, où quatorze personnes ont été tuées et trois autres blessées. Selon des témoins, les assaillants, armés de kalachnikovs, ont fait irruption dans la mosquée et ont encrepillé toutes les personnes qui se trouvaient là

pour des funérailles. « Ils ont pris tous les hommes, les ont poussés dans la cour de la mosquée et là, ils ont ouvert le feu », a indiqué un responsable du Tehrik-e-Jafria Pakistan (TJP), parti extrémiste chiite. Une autre attaque a eu lieu non loin de là, peu après la prière de l'aube, quand des inconnus ont tué à l'arme automatique six personnes, dans une mosquée, chiite elle aussi. Ces deux attaques pourraient avoir été menées en représailles après une opération, la veille, contre une mosquée sunnite. Deux personnes avaient été tuées à l'arme automatique alors qu'elles étaient en prière.

Selon des sources concordantes, les deux principaux partis extrémistes, le TJP et le Sipah-i-Sahaba Pakistan (sunnite), reçoivent un

L'ONU quitte la Somalie dans une débauche de moyens militaires

Le chaos risque de s'aggraver à Mogadiscio

Le chaos risque de s'aggraver à Mogadiscio

MOGADISCIO. « Chaque jour ils jouent de nouveaux barbelés », explique un jeune Somalien en longeant le périmètre de l'aéroport, déjà protégé par deux réseaux très denses de fils coupants comme des rasoirs. Plus loin, adossées à l'océan Indien, les dunes qui surplombent la piste d'atterrissage sont truffées de rouleaux d'acier et de postes de guet renforcés par des sacs de sable, comme pour prévenir un assaut de grande envergure. La zone de l'aéroport ressemble à un champ de bataille à venir. Pourtant, ce qui devrait devenir, à partir de dimanche 26 février, une frontière hermétique entre la capitale et la zone du port et de l'aéroport, défendue par les soldats de l'opération « Boudier unifié », n'est menacée que par les pillards, désarmés pour la plupart. Des centaines d'entre eux s'agglutinent devant les portails en espérant se glisser dans le dernier carré des « casques bleus » de l'opération des Nations unies en Somalie, l'Onusom.

Le « mur » n'est pas infranchissable. Beaucoup ont réussi à le traverser, en soudoyant les sentinelles, en brandissant un faux laissez-passer ou encore en se mélangant à un passage entre les barbelés, jusqu'aux camps abandonnés par les « casques bleus ». On peut se procurer des matelas, des vêtements oubliés ou dérobés, des bouteilles - même vides -, un fil de cuivre, le tout volé et revendu. Tout pour survivre, maintenant que le plus gros employeur du pays de ces deux dernières années, les Nations unies, se retire de Somalie et que les rares organisations humanitaires encore présentes ont rappelé temporairement leur personnel étranger à Nairobi.

Vendredi 25 février, c'est au tour de deux camions de pompes de l'aéroport de quitter leur hangar pour monter à bord d'un hélicoptère. Les Nations unies devaient laisser le matériel nécessaire au fonctionnement du port et de l'aéroport, à la condition que les factions de Mogadiscio aient créé un comité de gestion avant le 10 février. Ce comité a été mis sur

« Des avions russes ont bombardé, vendredi 24 février, May-may, un village afghan de la province septentrionale du Badakhshan, tuant dix personnes, en blessant vingt-quatre autres et endommageant une dizaine de bâtiments. Selon la radio officielle de Kaboul, l'aviation russe, déployée dans l'ancienne République soviétique du Tadjikistan, a déjà bombardé à plusieurs reprises des objectifs dans le nord de l'Afghanistan. Fort d'environ quinze mille hommes, le corps expéditionnaire russe cherche à soutenir le gouvernement tadjik dans sa lutte contre les rebelles islamistes, soupçonnés d'avoir des bases arrière en Afghanistan. » (AFP)

« Les Nations unies ne peuvent emporter est détruit. Au bout d'une piste de l'aéroport militaire, où 400 soldats pakistanais s'apprêtent à monter dans un hummer à désignation de Karachi, quelques véhicules écrasés par un bulldozer sont à moitié enterrés sous le sable. L'Onusom veut éviter qu'ils ne soient récupérés et transformés en véhicules à l'arrière d'une mitrailleuse lourde ou un canon. Les véhicules sont de plus en plus nombreux à circuler en ville, recouvrant le terrain laissé vacant par les « casques bleus ». On soupçonne les miliciens de se positionner pour l'après-Onusom. En d'autres termes, ils se préparent à piller le port et l'aéroport sur les talons du dernier soldat de « Boudier unifié ».

La mission de cette opération, sous commandement américain, sera de protéger le retrait des derniers soldats de l'ONU (2 500 Pakistanais et Bangladaïens) d'éventuelles attaques de miliciens et de réembarquer le matériel lourd (une trentaine de chars, autant de transports de troupes blindées et une vingtaine d'hélicoptères), prêt à l'Onusom par les États-Unis. Dix-huit navires et près de 10 000 hommes participent à l'opération, dont 2 600 « marines » et 500 fantassins italiens qui débarqueront. En prévision de possibles manifestations antiaméricaines, le Pentagone a doté ses « marines » d'une panoplie d'armes « non mortelles » qui vont du « lasso de haute technologie » - une sorte de mousse collante capable d'immobiliser ses victimes - à la « barrière lacrymogène ».

Jean Héline

Le parti zoulou Inkatha boycotte le Parlement sud-africain

LE CAP. Crise politique majeure ou accès de fièvre appelé à miraculeusement s'apaiser, comme si souvent en Afrique du Sud ? Mardi 21 février, le chef du parti zoulou Inkatha, Mangosuthu Buthelezi, entouré de ses députés, a quitté avec fracas l'enceinte du Parlement, promettant de n'y revenir que lorsqu'une médiation internationale aurait tranché le différend qui l'oppose au Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela et au Parti national (NP) de Frederik De Klerk. Une conférence nationale devrait décider, les 5 et 6 mars prochains si l'Inkatha entend demeurer au sein du gouvernement d'union nationale dont M. Buthelezi est le ministre de l'Intérieur. En attendant, après un refus initial, le dirigeant zoulou a rencontré vendredi, pendant trois heures, MM. Mandela et De Klerk, ce qui laisse prévoir une issue négociée à la crise.

Une nouvelle fois, la délicate question des institutions du Kwa-zulu est à l'origine du mouvement d'humeur de M. Buthelezi. Quelques jours avant les élections d'avril 1994, un accord conclu entre MM. Mandela, De Klerk et Buthelezi avait déjà abordé la question, reconnaissant au roi des Zoulous - personnage faïot, à l'époque fermement tenu en main par le chef de l'Inkatha - une existence constitutionnelle dont les modalités restaient à définir. La constitution intérimaire, à la rédaction de laquelle l'Inkatha n'avait pas pris part, fut modifiée en conséquence. In extremis, Mangosuthu Buthelezi et l'Inkatha acceptèrent de participer aux élections.

L'accord précisait également que les « questions non réglées »

« L'Inkatha isolé. C'est ce problème qui resurgit aujourd'hui », M. Buthelezi exigeant la reprise de la médiation internationale. Ses adversaires rétorquent que l'existence de l'Assemblée constituante rend caduque sa demande. Pour tout simplifier, le roi des Zoulous a rallié l'ANC et refuse toute intervention extérieure.

Ce différend institutionnel recouvre un problème politique de fond dont dépend l'existence même de l'Inkatha, parti de tradition féodale. Pour M. Buthelezi et son parti, l'appui d'un organisme étranger à l'Assemblée constituante (ou l'Inkatha demeure minoritaire et isolé) est indispensable pour faire admettre la « spécificité » zouloue, en réalité, le pouvoir de l'Inkatha. Alors que se préparent les élections municipales, prévues pour octobre prochain, il est probable que l'Inkatha va faire feu de tout bois. Les chefs traditionnels zoulous, base sociale fondamentale de M. Buthelezi, voient d'un bon mauvais œil l'élection de conseils municipaux susceptibles de remettre en cause leur pouvoir. M. Buthelezi, par ailleurs, s'insurge contre les enquêtes qui visent la police du Kwa-zulu, longtemps utilisée comme force suppressive par le régime d'apartheid.

Georges Marion

En dépit des accusations lancées par M. Pasqua Washington joue l'apaisement avec Paris

M. Balladur affirme qu'il n'y aura plus de commentaires sur l'affaire des espions américains

L'ambassade des États-Unis à Paris a répondu, vendredi 24 février, au ministre de l'Intérieur qui l'avait mise en cause dans la divulgation de l'affaire d'espionnage, en déclarant, dans un communiqué, que ces allégations n'étaient ni exactes ni crédibles. A Washington, des responsables américains ont de nouveau affirmé que l'incident ne devrait pas avoir de conséquences sur les relations franco-américaines.

PLUSIEURS RESPONSABLES à Washington ont continué de jouer l'apaisement, vendredi 24 février, en dépit des déclarations du ministre français de l'Intérieur, Charles Pasqua, accusant les services américains d'avoir fait des erreurs et de ne pas avoir respecté la confidentialité dans l'affaire des agents de la CIA dont Paris a souhaité le départ (*Le Monde* du 25 février). « Cela va se calmer. Nos relations avec la France sont beaucoup trop importantes pour qu'on les laisse dériver sur cet incident », a déclaré le secrétaire à la défense, William Perry, à notre correspondant à Washington, Sylvie Kaufmann. « Nous préférons tourner la page, mais les Français semblent vouloir se polariser pour le moment » sur cette affaire, a déclaré un haut responsable du département d'État qui a requis l'anonymat.

Le porte-parole du département d'État, Christine Shelly, a de son côté affirmé que cette affaire « n'aura pas d'effet négatif important à long terme » sur les relations franco-américaines. Elle a cependant ouïé le communiqué diffusé jeudi par le département d'État qui affirmait que les

cinq citoyens américains soupçonnés par la France d'être des agents de la CIA avaient été libérés de leur mission à Paris. Selon M. Shelly, il « n'était pas exclu » que certains quittent la France plus tôt que prévu. Selon le *Washington Post* de vendredi, l'une des cinq personnes mises en cause aurait été prise « la main dans le sac » et aurait dû quitter la France immédiatement, bien avant que l'affaire n'ait été éventée. Le *Washington Post* ajoutait qu'un deuxième agent pourrait partir également « légèrement en avance » par rapport à l'échéance normale de sa mission.

UN COMMUNIQUÉ

L'ambassade des États-Unis à Paris a vivement réagi, vendredi, aux déclarations faites par M. Pasqua, actuellement en tournée en Afrique, selon lesquelles « il y a eu beaucoup de fuites du côté américain ». « Nous regrettons beaucoup certaines déclarations faites par le ministre Pasqua à Dakar et publiées aujourd'hui dans *Le Monde*, déclare un communiqué de l'ambassade. Nous rejetons catégoriquement l'allégation selon laquelle nous serions responsables des fuites

dénucléaires et tout ce qui est regrettable qui a été publié dans plusieurs journaux français dont *Le Monde*. » « Pour notre part, ajoute le communiqué, nous avons respecté scrupuleusement la confidentialité, comme convenu lors de la première rencontre entre l'ambassadeur Harriman et le ministre Pasqua, le 26 janvier. » L'ambassade indique encore qu'elle regrette « le compte-rendu inexact et incomplet » fait par Charles Pasqua de ses conversations avec l'ambassadeur.

Depuis Abidjan, deuxième étape de son voyage en Afrique, Charles Pasqua est revenu vendredi sur cette affaire. Il a estimé qu'il était « anormal » que des services étrangers d'une puissance amie conduisent des actions d'espionnage visant notamment à recruter des hauts fonctionnaires pour savoir éventuellement quelle est la politique du gouvernement français. « Ce qu'il y a de plus important, ce n'est pas que cela ait été rendu public, c'est que de tels faits puissent exister », a-t-il dit. « Il n'y a pas d'affaire franco-française, a poursuivi le ministre. Moi, je suis ministre de l'Intérieur français, je suis donc en charge des intérêts fran-

çais. Je souhaite que les autres ministres français soient également en charge des intérêts français. Je ne crois pas que cela soit une demande irraisonnable ».

Il a confirmé avoir reçu à deux reprises M. Pamela Harriman, « une première fois pour lui apporter la preuve des agissements de ces agents et pour lui dire qu'il n'était pas question pour nous de les occuper ». Au cours de la seconde rencontre, il y a une dizaine de jours, M. Harriman « m'a dit que son gouvernement condamne ces agissements et qu'il m'a demandé également si nous entendions expulser ces agents », a ajouté M. Pasqua. « Je lui ai répondu non, mais que naturellement nous souhaitons qu'ils rentrent chez eux le plus rapidement possible, ne serait-ce que pour faire un peu de recyclage. Je crois que ce ne serait pas inutile, a-t-il ironisé. Le reste ne me concerne pas ».

Un peu plus tard, à Paris, prêt de dire s'il avait pris connaissance du communiqué de l'ambassade des États-Unis répliquant à M. Pasqua, Edouard Balladur a répondu : « Je n'ai aucun commentaire à faire et je pense que personne n'en fera plus. » - (AFP, Reuters)

Bataille de procédure pour Giulio Andreotti

PALERME. Après plusieurs renvois successifs, dus à un supplément d'informations réclamé par la défense, aucune décision judiciaire n'a encore été prise en ce qui concerne le sort de l'ex-président du conseil et sénateur à vie, Giulio Andreotti, accusé d'« association mafieuse ». L'audience préliminaire, qui s'est tenue quatre heures durant au parquet de Palerme vendredi 24 février, s'est achevée par une interruption et un renvoi au 2 mars. Ce jour-là, les juges devront décider si, oui ou non, les accusations portées contre M. Andreotti sont étayées et suffisamment fondées pour donner lieu à procès, et dans ce cas où et devant quel type de tribunal ce dernier devra se dérouler.

Dernière bataille de procédure qui a largement dominé la séance de ce vendredi 24 février, c'est la formulation de l'acte d'accusation lui-même qui est en jeu. L'accusation affirme que c'est à Palerme que M. Andreotti doit répondre des agissements de son courant politique en Sicile et de ses liens supposés avec la Mafia. La défense explique, pour sa part, que réduire près de cinquante ans d'une vie publique passée en grande partie au gouvernement et au service de l'État à un simple courant politique local n'a guère de sens, et devrait donner automatiquement lieu à un transfert du procès - si toutefois il a lieu - à Rome, devant la juridiction compétente. - (Corresp.)

EUROPE

■ BELGIQUE : la justice belge a demandé la levée de l'immunité de trois fonctionnaires de la Commission européenne afin de pouvoir les entendre dans une affaire de fraude, a annoncé vendredi 24 février le porte-parole du président de l'exécutif bruxellois. Les fonctionnaires mis en cause, deux Grecs et un Français, travaillent pour la section tourisme des services de la politique d'entreprise, du commerce, du tourisme et de l'économie sociale. - (AFP)

■ IRLANDE : le Sinn Féin, aile politique de l'IRA, devait tenir, samedi 25 et dimanche 26 février à Dublin, son congrès annuel, le premier depuis que leurs alliés de l'Armée républicaine irlandaise observent un cessez-le-feu qui a ouvert la voie à une participation du Sinn Féin aux négociations multipartites sur l'avenir de l'Ulster. - (AFP)

■ TURQUIE : le premier ministre Tansu Ciller a reçu, vendredi 24 février, le premier conseiller du président arménien Levon Ter-Petrosian, M. Gérard Libaridian, qui participait à une conférence sur la situation dans le Caucase du sud. Aucun détail n'a pu être obtenu des services du premier ministre sur le contenu de l'entretien à huis clos, qui a duré vingt minutes. M. Libaridian avait déclaré, jeudi, que l'Arménie était prête à établir des relations diplomatiques avec la Turquie si celle-ci était également disposée. La Turquie avait reconnu l'Arménie en décembre 1991, lors de l'éclatement de l'URSS, sans cependant établir de relations diplomatiques avec Erevan. Pour établir ces relations, Ankara exige notamment l'abandon par Erevan de sa thèse du « génocide arménien » lors de la première guerre mondiale et l'évacuation des territoires azérbaidjanais occupés par l'Arménie à la suite du conflit dans le Haut-Karabakh. - (AFP)

■ CHYPRE : le gouvernement de coalition droite-gauche de la République turque de Chypre du nord (RTCN, reconnue uniquement par Ankara) a démissionné, vendredi 24 février, à la suite d'un différend entre partenaires sur une loi de propriété. Le gouvernement, composé du Parti démocratique (DP, centre-droit, 14 sièges au Parlement sur 50) du premier ministre Haldun Tanzi et du Parti républicain turc (CYP, 13 sièges, gauche) de M. Özker Özgür, devra expédier les affaires courantes jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement par le premier ministre, qui sera désigné par le président Rauf Denktaş. La démission du gouvernement intervient à six semaines de l'élection présidentielle, où M. Denktaş est le principal candidat à s'imposer successeur. - (AFP)

■ RUSSIE : irrité par les critiques danaises sur l'intervention en Tchétchénie, Boris Eltsine a renoncé, vendredi 24 février, à se rendre au Sommet mondial pour le développement social, organisé par l'ONU du 6 au 12 mars à Copenhague. Le président russe figurait pourtant sur la liste officielle des chefs d'État et de gouvernement ayant manifesté leur intention de se rendre à cette manifestation. - (AFP)

■ LA DOUMA a voté, vendredi 24 février, une loi obligeant la plupart des étrangers résidant en Russie pendant plus de trois mois à faire la preuve de leur séro-négativité. Cette loi est une version adoucie d'un premier projet, datant de novembre dernier, qui demandait que tous les étrangers, y compris les touristes en visite de courte durée, produisent un certificat attestant qu'ils étaient séro-négatifs. Le ministre de la santé et le président Boris Eltsine s'étaient opposés à ce projet, expliquant qu'il allait à l'encontre des principes de l'Organisation mondiale de la santé et de la convention de Genève. Le nouveau projet de loi, qui doit encore être approuvé par la Chambre haute du Parlement et signé par M. Eltsine, ne s'applique qu'aux touristes restant en Russie moins de trois mois et à certaines catégories d'étrangers comme les diplomates. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : le sénateur texan Phil Gramm s'est déclaré, vendredi 24 février, candidat à l'investiture américaine en vue de l'élection présidentielle de 1996. Ce conservateur de 52 ans, partisan de réductions d'impôts et hostile aux interventions de l'État, est la première personnalité en vue à présenter sa candidature officielle. Le président démocrate Bill Clinton a exprimé l'intention de bréger sa réélection, mais sans se déclarer officiellement. L'élection présidentielle aura lieu en novembre 1996. - (Reuters)

■ CANADA : à l'issue de la visite du président américain à Ottawa, un accord libéralisant le transport aérien entre les États-Unis et le Canada a été signé dans la capitale canadienne vendredi 24 février. Il devrait, en permettant de multiplier les liaisons, créer 200 000 emplois et entraîner des retombées économiques de 10 milliards de dollars dans chaque pays. D'autre part, les États-Unis ont accepté de ne pas réduire leurs importations d'uranium canadien au profit de minerai bon marché en provenance de Russie. - (AFP)

■ ÉQUATEUR : le gouvernement a accepté, vendredi 24 février, la proposition du Chili d'envoyer d'urgence des groupes d'observateurs dans deux postes militaires de la cordillère du Condor, Coangos (Equateur) et Soldado Pastor (Pérou). Le Pérou avait déjà accueilli favorablement la proposition chilienne visant à faire respecter immédiatement le cessez-le-feu signé une semaine plus tôt par les deux pays, mais aussitôt rompu par de violents combats dans la région frontalière. Cette initiative, présentée par l'ambassadeur du Chili auprès de l'OEA, recommande le déploiement « immédiat » de petits groupes d'observateurs sur le théâtre des opérations et la réunion, mardi, des ministres des affaires étrangères du Pérou et de l'Équateur, ainsi que des quatre pays garants du protocole de Rio. - (AFP)

AFRIQUE

■ BURUNDI : 24 000 réfugiés burundais et rwandais ont fui le pays pour la Tanzanie ces derniers jours, a annoncé, vendredi 24 février, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Les Rwandais sont au nombre de 8 000 et fuient les attaques à la grenade contre les camps au Burundi. L'exode des Burundais a été provoqué par les tensions ethniques de ces dernières semaines.

■ ZAÏRE : 86 étrangers ont été déclarés expulsables par un décret du premier ministre, Kengo Wa Dondo, publié le 24 février. Parmi ces personnes, l'homme d'affaires libanais Naim Khatib, dont le nom avait été cité lors de la saisie de 35 tonnes de « vrais-faux » billets de banque à l'aéroport de Kinshasa en septembre 1994. - (AFP)

■ ANGOLA : FUNITA préparerait la reprise des combats, a déclaré vendredi 24 février à Luanda le colonel Isaac Monteiro « Navarro », qui a récemment déserté les rangs de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Le déserteur a affirmé que des mercenaires sud-africains entraînaient depuis un mois des combattants de FUNITA dans plusieurs camps. - (AFP)

La Banque mondiale cherche un successeur à son président Lewis Preston

LA BANQUE MONDIALE, une des deux principales organisations issues des accords de Bretton Woods, signés il y a un demi-siècle (l'autre étant le Fonds monétaire international) cherche un nouveau président depuis l'annonce, en janvier, de la brusque aggravation de l'état de santé de Lewis Preston, lequel souffre d'un cancer.

Une solution devrait être trouvée avant la fin février. Nommé en septembre 1991 à la tête de la banque après avoir quitté la présidence de J.P. Morgan, l'un des fleurons du système bancaire américain, M. Preston qui est âgé de soixante-huit ans, n'est plus en mesure, même s'il se rend de temps en temps à son bureau, d'assurer ses fonctions et de conduire à son terme son premier mandat de cinq ans. Les directeurs généraux de la banque se sont réunis le 22 février à Washington pour trouver une solution à cette situation imprévue.

Mais aucune décision n'a encore été prise sur la façon de combler ce vide de fait, qui survient au moment où l'institution est engagée dans une vaste réflexion pour accroître son efficacité - face aux critiques apparues à l'occasion de la célébration de son cinquante-neuvième anniversaire - et atténuer les coûts d'une bureaucratie jugée encore excessive. La Banque mondiale a entre-

pris de supprimer 500 postes sur 6 400. En attendant que soit désigné le successeur de Lewis Preston, Ernest Stern, le plus ancien des trois directeurs généraux de la banque, (les deux autres étant Sven Sandström et Gantam Kaj), a été invité à retarder son départ annoncé de longue date : il devait partir en début d'année pour rejoindre la banque Morgan Guaranty. Son successeur, déjà nommé, est Richard Frank, l'actuel vice-président de la Société financière internationale (SFI), l'une des filiales de la Banque mondiale.

PROJET-ROBOT

Robert Rubin, le nouveau secrétaire d'État américain, a déjà fait savoir qu'à ses yeux le futur président de la Banque mondiale (lequel est traditionnellement un citoyen américain, les États-Unis assurant la plus forte contribution financière, le directeur général du Fonds monétaire international étant, lui, un Européen) devrait répondre à deux critères : être en mesure de s'engager au moins pour un double mandat de cinq ans et avoir une bonne expérience du secteur privé. Pour les familles des institutions financières internationales, une demi-douzaine de personnalités pourraient correspondre à ce portrait-robot dessiné par l'administration Clinton.

Le nom le plus souvent avancé, mais aussi l'un des plus controversés, est celui de Lawrence Summers, l'actuel directeur adjoint au Trésor américain. Ancien économiste en chef de la Banque mondiale, M. Summers a pour avantage de « bien connaître » la « maison ». Mais, outre le reproche d'arrogance qui lui est souvent adressé et qui lui vaut de solides inimitiés, notamment au Congrès et auprès de ses anciens pairs de la Banque mondiale, il traîne comme un boulet l'incident survenu lorsqu'il exerçait ses fonctions d'économiste à la Banque.

Son service travaillait alors sur une série d'hypothèses économiques théoriques et « rationnelles » parmi lesquelles l'éventualité de faire dériver vers les pays en développement les industries polluantes en provenance des pays dits riches, de façon à leur assurer, en compensation, une source de revenus. Informées de ce qui n'était qu'une étude parmi d'autres, mais qui avait rapidement « fuité » à l'extérieur, les organisations non gouvernementales (ONG) s'étaient emparées de l'affaire, qui avait fait grand bruit. Et quelques victimes puisqu'elle avait coûté à Lawrence Summers le poste de secrétaire au Trésor, qu'il convoitait au sein de l'administration Clinton. Il ne sera fina-

lement « que » l'adjoint de Lloyd Bentsen, avant que celui-ci cède la place à M. Rubin.

Parmi les noms cités pour la succession de M. Preston, figure aussi celui de Stanley Fischer, lui aussi ancien économiste en chef de la Banque mondiale, qui est actuellement l'un des trois directeurs généraux adjoints du FMI.

DEUX OUTSIDERS

Parmi les « possibles », Paul Volcker, l'ancien président de la Réserve fédérale, semble devoir être écarté, au profit de James B. Wolfensohn, son associé dans la petite banque d'affaires new-yorkaise portant ce nom et dans laquelle M. Volcker a opéré sa reconversion.

Deux autres prétendants ont aussi leurs chances. Il s'agit de Gerald Corrigan, l'ancien président de la Banque fédérale de Réserve de New York, actuellement en fonctions chez Goldman Sachs et de Kenneth Brody, l'actuel patron de l'Export Import Bank, l'équivalent américain de la Coface française. Tous, sauf M. Wolfensohn, ont moins de soixante ans. Donc l'espoir de pouvoir assurer, au moins, dix ans de présidence à la Banque mondiale. Comme le souhaite M. Rubin.

Serge Marti

Un diplomate français a été blessé par balle en Jordanie

AMMAN de notre correspondante au Proche-Orient

Les raisons exactes de l'agression contre le deuxième secrétaire de l'ambassade de France en Jordanie, Gilles Heine, blessé par balle vendredi 24 février, demeurent encore inconnues, samedi. C'est alors qu'il visitait, en compagnie de sa femme, un site touristique à une centaine de kilomètres au sud d'Amman que le diplomate a été pris à partie par deux hommes, dont l'un au moins était armé d'un pistolet.

Présent sur les lieux, la police est immédiatement intervenue et c'est dans la bagarre qui s'ensuivit que M. Heine a été atteint d'une balle à l'abdomen. Les jours de M. Heine, trente-cinq ans, qui a été opéré à Amman et au chevet duquel s'est rendu le roi Hussein, ne sont pas en danger.

Selon les premiers témoignages, tout laisse à penser que c'est en tant que touriste que M. Heine a

été attaqué. Le Quai d'Orsay a d'ailleurs affirmé qu'« aucune raison ne permet de penser que notre compatriote a été visé en tant que Français ». De source jordanienne, on affirme que les deux agresseurs, qui ont été arrêtés, Salem Abdallah et Ahmad Khaled Kasseem, sont des « islamistes ».

Si le caractère politique de cette agression était confirmé, ce serait la deuxième du genre contre des étrangers depuis l'annonce de la signature du traité de paix jordanien-israélien. Le 22 octobre, un touriste américain avait été légèrement blessé dans la vieille ville d'Amman par un militant islamiste. Dans l'attente des résultats de l'enquête, il est prématuré de tirer des conclusions, mais d'ores et déjà cette affaire suscite quelque inquiétude, le tourisme étant le premier secteur économique qui devrait bénéficier de l'accord de paix jordanien-israélien.

Françoise Chippaux

L'Iran réaffirme sa volonté de détruire Israël

DEUX des plus importants dirigeants iraniens, le président de la République, Ali Akbar Hachemi Rafsanjani, et le président du Parlement, Ali Akbar Nategh Nouri, ont réaffirmé, vendredi 24 février, la nécessité de détruire Israël.

Israël est « un pays raciste, illégitime et usurpateur qui doit être détruit », a déclaré M. Nategh Nouri lors de la prière du vendredi, sur le campus de l'université de Téhéran. L'État juif est une « tumeur cancéreuse » que « l'Iran n'accepte pas », a renchérit le président Rafsanjani.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes étaient mobilisées pour marquer la « journée de Jérusalem », célébrée le dernier vendredi du mois de Ramadan depuis la révolution islamique de 1979.

La foule, animée par des militants équipés de mégaphones pour faire répéter les slogans, était invitée à crier « Mort à Israël » et à donner de l'argent à des dizaines de collecteurs de fonds, « pour

l'assistance humanitaire au peuple palestinien ». A côté des traditionnelles accusations contre les États-Unis et « l'agression globale » (allusion aux Occidentaux qui soutiennent Israël), M. Rafsanjani et Nategh Nouri ont vivement critiqué les pays arabes pour avoir fait la paix avec l'État juif ou pour envisager de la faire. « J'ai honte de dire que les gouvernements de ces pays sont islamiques », a déclaré M. Nategh Nouri.

Au Liban, en revanche, pour la première fois le secrétaire général adjoint du Hezbollah, mouvement pro-iranien, Cheikh Naïm Kasseem, a évoqué la possibilité d'un accord de paix, à condition qu'« Israël se retire de tous les territoires qu'il occupe sans exception ».

« On nous accuse de ne dialoguer avec personne », a dit Cheikh Kasseem. Si les territoires sont récupérés, l'affaire sera réglée et il y aura la paix. Sinon, nous n'accepterons pas de trêve et nous poursuivrons la résistance. - (AFP)

25 فبراير 1995

Bataille de procédure pour Giulio Andreotti

PALERME. Après plusieurs tentatives infructueuses, dus à un système judiciaire très lent, la justice italienne a finalement décidé de poursuivre le cardinal Andreotti. Le procureur général, Antonio Di Pietro, a annoncé que les poursuites seront lancées à la fin de l'année. Andreotti, 82 ans, est accusé d'avoir couvert le trafic de la mafia pendant sa période de pouvoir (1981-1983).

Le cardinal Andreotti a toujours nié toute implication dans la mafia. Il a déclaré que son rôle était purement religieux et qu'il n'avait jamais eu de contact avec les dirigeants de la mafia. Cependant, les preuves accumulées par la justice italienne sont de plus en plus convaincantes.

La justice italienne a lancé une enquête approfondie sur le rôle de Andreotti pendant sa période de pouvoir. Les enquêteurs ont découvert de nombreuses preuves de collusion entre Andreotti et les dirigeants de la mafia.

Le cardinal Andreotti a été condamné à la prison à vie par la justice italienne. Cependant, il a été libéré sous caution en attendant son procès. Le procès est prévu pour la fin de l'année.

La condamnation de Andreotti est une victoire majeure pour la justice italienne. Elle montre que même les plus puissants peuvent être poursuivis pour leurs crimes.

Le cardinal Andreotti a été condamné à la prison à vie pour avoir couvert le trafic de la mafia pendant sa période de pouvoir. Cette condamnation est une victoire majeure pour la justice italienne.

La justice italienne a lancé une enquête approfondie sur le rôle de Andreotti pendant sa période de pouvoir. Les enquêteurs ont découvert de nombreuses preuves de collusion entre Andreotti et les dirigeants de la mafia.

Le cardinal Andreotti a toujours nié toute implication dans la mafia. Il a déclaré que son rôle était purement religieux et qu'il n'avait jamais eu de contact avec les dirigeants de la mafia.

La justice italienne a lancé une enquête approfondie sur le rôle de Andreotti pendant sa période de pouvoir. Les enquêteurs ont découvert de nombreuses preuves de collusion entre Andreotti et les dirigeants de la mafia.

Le cardinal Andreotti a toujours nié toute implication dans la mafia. Il a déclaré que son rôle était purement religieux et qu'il n'avait jamais eu de contact avec les dirigeants de la mafia.

La justice italienne a lancé une enquête approfondie sur le rôle de Andreotti pendant sa période de pouvoir. Les enquêteurs ont découvert de nombreuses preuves de collusion entre Andreotti et les dirigeants de la mafia.

Le cardinal Andreotti a toujours nié toute implication dans la mafia. Il a déclaré que son rôle était purement religieux et qu'il n'avait jamais eu de contact avec les dirigeants de la mafia.

La justice italienne a lancé une enquête approfondie sur le rôle de Andreotti pendant sa période de pouvoir. Les enquêteurs ont découvert de nombreuses preuves de collusion entre Andreotti et les dirigeants de la mafia.

Le cardinal Andreotti a toujours nié toute implication dans la mafia. Il a déclaré que son rôle était purement religieux et qu'il n'avait jamais eu de contact avec les dirigeants de la mafia.

La justice italienne a lancé une enquête approfondie sur le rôle de Andreotti pendant sa période de pouvoir. Les enquêteurs ont découvert de nombreuses preuves de collusion entre Andreotti et les dirigeants de la mafia.

Le cardinal Andreotti a toujours nié toute implication dans la mafia. Il a déclaré que son rôle était purement religieux et qu'il n'avait jamais eu de contact avec les dirigeants de la mafia.

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 26 - LUNDI 27 FÉVRIER 1995

PRÉSIDENTIELLE L'élection des 23 avril et 7 mai est l'occasion, pour les intérêts catégoriels, de chercher à se faire entendre des candidats. La polarisation du débat à droite et l'absence d'affrontement entre deux véritables « choix de société » élargissent, cette année, la marge d'action des groupes de pression. ● **PRUDENCE.** Si cer-

tains corporatismes sont particulièrement actifs, les chefs d'entreprise en revanche, s'estiment tenus à une certaine prudence dans le climat actuel des « af-

aires » ● **PRÉCAUTIONS.** S'agissant d'Edouard Balladur, la direction du gouvernement pendant deux ans lui a permis d'aller au-devant des attentes de diverses caté-

La campagne des lobbys est aussi active que celle des candidats

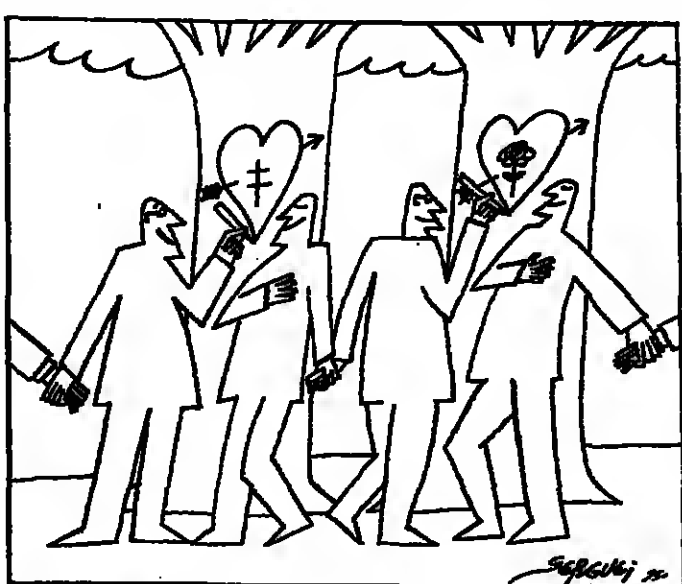
Fédérations professionnelles, corporations et groupements d'intérêts catégoriels ou spécifiques profitent de l'absence de débat de fond pour faire le siège des états-majors et tenter d'influer sur les propositions des « présidentiables »

LIONEL JOSPIN n'était encore qu'un des candidats socialistes à la candidature. Raymond Barre entretenait le mystère sur ses intentions. Valéry Giscard d'Estaing s'apprêtait à annoncer sa candidature. Jean-François Hory plaçait déjà, dès le 31 janvier, pour autant, sans attendre d'en savoir davantage, la Fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privés à but non lucratif s'engageait en éclaireur dans la campagne électorale et lançait la première interpellation publique à l'adresse des candidats à l'élection présidentielle. Quelques jours plus tard, le Centre national des jeunes agriculteurs, puis la Fédération nationale du bâtiment ou encore l'Union nationale des associations des professions libérales emboltaient le pas.

Depuis, la cohorte n'a cessé de grossir. La seule journée du 23 février en donne la mesure. Ravi de pouvoir jouer de la concurrence entre Jacques Chirac et Edouard Balladur, Jean-Claude Delarue, président de l'Association des usagers de l'administration (ADUA), a déclaré « intéressantes » les propositions du maire de Paris, avant d'annoncer qu'il attendait celles du premier ministre et des autres candidats pour décider « s'il est opportun ou non de proposer un choix aux usagers du service public ».

TRENTE MILLIONS D'AMIS Le même jour, M. Balladur recevait à l'hôtel Matignon des professionnels du cinéma pour leur redire son attachement au maintien des quotas de diffusion d'œuvres européennes à la télévision. De son côté, l'Union professionnelle artisanale (UPA) annonçait qu'elle adressait aux candidats un catalogue de quarante-six mesures très concrètes « à prendre dans les cent premiers jours du septennat ». Et l'Union nationale des associations de parents et amis de personnes handicapées mentales (UNAPEI) demandait à chaque candidat des engagements chiffrés sur le nombre de places qu'il compte créer en centres d'aide par le travail et en maisons d'accueil spécialisées.

Enseignants ou retraités, pharmaciens ou vétérinaires, anciens combattants ou ambulanciers, défenseurs de l'environnement ou de la famille, accidentés de la vie ou transporteurs routiers, la cohorte est stupéfiante ; la complainte, infinie. Véronique Neltz, députée de Seine-Saint-Denis, chargée du courrier et des « relations avec les citoyens » dans l'équipe de campagne de Lionel Jospin, y ajoute déjà, liée à l'actualité, l'inquiétude d'associations d'étudiants d'IUT, de défense des marins pêcheurs ou



d'aide au logement. Ce qu'elle appelle « la France sociale ».

MARCHANDAGE Pour les groupes de pression les plus actifs et les mieux introduits, l'objectif est clair : faire le siège des candidats, rencontrer leurs conseillers, plaider directement sa cause, tenter de peser, jusqu'au bout, sur les programmes. Ainsi l'Ordre des avocats de Paris vient d'adresser à chacun des candidats un questionnaire sur l'avenir de l'institution judiciaire. « Il faut saisir le moment de la présidentielle pour imposer une réflexion de fond », plaide Danielle Montoux, chargée, pour l'Ordre, des relations avec le Parlement et les pouvoirs publics. Notre questionnaire va servir d'annonce pour la discussion avec les équipes de campagne. Après quoi, nous avons bon espoir d'avoir un rendez-vous avec tous les grands candidats et, de toute façon, on publiera leurs réponses dans un document adressé à tous les congressistes ».

Cet inlassable travail d'influence est-il réellement « payant » ? Les lobbys en tirent-ils engagements et promesses ? Les candidats peuvent-ils en espérer sympathie,

ou tel qu'il n'y a rien dans son programme et que l'on entend le faire savoir haut et fort n'est jamais sans effet », assure un « lobbyiste » chevronné. A quoi un habitué des campagnes électorales répond, comme en écho : « C'est une période pendant laquelle il est possible de faire signer n'importe quoi à un candidat, quitte à ce qu'il s'en rende les doigts ensanglantés ».

FICHES TECHNIQUES Il est indéniable, en outre, que la situation politique particulière de 1995 facilite cette pédagogie active. La concurrence de plus en plus vive entre M. Balladur et M. Chirac, la démagogie dont savent faire preuve MM. Le Pen et de Villiers, l'absence de projet, pour l'instant, du candidat socialiste : tout contribue à l'activisme des lobbys. Il suffit, pour s'en convaincre, note Paul Bourry, patron d'un des cabinets de lobbying parisiens, de constater à quel point, « aujourd'hui, quel qu'en soit le sujet, les candidats ont besoin de la presse et des médias ». La diversité de leurs adresses, le leur intérêt, quoi qu'il en soit, assure un connaisseur. Ils n'ignorent pas davantage que les groupes de pression les plus sérieux ont préparé les échéances électorales depuis longtemps, en évaluant.

En outre, ajoute Olivier Le Bec, patron de la société Communication et Institutions, dont les clients sont de grosses entreprises ou syndicats professionnels, « les chefs d'entreprise ne se bousculent pas au portillon, actuellement, pour aller voir les responsables politiques ». Tant le climat créé par les « affaires » et la législation récente sur le financement de la vie politique ont agité la suspicion sur les rapports entre les milieux économiques et les hommes politiques.

Gérard Courbois et Cécile Chaurbaud

Le « JO » des groupes de pression

Avant les grandes manœuvres, mieux vaut préparer le terrain. La lecture des questions écrites des parlementaires aux ministres, publiées au Journal officiel depuis la mi-janvier, en offre la meilleure démonstration. En un mois, trente-deux députés ou sénateurs se sont inquiétés, auprès des pouvoirs publics, de l'avenir incertain des élèves pilotes de ligne. Vingt-cinq parlementaires se sont faits les avocats des pharmaciens et de leur grande misère. Vingt-deux autres ont défendu les ostéopathes et chiropracteurs patentés contre l'invasion des charlatans. Vingt-sept ont pris fait et cause pour la Mutuelle générale de l'éducation nationale (MGEN), menacée par la diminution de cent cinquante postes de fonctionnaires mis à disposition. Une bonne vingtaine, encore, se sont émus du non-remboursement de leurs frais de transport aux représentants des associations de protection de la nature siégeant dans des organismes consultatifs. Les ministres travaillent sur les réponses...

L'ARME « OU VOTE » Au début de l'année, encore, soumis à ce que certains élus n'hésitent pas à qualifier de « harcèlement téléphonique », les députés se sont bien souvent exécutés. Ils ont posé une avalanche de questions écrites au gouvernement sur le problème du remboursement des emprunts russes. Le seul numéro du Journal officiel du 16 janvier ne comporte pas moins de quatorze interpellations à ce sujet. La perspective d'une solution possible n'a pas été sans provoquer quelques déchirements internes, qui se sont soldés par l'éclatement de cette nébuleuse en plusieurs associations, l'Association française des porteurs d'emprunts russes et le Groupement des porteurs de titres russes venant concurrencer le GNDPTR. Constant l'enlèvement du dossier, ce dernier a décidé d'intervenir directement dans le débat présidentiel. « Jamais la classe politique ne règlera notre dossier à moins d'avoir le couteau sur la gorge ! » orocrame le bulletin du

mais de février du GNDPTR. Et mettre le couteau sous la gorge d'un homme politique, cela veut dire utiliser l'arme qui peut lui faire le plus de mal. Cette arme existe, c'est notre bulletin de vote ».

Conservant soigneusement les réponses encourageantes que lui ont faites les responsables politiques de tous bords, le GNDPTR tente donc de galvaniser les quelques trois cent mille porteurs d'emprunts russes et s'est lancé dans une entreprise de mobilisation ponctuée par des réunions publiques du type de celle de Marseille. Nîmes, Annemasse, Rimboillet sont d'ores et déjà programmées. D'autres suivront. Les maires, qui ne perdent pas de vue les élections municipales du mois de juin, ne manquent pas de leur faire bon accueil.

Le GNDPTR demande en outre aux porteurs d'emprunts russes de noyer les QG de campagne des candidats sous une avalanche de lettres. Il les informe obligatoirement des adresses des états-majors des candidats, leur suggère la rédaction de la lettre, leur conseille de ne pas négliger les médias.

« La configuration politique est déterminante », estime François Bayle, président du GNDPTR. Convaincu que ses adhérents soutiendront la concurrence à laquelle se livrent à droite Edouard Balladur et Jacques Chirac ne peut que favoriser l'aboutissement heureux de leur revendication. Il se fait fort de leur convaincre que « les petits porteurs sont aussi des électeurs ».

C. Ch.

M. Balladur a pris ses précautions

POUR LES LOBBYISTES les plus chevronnés, une élection présidentielle se prépare longtemps avant la campagne elle-même et son effervescence bruyante. Il en est de même pour le gouvernement. Celui d'Edouard Balladur n'a pas manqué à la règle, bien au contraire : depuis un an, voire davantage, il a soigné ses « clientèles ».

L'un des exemples les plus spectaculaires de ces jachères préélectorales est la loi sur l'exercice de la profession de taxi, adoptée par le Parlement, le 11 janvier, à l'instigation de la puissante Fédération nationale des artisans du taxi. En offrant aux exploitants de taxis la possibilité de revendre au prix fort les licences délivrées gratuitement par l'administration, le gouvernement aura fait bien des heureux. Il peut espérer que les intéressés « sauront se souvenir » de ce que M. Balladur a fait pour eux, comme ils le lui ont promis (Le Monde daté 29-30 janvier).

AVANTAGES FISCAUX Plus traditionnelle est la sollicitude à l'égard du monde agricole, dont l'électorat reste considéré comme déterminant. Après les deux plans d'aide accordés au printemps puis à l'automne 1993, pour un coût total de quelque 3,5 milliards de francs, la loi de modernisation agricole, adoptée en janvier, multiplie les aides et les allègements fiscaux.

Le premier ministre peut donc escompter, malgré la cote dont jouit Jacques Chirac auprès d'eux, que les paysans ne seront pas trop ingrats au mois d'avril. Surtout si, d'ici là, le ministre de l'Agriculture réussit à obtenir de Bruxelles l'an-

nulation des pénalités de jachères. Aucune corporation, ou presque, n'a été négligée : les kinésithérapeutes et les pédicures, autorisés à créer un ordre professionnel, leur vieux rêve ; les transporteurs routiers, qui ont obtenu, en extrême, des dispositions législatives en leur faveur ; les pêcheurs, récemment, avec le plan d'aide de Jean Puech ; les horticulteurs, autorisés par le gouvernement à revenir au taux de TVA de 18,6 % malgré les directives européennes ; le mouvement sportif, grâce au renforcement du Fonds national de développement du sport.

En outre, les propriétaires vont pouvoir déduire de leurs impôts les frais d'assurance pour loyers impayés. Les familles aisées ont vu relever le plafond de la déduction fiscale pour qui emploie un salarié à domicile. Les cadres supérieurs ont conservé, au terme des péripéties parlementaires de l'examen du budget, l'avantage fiscal très souple des « stock options ». Les Français de l'étranger, dont le capital de voix est convoité, vont bénéficier de quelques déductions fiscales bien venues.

Sans garantir au candidat Balladur une reconnaissance collective, toutes ces petites gâteries ne feront pas de mal. Reste ceux à qui le gouvernement a fait miroiter la même sollicitude, mais sans tenir ses engagements. Ceux-là, sans doute, seront parmi les plus bruyants dans les semaines à venir. Au premier rang d'entre eux, les enseignants n'ont pas digéré le tour de passe-passe de François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, qui n'a pas mené jusqu'à son terme l'examen par le Parlement de la loi de

programmation sur l'école, annoncée depuis des mois à grand son de trompe.

LES ANCIENS COMBATTANTS La même mésaventure est arrivée aux sapeurs-pompiers : le texte qu'ils avaient fini par obtenir est resté en rade avant son examen par le Sénat. Les associations familiales, elles, ont eu droit à une loi sur la famille, mais elles restent frustrées de la « grande » politique familiale qui leur avait été promise en 1993.

Le cas le plus délicat pour le gouvernement est, par conséquent, pour le candidat Balladur, est, cependant, celui des anciens combattants d'Afrique du Nord. Il est vrai qu'ils ont été échaudés. Après l'engagement pour le moins léger, pris en avril 1993, de régler d'un coup l'ensemble du dossier de la revalorisation de leurs retraites, ils ont dû exercer une pression incessante, pendant dix-huit mois, pour obtenir quelques satisfactions, notamment pour les plus démunis d'entre eux, chômeurs de longue durée et allocataires du Fonds de solidarité. On est très loin de l'espoir né il y a deux ans, et la déception est forte.

Le Front uni des associations d'anciens combattants est donc reparti en campagne, depuis quelques jours, rencontrant les groupes parlementaires et demandant à leurs fédérations départementales d'interpeller chaque député ou sénateur en attendant de questionner, probablement avec moins d'illusions qu'auparavant, les candidats à l'élection présidentielle.

G. C.

Les emprunts russes sortent des greniers

LE 30 JANVIER, plusieurs centaines de personnes ont convergé vers Marseille. Des cars avaient été spécialement affectés pour mieux drainer les départements voisins. Ils ont déversé leurs passagers à la salle Saint-Georges pour une réunion publique d'un genre un peu particulier.

Objectif de l'organisateur, le Groupement national des porteurs de titres russes (GNDPTR) : faire entrer les détenteurs d'emprunts russes dans la campagne présidentielle.

Leurs associations de défense, jusqu'alors, avaient suivi les voies classiques du lobbying associatif, tirant les sonnettes des ministères et maintenant sous pression les parlementaires. L'effacement de l'Union soviétique leur a donné une ardeur nouvelle. Elles se sont fort d'arracher enfin, après des décennies d'efforts, la reconnaissance de la validité des créances obtenues à prix d'or sur la Russie par la France égarée d'avant la première guerre mondiale et remises, depuis, dans les greniers des familles. Les 1,6 million de porteurs de titres émis entre 1822 et 1917, recensés en 1918, vont, c'est juré, obtenir enfin réparation, ne serait-ce qu'à titre posthume.

DOSSIER EN PANNÉE La Grande-Bretagne avait fait naître un premier espoir en obtenant, en 1986, un règlement de leur contentieux avec l'URSS sur la base d'un remboursement de 10 % de la valeur actualisée des titres russes. Les États-Unis, le Canada et la Suisse lui avaient emboîté le pas. En France, en dépit de

deux accords avec la Russie en 1990 et en 1992, le dossier est resté en panne. Les associations, pourtant, n'ont rien négligé, recrutant, disant-elles, sans désespérer, depuis plusieurs mois, et entretenant le feu sous cette marmite.

A tel point que le groupe d'étude sur le règlement de la dette russe de l'Assemblée nationale, aujourd'hui présidé par Eric Raoult (RPR, Seine-Saint-Denis), était devenu, au cours de la précédente législature, le plus important, comptant jusqu'à deux cent quatre-vingt-dix députés.

La perspective d'une solution possible n'a pas été sans provoquer quelques déchirements internes, qui se sont soldés par l'éclatement de cette nébuleuse en plusieurs associations, l'Association française des porteurs d'emprunts russes et le Groupement des porteurs de titres russes venant concurrencer le GNDPTR. Constant l'enlèvement du dossier, ce dernier a décidé d'intervenir directement dans le débat présidentiel. « Jamais la classe politique ne règlera notre dossier à moins d'avoir le couteau sur la gorge ! » orocrame le bulletin du

C. Ch.

Philippe Séguin tourne en dérision les attaques des balladuriers

Le président de l'Assemblée nationale votera avec son camp au second tour

Le meeting auquel a participé Jacques Chirac, vendredi 24 février, à Dijon, a eu pour invité-surprise Philippe Séguin. Il est venu répondre aux attaques

des partisans d'Edouard Balladur, qui lui reprochaient son refus de dire son vote au second tour de l'élection présidentielle si le premier ministre se

retrouvait face à Lionel Jospin. M. Séguin a tourné en dérision ces critiques et accusé les balladuriers de combattre non pas la gauche, mais M. Chirac.

DIJON
de notre envoyé spécial
VENU DE SES VOSGES « en voisin et en ami », Philippe Séguin est arrivé dans la soirée, vendredi 24 février, à Dijon, ravi à l'idée de pouvoir répliquer lui-même à ceux, nombreux, qui l'avaient attaqué la veille (Le Monde du 25 février). Dans un entretien publié par Le Nouvel Observateur (daté 23 février-1^{er} mars), il n'avait pas jugé bon de préciser son vote au second tour de l'élection présidentielle si Jacques Chirac n'y figurait pas.

Dans la campagne présidentielle de M. Chirac, le maire de Paris a pris le soin de se réserver pour lui-même le rôle du « bon », le rôle de celui qui connaît la « nature des hommes » et qui s'efforce de ne pas entretenir les polémiques du moment. A M. Séguin revient le rôle de la « brute », qui a toute latitude pour « cogner ». En aparté, l'imposant député des Vosges reconnaît assez volontiers qu'il aime plutôt ça.

Aussi n'a-t-il pas traîné, vendredi soir, à Dijon. « Je serais une sorte de taupe socialiste, moi qui, depuis vingt ans, n'ai cessé de me battre pour nos idées, à des heures où d'autres se terraient je ne sais où ! » a commencé M. Séguin. Mais, après tout, puisqu'ils ont du mal à comprendre... S'en est suivie,

alors, une très longue et très minutieuse description des faits et gestes du président de l'Assemblée nationale, le 7 mai prochain, dans sa bonne ville d'Épinal, si d'aventure « ce qu'à Dieu ne plaise ! » - M. Chirac n'était plus dans la course.

Ce dimanche-là, donc, M. Séguin se rendrait à son bureau de vote, prendrait les deux bulletins de vote restants, glisserait le « bulletin Balladur dans l'enveloppe », sortirait de l'isoloir avec, à la main, sa carte d'identité et sa carte d'électeur, signerait la liste d'émargement puis déposerait son bulletin dans l'urne, avant de rentrer chez lui. « Et là, je m'écrierais, à pleins poulmons : Chouette ! » Un « chouette ! », prononcé mezza voce, comme on dit : « Domage... »

Assis à ses côtés, penché en avant, le cou tendu, M. Chirac a quelque peine à contenir un sourire, mais ce n'est pas fini : le président de l'Assemblée nationale s'attaque à « on », sans jamais préciser de qui il s'agit, à l'adresse d'un public, nombreux, qui, lui, a déjà tout compris : « On nous a d'abord expliqué (...) que la messe était dite. Et c'était une messe de couronnement (...). Maintenant, on nous joue la résurrection de Lazare en annonçant le retour du bon vieux clivage droite-gauche. »

« Leur véritable adversaire, ajoute M. Séguin, c'est d'outant moins Lionel Jospin qu'il n'a pas de projet, même si, je le maintiens, la tête sur le billot, il a un comportement respectable, des convictions estimables, une personnalité otocrochante... et un cobriote Renault 19. »

M. Séguin jubile, mais il ne se contente évidemment pas du rôle de l'animateur public, de l'habile « chauffeur de salle ». Il est là, aussi, pour parler de cette « fracture sociale » qui conduit à « deux France ». Il est là pour dire, avec la liberté de ton qu'il s'est progressivement acquise au RPR : « Il ne s'agit plus d'amuser la galerie (...) en distribuant des questionnaires, alors que chacun attend que l'on se décide, enfin, à lutter contre le chômage qui ronge notre société. »

CONSERVATEURS ET SOCIALISTES
Il revient alors à M. Chirac de développer son projet, à destination d'« une immense majorité de Français qui refusent de choisir entre les conservateurs, qui ne veulent jamais rien changer réellement, et les socialistes, qui n'ont, finalement, pas su changer grand-chose ». Accueilli, le matio, à Auxerre, par son ancien secrétaire d'État aux universités des années 70, Jean-Pierre Soisson, aujourd'hui partisan de la candida-

ture de Raymond Barre, puis, l'après-midi, à Flém, en Côte-d'Or, par Jean-François Bazin, président (RPR) du conseil régional, M. Chirac s'est plié à deux longues séances d'« audit » : l'une sur l'insertion professionnelle, l'autre sur les soucis des viticulteurs bourguignons.

Cette « campagne de conseiller général », comme disent certains de ses adversaires de droite, nourrit ensuite le discours généraliste et volontiers pédagogique de la soirée. La dénonciation de la « frêle administration » rencontre toujours un vif succès. Le plaidoyer pour l'égalité des chances, dès l'école, pour la priorité à l'emploi, pour le partage des fruits de la croissance, pour la garantie d'une protection sociale de bon niveau, fait recette.

Auparavant, en saluant la présence, à sa réunion, de Robert Poujade, maire (RPR) de Dijon, M. Chirac était sûr de son effet. L'ancien premier ministre de l'environnement, rangé dans le camp des balladuriers, s'est entendu copieusement huer par ses concitoyens. Il n'y a pas seulement « deux France », jour après jour, il y a deux familles, qui se détachent peu à peu l'une de l'autre, au sein du RPR.

Jean-Louis Saux

Le premier ministre croit en « l'Etat de droit impartial »

Edouard Balladur s'adresse aux fonctionnaires à l'occasion d'un colloque

NANCY

de notre envoyé spécial
Cher du gouvernement ou candidat ? Une fois de plus, on peut se demander si c'est bien en qualité de premier ministre qu'Edouard Balladur s'est déplacé en province, accompagné d'une trentaine de photographes de presse, vendredi 24 février. Officiellement, c'est pour clore un Forum national sur l'accueil dans les services publics qu'il s'est rendu à Nancy, ville dont André Rossinot, président du Parti radical et ministre de la fonction publique, est le maire. Et c'est parce qu'il devait poser la première pierre d'une unité de neurologie au centre hospitalier universitaire qu'il était accompagné de Simone Vell, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville.

Le premier ministre a pourtant profité de sa visite pour serrer beaucoup de mains, visitant, par exemple, un « carrefour-santé » ouvert depuis quatre ans déjà et ne requérant nulle inauguration, mais opportunément situé dans le centre-ville. Il a « inauguré » la pose d'un « visio-phonie » - téléphone muni d'un écran de télévision - dans la permanence sociale d'un quartier populaire, et dialogué, par écran interposé, avec la représentante d'une caisse d'allocations fami-

liales. Quelque deux cents manifestants de la CGT ont troublé son programme en réclamant sa démission, tandis qu'une centaine de partisans de Force ouvrière demandaient davantage d'effectifs pour les hôpitaux.

M. Balladur a profité du forum sur l'accueil pour exposer sa vision d'un Etat « moderne et démocratique » devant quelque six cents fonctionnaires. Jugant que l'Etat ne doit plus être « autoritaire, centralisé et régaliar », mais « proche des citoyens », il s'est prononcé contre une certaine « idéologie » qui, au début des années 80, prônait sa disparition. « Il y a des choses que seul l'Etat peut faire », a-t-il affirmé, en citant la création d'emplois, la formation professionnelle des jeunes, l'apprentissage ou la possibilité d'assurer l'égalité des chances. « C'est lui qui peut le mieux rassembler l'ensemble des citoyens », a-t-il dit, à propos de « l'Etat de droit impartial ».

EFFICACITÉ

M. Balladur estime que l'Etat doit être « respecté et respectable ». Il a laissé entendre que c'est le cas, depuis, notamment, l'institution d'un dispositif devant « assurer plus de clarté dans les nominations au tour extérieur et dans les départs de fonctionnaires vers le secteur privé ».

Evocant l'émotion suscitée, chez les hauts fonctionnaires, par la mise en examen d'un ancien préfet du Vaucluse, à propos d'un permis de construire accordé trente ans plus tôt (Le Monde du 13 janvier), il a indiqué que le Conseil d'Etat est actuellement « consulté pour déterminer les moyens permettant d'améliorer la protection des agents ».

Pour M. Balladur, « les principes fondateurs de l'Etat républicain, que sont l'égalité, la tolérance, la laïcité, et le respect du droit », doivent s'adapter à des « exigences nouvelles : efficacité, simplicité, ouverture ». Le premier ministre a invité les fonctionnaires à tenir compte de ces exigences, estimant d'ailleurs qu'ils ont déjà « pris le virage ». Il propose de modifier les horaires d'ouverture des services au public, comme vient de le lui suggérer Philippe Langenieux-Villard, député (RPR) de l'Isère (Le Monde du 23 février), et de développer le travail à temps partiel chez les agents de l'Etat. Il a affirmé que la fonction publique est « le plus important médiateur du corps social » et émis le souhait que les Français puissent « se reconnaître dans leur Etat et dans leurs fonctionnaires ».

Rafaele Rivais

L'encombrante sécurité « privée »

LES PRESTATIONS musclées de la société privée de sécurité EPR, du groupe OST, qui assure la sécurité du candidat Edouard Balladur (Le Monde du 24 février), provoquent des remous à l'hôtel Matignon. Lors de la visite et de la réunion publique d'Edouard Balladur à Tours, le 23 février, le chef de cabinet du premier ministre, Pierre Mongin, s'était ainsi heurté à l'un de ces vigiles. Lui barrant l'accès de l'hôtel de ville, où venait de pénétrer M. Balladur, le vigile est allé jusqu'à bousculer le chef de cabinet. Des policiers présents ce soir-là à Tours se sont aussi inquiétés d'avoir dû empêcher certains des « gros bras » de taper sur des étudiants venus troubler le bel ordonnancement de la réunion.

Interrogé par l'AFP, Vincent Galliard, le PDG du groupe OST, qui n'a pas souhaité répondre aux questions du Monde, a démenti nos informations selon lesquelles Olivier Danet, figure connue de l'extrême droite française, avait participé au service d'ordre pendant la première réunion publique du candidat Balladur à Nogent-sur-Marne, le 16 février.

« C'est entièrement faux, a déclaré M. Galliard. Je connais Olivier Danet depuis longtemps et, compte tenu de son passé, il ne

participe en rien à la protection de M. Balladur. J'ai personnellement dirigé les opérations à Nogent et à Tours, et je peux vous dire qu'il n'y avait pas... » D'ailleurs, Olivier Danet n'est pas un salarié permanent d'OST et il ne travaille qu'occasionnellement pour nous », a encore précisé, vendredi 24 février après-midi, à l'AFP, le patron de la société.

Peu auparavant, M. Danet nous avait confirmé, au contraire, sa présence au meeting de Nogent. « J'interviens comme consultant et comme professionnel de la sécurité », a-t-il ajouté. OST est l'un de ses clients, mais pas le seul. M. Danet n'a pas voulu dire, toutefois, s'il était présent à Nogent pour le compte d'OST. Sans renier ses amours de jeunesse pour l'extrême droite et disant se situer, aujourd'hui, « à droite de la majorité », il a déclaré, proche de MM. Pasqua, de Villiers et Le Pen, il nous a indiqué qu'il avait participé à diverses reprises, à la protection de Raymond Barre, de Jacques Chirac ou d'Edouard Balladur.

A l'hôtel Matignon, on indiquait, vendredi, qu'une réflexion est en cours pour savoir si le contrat avec la société de vigiles devra, ou non, être réexaminé.

Erich Indyhan

Le déficit de la Sécurité sociale approcherait 60 milliards de francs en 1994

Les caisses et les médecins pour la maîtrise des dépenses de santé

IL Y A DES CHIFFRES qui ne mentent pas, ceux des déficits sociaux moins que les autres. Jacques Chirac a beau dénoncer, depuis le début de sa campagne, la politique de maîtrise des dépenses sociales pourtant prudente d'Edouard Balladur, celle-ci s'impose plus que jamais à un moment où le retour de la croissance économique ne s'est pas encore traduit dans les comptes de la Sécurité sociale. Les experts sont catégoriques : si les dépenses progressent à un rythme sensiblement identique à celui des recettes, la santé financière de la Sécurité sociale - et surtout de l'assurance-maladie - reste très mauvaise.

Le déficit 1994 du régime général des salariés du privé, évalué à 54,4 milliards de francs par la commission des comptes de la Sécurité sociale, en octobre, sera finalement plus proche de 59 milliards de francs, dont 35 milliards pour l'assurance-maladie. Cette dérive est due à une progression moins importante que prévu des recettes et, dans une moindre mesure, à une reprise des dépenses médicales depuis septembre. Rapporté au poids financier du régime général (110 milliards de francs), ce dérapage de quelques milliards

relève, certes, de « l'épaisseur du trait », selon la formule convenue des hauts fonctionnaires. Elle n'en est pas moins préoccupante.

C'est dans ce contexte que les trois régimes de Sécurité sociale (salariés, agriculteurs, indépendants) et les organisations médicales (CSMF, SML) ont relancé la maîtrise médicalisée des dépenses de santé. « Il ne faut pas relâcher la maîtrise médicalisée des dépenses de santé », ont-ils souligné, vendredi 24 janvier, au cours d'une conférence de presse commune. N'est-ce pas la contrepartie logique aux deux revalorisations d'honoraires accordées aux médecins par le gouvernement en huit mois (août 1994, mars 1995) ?

LA CONVENTION MEDICALE

Dans une lettre adressée le 23 février aux signataires de la convention médicale, le ministre des affaires sociales donne, en effet, son agrément à l'avenant à ce texte récemment négocié en janvier (Le Monde du 19 janvier). Il prévoit une augmentation de 5 francs des consultations des généralistes et de spécialistes qui passeront respectivement, le 1^{er} mars, à 110 francs et 150 francs. En acceptant cet accord caisses-médecins, Simone Veil donne aussi son feu

vert aux cent quarante-sept « références médicales opposables » élaborées et validées par les praticiens, normes de bonne pratique que le corps médical doit appliquer sous peine de sanctions financières.

Enfin, le ministre des affaires sociales annonce que le décret sur le dossier médical « sera publié au début de la semaine prochaine ». Le généraliste aura son dossier, mais il devra aussi consigner ses actes et ses prescriptions sur le « carnet médical » que le patient lui présentera. Ce document, qui n'est pas obligatoire, permettra d'assurer un meilleur suivi des soins, y compris à l'hôpital, et d'éviter les examens redondants. Distribués à partir de la fin du mois de mars, il concernera, dans un premier temps, les 4,7 millions de personnes de plus de soixante-dix ans qui souffrent de deux maladies nécessitant un suivi d'au moins six mois.

Le gouvernement a fait le pari que malades et médecins adopteraient des comportements vertueux. A tort ? L'année 1994 a bien été marquée par une nette décélération des dépenses de médecine de ville (+1,9 % pour un plafond initialement fixé à +3,4 %), mais

M^{me} Veil rappelle, dans sa lettre, que la maîtrise des dépenses « s'avère d'autant plus nécessaire que leur évolution ces derniers mois est préoccupante ». Cette année (29 milliards de francs de déficit attendus pour l'assurance-maladie) sera donc cruciale. « Nous avons eu des résultats en 1994, mais gardons-nous de tout triomphisme ! », a prévenu Claude Maffioli, président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF).

Avec l'emploi et l'Europe, le financement de la protection sociale devait être au cœur de la campagne électorale. Or MM. Balladur et Chirac ont escamoté ce dossier sensible. Le premier ministre « privilégie » la réduction des dépenses de santé, alors que le maire de Paris « refuse l'idée de plafonner les dépenses sociales par rapport à la richesse nationale » et prône - sans plus de précision - « des réformes de structures ». La croissance permettra sans doute de redresser progressivement les comptes sociaux, mais aucun candidat n'a pris le risque de dire qui apportera les 110 milliards de francs dont la Sécurité sociale a besoin pour combler le déficit 1994-1995.

Jean-Michel Bezat

Charles Pasqua et l'affaire des écoutes

« LE PATRON de la police judiciaire n'avait pas à m'avertir qu'il entendait demander par la procédure d'urgence une écoute téléphonique du docteur Maréchal. Il ne l'a pas fait. Croyez-vous que j'intervienne dans les enquêtes que diligente la police judiciaire ? Une plainte avait été déposée : à partir de là la police fait son travail... », déclare Charles Pasqua dans une interview publiée par Le Figaro Magazine du 25 février. Le ministre d'Etat, qui estime que Jacques Franquet (le directeur de la police judiciaire qui a démissionné) a eu une attitude « de courage et de loyauté », ajoute qu'« il s'agissait tout bonnement de savoir si, oui ou non, le docteur Maréchal faisait chanter M. Schuller. La réponse a été oui ».

Charles Pasqua précise à propos de l'affaire des HLM des Hauts-de-Seine : « S'il y a une enquête sur les HLM des Hauts-de-Seine, je n'en suis pas informé. Je n'ai d'ailleurs pas à l'être : ni en tant que ministre de l'intérieur, puisque cette enquête - si elle a lieu - est conduite sous l'autorité et le contrôle de magistrats ; ni en tant que président du conseil général des Hauts-de-Seine, qui n'exerce aucune tutelle sur l'office, mais se contente, comme tous les conseils généraux de France, de lui accorder une subvention annuelle. »

DEPECHE

MUNICIPALES : la fédération de Paris du Parti communiste a présenté vendredi 24 février ses listes de dix-huit des vingt arrondissements de la capitale. Henri Malberg dans le vingtième arrondissement et Gisèle Moreau dans le treizième, déjà membres du conseil sortant, se représenteront ainsi que les trois conseillers d'arrondissement déjà élus. Parmi eux, Martine Durlach, conseiller d'arrondissement dans le dix-neuvième, qui a remplacé en janvier Henri Malberg au secrétariat de la fédération de Paris. Ce dernier a pris la direction de Regards, le nouveau mensuel du Parti communiste, à paraître à la fin mars. Les communistes parisiens revendiquent au moins les trois sièges qu'ils détenaient au conseil de Paris avant le décès de Paul Laurent en juillet 1990. Ils rappellent qu'ils ont toujours défendu les mal-logés, la transformation de bureaux en logements, les gardiens d'immeubles, les flottiers de police.

AGRICULTURE : Luc Guyau, président de la FNSEA, a été élu, vendredi 24 février, président de la chambre d'agriculture de Vendée. Seul candidat en lice, il a été désigné par 35 voix sur 43 suffrages exprimés. Il succède à Joseph Gaborit, qui occupait cette fonction depuis seize ans.

CHOMAGE : Jean Gandois, président du CNRP, qui s'exprimait

vendredi 24 février devant les états généraux du textile et de l'habillement, a déclaré que la France vit aujourd'hui « un scandale économique, social et moral en payant 20 % de la population active à ne rien faire », ajoutant que le système actuel d'indemnisation n'était « pas performant ».

ADMINISTRATION : la Documentation française vient de publier l'édition 1995 du Répertoire de l'administration française. Cet ouvrage de 638 pages (vendu au prix de 190 francs) donne les coordonnées de douze mille responsables administratifs. Il recense les grandes institutions de la République. Il répertorie notamment toutes les directions des ministères. Il accorde cette année une large place aux services déconcentrés de l'Etat, ainsi qu'aux principales collectivités territoriales. Ces informations sont également accessibles par Minitel (3616, code « Admirel »).

ELECTION PRESIDENTIELLE

FREDERIC MITTERRAND, nouveau président de la République, a déclaré au Parisien (daté 25-26 février) qu'il soutient Jacques Chirac dans sa course à l'Elysée. « Je soutiens Jacques Chirac, compte tenu des circonstances actuelles de la France », a-t-il précisé pour expliquer sa préférence parmi les invités du maire de Paris, dimanche 26 février, sur le plateau de « L'heure de vérité » de France 2.

PARTI REPUBLICAIN : François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, a lancé vendredi 24 février, à Montpellier (Hérault), une série de réunions publiques de soutien à Edouard Balladur qui le conduiront notamment à Amiens, à Fécamp et à Vichy. Devant plus de cinq cents personnes environ, et en présence de plusieurs parlementaires, dont Jacques Blanc (UDF-PR), président de la région Languedoc-Roussillon, qui a invité Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing à rejoindre M. Balladur, il a estimé que le premier ministre « est notre meilleur défenseur d'une paix sociale, d'une paix civile et d'une paix extérieure ». « Au soir du premier tour, il faudra que la majorité se retrouve pour affronter Lionel Jospin », a assuré M. Léotard, qui a également mis en garde la droite contre « quatre dangers » : « la division, l'aveuglement, la séduction et l'annexion ».

SOUTIEN : Jean-Louis Borloo, député (République et Liberté) du Nord et maire de Valenciennes, a indiqué vendredi 24 février qu'il « avait adhéré à aucun comité de soutien » de l'un des candidats en lice pour l'élection présidentielle. Le nom de M. Borloo figurait sur une liste de parlementaires et d'élus vendue publique par le Comité national de soutien à la candidature d'Edouard Balladur. « Mon souci prioritaire reste Valenciennes et sa région, indique M. Borloo. C'est au vu de ces critères que je ferai connaître ma décision d'adhérer éventuellement à un comité de soutien ».

CORRUPTION Le juge d'instruction Bernardette Pragout, chargée depuis 1990 de l'enquête sur les comptes des Girondins de Bordeaux, a transmis à la chancellerie, vendredi

24 février, une demande d'extradition visant le Croate Ljubomir Barin, interpellé la veille à l'aéroport de Düsseldorf (Allemagne). ● D'IMP-PORTANTES COMMISSIONS lui

avaient été versées par le club bordelais à la veille de matches de coupe d'Europe. Les dirigeants girondins ont expliqué aux enquêteurs que ces sommes « étaient destinées aux ar-

bitres ». ● LES RÉVÉLATIONS que pourrait faire cet ancien intermédiaire, qui a travaillé pour les plus grands clubs européens, intéressent aussi le juge Philippon, chargé du

dossier des comptes de l'OM. Alors que le procès de l'affaire de Valenciennes doit s'ouvrir le 13 mars, plusieurs affaires continuent d'inquiéter le football français.

L'homme-clé des « affaires » du football a été arrêté en Allemagne

La justice française demande l'extradition de l'intermédiaire croate Ljubomir Barin, qui n'ignore rien des secrets du football européen. Ses révélations intéressent notamment les magistrats chargés des dossiers des Girondins et de l'OM.

L'EUROPE était la patrie de Ljubomir Barin, et c'est elle qui l'a perdu. Cet homme d'affaires croate, qui avait commencé dans les années 60 une fructueuse carrière d'« intermédiaire » professionnel dans le monde du football, avait été l'un des premiers à convaincre les grands clubs de recruter des joueurs étrangers. A la fois manager, conseiller et imprésario, Barin, qui parle sept langues couramment, se disait avant tout on « homme d'échanges », tantôt pour « l'abolition des frontières dans le football ». En 1990, menacé par les découvertes de l'enquête sur les comptes des Girondins de Bordeaux, il s'était précipitamment enfui et réfugié chez lui, à Zagreb. Dans l'ancienne Yougoslavie, la guerre était pour lui le meilleur des temps. Mais au début de ce mois, le juge d'instruction bordelais Bernardette Pragout, chargée du dossier des Girondins, profitant de la mise en place des réseaux d'entraide judiciaire nés des accords de Schengen, avait discrètement réactivé le mandat d'arrêt international visant Ljubomir Barin. Et, jeudi 23 février, à l'aéroport de Düsseldorf, les policiers allemands ont interpellé l'insaisissable intermédiaire, aujourd'hui considéré comme l'homme-clé des scandales du football, non seulement

à Bordeaux, mais aussi à Mar-

seille. Partie d'une enquête sur les dévirements constatés à l'occasion de la construction du centre d'entraînement du Haillan, l'affaire des Girondins a permis la découverte de mouvements de fonds plus que suspects, qui portaient sur environ 50 millions de francs, et dans lesquels le Croate semble avoir joué un rôle déterminant. Avant la quasi-exclusivité des transferts de joueurs au club bordelais, avec l'aval de son président d'alors, Claude Bez, Barin exerçait aussi d'autres fonctions moins voyantes, lors des rencontres de coupe d'Europe.

« L'homme-clé », il ressort des explications données aux enquêteurs, le 14 mars 1991, par l'ancien manager des Girondins, l'ex-footballeur Didier Couécou, que ces sommes « étaient destinées aux arbitres ». « Je ne sais pas qui les remettait aux arbitres puisque cela se passait dans le bureau du président, expliquait-il. Les montants variaient entre 200 000 et 500 000 francs, je pense, par match concerné (En fait, certains retraits ont dépassé 600 000 francs). Cette pratique n'était pas systématique pour tous les matches de coupe d'Europe, elle était fonction de la valeur de l'équipe rencontrée [...] J'ignore comment cet argent était remis aux arbitres. Il est exact que, la

de pratiques de corruption dans les grandes compétitions : « Si on se place d'un point de vue philosophique, confie-t-il, je dirais que si je n'avais pas fait partie de ceux qui ont engagé ces frais, jamais le club n'y serait arrivé. C'est désolant, je l'admets, mais là encore, c'est un passage obligé ».

Aggré par l'UEFA (Union européenne de football) au titre d'intermédiaire depuis 1967, Ljubomir Barin semble bien avoir été l'artisan de cette « philosophie » auprès du club bordelais. Prévenu de l'imminence de son arrestation par les douanes, à l'automne 1990, l'homme d'affaires s'était d'abord réfugié chez Claude Bez, avant de partir pour Monaco, puis pour Zagreb. De là, Barin avait adressé deux lettres au juge Pragout, et lui avait téléphoné pour lui proposer, en vain, une rencontre, au consulat de France à Zagreb. Dans cette ville où sa famille est honorablement connue – son père fut ministre des finances de la Croatie sous le maréchal Tito –, il souffrait d'avoir perdu son honneur, d'avoir été déclaré *persona non grata* par l'UEFA. Il ne se cachait pas, écrivait-il, les meilleurs restaurants, les casinos, saluaient le président Tudjman dans la loge officielle du stade de la Croatie, le principal club de Zagreb, mais il craignait par dessus tout la prison.

Les policiers bordelais n'ignorent pas, toutefois, que, en 1991, Ljubo-

mir Barin est revenu discrètement en France pour subir une opération de cœur. La même année, il était victime d'un accident de voiture en Tchécoslovaquie. Après une nouvelle opération, il avait pris l'habitude de se rendre en Autriche, à Graz, pour y suivre des cures. C'est là que, au printemps 1992, informée de sa présence, une équipe de policiers l'avait manqué d'un rien.

Rencontré à Zagreb au mois d'avril 1994, Ljubomir Barin affirmait, dans un accès de ferveur, qu'il était « prévenu de toutes les démarches policières » à son encontre. « Je me suis renseigné auprès d'Interpol, ajoutait-il. Ils n'ont rien contre moi, il n'y a qu'en France et en Autriche que l'on me cherche. Ailleurs, je suis où je veux... » Exhibant des photographies où on le voyait en compagnie des plus grandes stars du ballon rond, de Johan Cruyff à Franz Beckenbauer, Barin ne dissimulait pas son amertume : il vivait sans luxe excessif et assurait avoir de multiples créances impayées auprès de nombreux clubs français, au premier rang desquels figurait l'Olympique de Marseille. Quelque visé par un mandat d'arrêt international, il reconnaissait volontiers avoir toujours « le contact » avec Bernard Tapie – et d'autres présidents de club –, leur signalant l'éclosion de nouveaux joueurs croates. Au mois de mai 1994, M. Tapie, alors ministre, avait même organisé pour une émission de télévision, un entretien téléphonique avec le fuyard... De son exil croate, Ljubomir Barin impatiente en tout cas l'ancien président de l'OM, et à son ancien directeur général, Jean-Pierre Bernès, l'origine de ses ennuis. « Le jour où je les ai rencontrés, s'emportait-il, j'aurais mieux fait de me casser une jambe ».

De fait, le nom de Barin figure aussi abondamment dans le dossier judiciaire des comptes de l'Olympique de Marseille. Dans un rapport du 2 février 1994, la brigade financière de Marseille, estimant à plus de 80 millions de francs les sorties d'argent suspectes des caisses du club, chiffrait à 2 093 801 francs les sommes perçues sans justification précise par Ljubomir Barin à l'occasion de rencontres de coupe d'Europe. Aux enquêteurs, le directeur financier de l'OM, Alain Laroche avait lui aussi expliqué, dès 1990, que « Barin s'occupait des arbitres ». Pourquoi percevait-il essentiellement cet argent en espèces ? Dans leur rapport, les policiers notaient que Barin avait confié à Jean-Pierre Bernès qu'il « préférait que les fonds "noirs" soient en Yougoslavie plutôt qu'en Suisse car c'est moins contrôlable ».

Je. F.

Hervé Gattegno

Les enquêtes sur les clubs français

AVEC L'ARRESTATION de Ljubomir Barin, le football français voit resurgir l'un des symboles des années de folie financière sur lesquelles il pensait avoir tiré un trait, grâce à ses récents codes de bonne conduite. Une série de dossiers judiciaires continue toutefois de lui rappeler qu'il n'a pas fini de payer les mauvaises habitudes prises à l'époque.

● Les Girondins de Bordeaux : l'ancien président du club, Claude Bez, a fait l'objet de deux affaires embrouillées. La première porte sur les travaux de rénovation du centre d'entraînement du Haillan, à l'occasion desquels 10 millions de francs de fonds publics auraient été détournés afin de les reverser dans les caisses du club, via un système de fausses factures. En mars 1994, M. Bez avait fait appel de sa condamnation – un an de prison ferme – par le tribunal correctionnel de Bordeaux. La décision de la cour d'appel sera rendue le 28 mars. Trois ans de prison et 2 millions de francs d'amende ont été requis contre lui.

L'enquête avait en outre mis en lumière un trou de 50 millions de francs dans les caisses des Girondins. C'est sur ce dossier, instruit par le juge d'instruction Bernardette Pragout, que Ljubomir Barin pourrait apporter des précisions décisives. Il avait valu à Claude Bez et au manager du club, Didier Couécou, d'être placés durant deux mois

sous mandat de dépôt, au printemps 1992.

● Les informations judiciaires ouvertes sur neuf clubs : en avril 1992, Michel Vauzelle, alors ministre de la Justice, avait demandé l'ouverture d'informations judiciaires sur neuf clubs professionnels (Cannes, Toulouse, Nantes, Lille, Montpellier, Paris-Saint-Germain, Marseille, Nice et le Racing 92) à la suite de diverses enquêtes fiscales et policières menées depuis 1989. Hors Marseille et Toulouse, une d'entre elles a débouché, en novembre, sur une mise en examen : celle de Francis Borrelli, ancien président du PSG – et aujourd'hui président de l'AS Cannes –, pour usage de faux et abus de confiance.

● Les comptes de l'Olympique de Marseille : cette information judiciaire avait été ouverte par le juge Pierre Philippon en avril 1992, à la suite des consignes données par M. Vauzelle. Dans le cadre de cette instruction, Dominique Fatras, un publicitaire lillois, a été interpellé puis mis en examen, jeudi 23 février. Les chefs retenus contre lui n'ont pas été précisés. Agent commercial de la société RMPG, dirigée par Claude Ghidalia et chargée de la publicité et de la promotion pour le club marseillais, sous la présidence de M. Tapie, M. Fatras a été laissé en liberté. Il est la cinquième personne mise en cause dans ce dossier, après les mises en examen – pour faux, usage de faux, complicité d'abus de confiance et

complicité d'abus de biens sociaux – de quatre anciens dirigeants de l'OM : Bernard Tapie, Jean-Pierre Bernès, Alain Laroche et Michel Hidalgo. ● Le Sporting-Club de Toulouse : Roland Courbis, l'ancien entraîneur de ce club, a été condamné à trois ans de prison avec sursis et 300 000 francs d'amende par la 6^e chambre du tribunal correctionnel de Marseille, le 30 janvier. Il était poursuivi pour des délits de faux, d'usage de faux et d'abus de confiance, et accusé d'avoir détourné 13,6 millions de francs à l'occasion de transferts de joueurs.

● Valenciennes-OM : l'affaire de tentative de corruption lors du match de championnat de France du 20 mai 1993 sera jugée au tribunal correctionnel de Valenciennes à partir du 13 mars. Jean-Pierre Bernès, l'ancien directeur général de l'OM, et Bernard Tapie comparaitront pour « corruption active ». L'ancien président de l'OM y est renvoyé aussi pour subornation de témoin dans le cadre des deux affaires qui concernent Borro Primorac, l'ancien entraîneur de Valenciennes, et Jean-Jacques Eydelie, l'ancien joueur de Marseille. Les anciens joueurs de Valenciennes, Christophe Robert et Jorge Burruchaga, comparaitront pour « corruption passive ». Marie-Christine Robert et Jean-Jacques Eydelie pour « complicité de corruption active ».

Je. F.

Trois mille personnes assistent à Marseille aux obsèques d'Ibrahim, tué par des militants du FN

MARSEILLE. Brève, la cérémonie religieuse est célébrée par l'imam Kabir, imam comorien d'une mosquée de Paris. Dans son sillage, la foule silencieuse s'approche pour effleurer de la main le chapelet du cercueil. Une simple plaque de cuivre y a été vissée, avec pour toute inscription : « Ibrahim, 1977-1995 ». Le jeune homme est enterré à Marseille. Au moment des obsèques, une cérémonie funèbre à sa mémoire avait lieu à Fombouni, aux Comores, où il était né. Dans la foule, on reconnaît des visages, ceux d'élus, parmi lesquels Robert Vigouroux, sénateur des Bouches-du-Rhône et maire de Marseille, Renaud Muselier, député (RPR) des Bouches-du-Rhône, mais aussi Amada Jambay, un footballeur de l'Olympique de Marseille d'origine comorienne et issu de La Busserine. Amada Jambay est la « par simple solidarité », parce que « révoité ». Un peu plus loin, Moba-med, parolier du groupe de rap B. Vice, auquel participait Ibrahim, apparaît hébété et « ne peut rien dire ».

La communauté comorienne de Marseille avait préparé ces obsèques dans les plus petits détails. Une seule banderole, réclamant « Justice pour Ibrahim », portée par les jeunes Comoriens ou d'origine comorienne de la cité la Savine, devait ouvrir le cortège. Cent cinquante jeunes garçons vivant dans plusieurs cités des quartiers nord assuraient le service d'ordre. Un nouveau rassemblement devait avoir lieu samedi 25 février à Marseille. Une vingtaine d'organisations, dont la Ligue des droits de l'homme, le MRAP et SOS-Racisme, ont également appelé à manifester samedi à 11 heures dans toutes les villes de France contre ces « actes barbares ».

Les trois militants du Front national impliqués dans le meurtre d'Ibrahim Ali ont été écroués vendredi. Sophie Maddie Daoodal-Gomes, juge d'instruction, a notifié à Robert Lagier, soixante-trois ans, le meurtrier présumé, sa mise en examen pour « homicide volontaire, tentative d'homicide volontaire, port illégal d'armes ». D'après les premiers rapports balistiques et les constatations faites sur les lieux, Robert Lagier, ancien

chef de chantier dans des entreprises de travaux publics, aurait tiré depuis son véhicule trois balles de calibre 22 long rifle, dont celle qui a mortellement blessé Ibrahim Ali, atteint au dos. Ce passionné de tir, qui s'entraînait régulièrement dans un club amateur, a été écroué à la maison d'arrêt d'Avignon.

Armé d'un pistolet 7,65, Mario d'Ambrosio, un maçon âgé de quarante et un ans, aurait vidé son

arme, qui contenait six balles. Il a été mis en examen pour tentatives d'homicide volontaire, et placé sous écrou à la prison de Toulon. Le troisième homme, Pierre Giglio, un ébéniste de trente-sept ans, a été mis en examen pour complicité d'homicide volontaire. Il serait le seul à ne pas s'être servi d'une arme à feu.

Selon le parquet de Marseille, « en l'état de la procédure, rien

n'accrédite la thèse de la légitime défense », thèse aussitôt avancée par le député du Front national Bruno Mégret. Au cours de leurs interrogatoires, les trois militants du FN, qui formaient depuis une année une équipe d'affichage active dans les quartiers nord, ont soutenu qu'ils avaient été pris à parti par les jeunes gens de la Savine, de retour d'une soirée de répétitions de rap. Selon leur défenseur, M. Jean-Michel Pesenti, « il y a eu un chantage. Pris par la peur, ils ont paniqué et ont tiré pour tenter d'intimider les jeunes ». Aucun des jeunes gens, ont précisé les enquêteurs, n'était armé.

La personnalité des trois hommes et les motifs de leur engagement dans le parti de Jean-Marie Le Pen ont été peu évoqués. Pierre Giglio, qui se présente comme un chrétien pratiquant, aurait trouvé au sein du Front national « une nouvelle famille ». Solgué depuis plusieurs années pour un état dépressif, il aurait lancé au magistrat : « Moi, le Front, je ne veux plus en entendre parler ».

Luc Leroux

JAN 10 1995

LES RÉVÉLATIONS que pourrait faire cet ancien intermédiaire, qui a travaillé pour les plus grands clubs européens, intéressent le juge Philippon, chargé du dossier des comptes de l'OM, que le procès de l'affaire de la diennas doit s'ouvrir le 13 mars. Les affaires continuent d'être

été arrêté en Allemagne

qui n'ignore rien des secrets du football européen. Les dossiers des Girondins et de l'OM

Philippon est revenu discrètement en France pour une opération de justice. Il a été arrêté en Allemagne, où il travaillait pour le club allemand de Dortmund. Les policiers y ont découvert des documents relatifs à l'affaire de la diennas. Philippon, qui a travaillé pour les plus grands clubs européens, intéressent le juge Philippon, chargé du dossier des comptes de l'OM, que le procès de l'affaire de la diennas doit s'ouvrir le 13 mars. Les affaires continuent d'être

Les règles du métier d'intermédiaire

Les intermédiaires dans le football ont longtemps été du flou qui entourait le métier. Ils ont été définis par la loi de 1931, qui a été modifiée en 1994. Les intermédiaires sont des personnes qui travaillent pour les clubs de football. Ils ont des fonctions variées, allant de la recherche de joueurs à la gestion des transferts. Ils sont souvent considérés comme des hommes d'affaires. Les intermédiaires ont des règles strictes à respecter. Ils doivent être inscrits au registre des intermédiaires. Ils doivent aussi respecter les règles de la Fédération française de football (FFF). Les intermédiaires ont des fonctions variées, allant de la recherche de joueurs à la gestion des transferts. Ils sont souvent considérés comme des hommes d'affaires. Les intermédiaires ont des règles strictes à respecter. Ils doivent être inscrits au registre des intermédiaires. Ils doivent aussi respecter les règles de la Fédération française de football (FFF).

La loi Bredin de 1992 a été modifiée en 1994. Les intermédiaires ont des fonctions variées, allant de la recherche de joueurs à la gestion des transferts. Ils sont souvent considérés comme des hommes d'affaires. Les intermédiaires ont des règles strictes à respecter. Ils doivent être inscrits au registre des intermédiaires. Ils doivent aussi respecter les règles de la Fédération française de football (FFF). Les intermédiaires ont des fonctions variées, allant de la recherche de joueurs à la gestion des transferts. Ils sont souvent considérés comme des hommes d'affaires. Les intermédiaires ont des règles strictes à respecter. Ils doivent être inscrits au registre des intermédiaires. Ils doivent aussi respecter les règles de la Fédération française de football (FFF).

La loi Bredin de 1992 a été modifiée en 1994. Les intermédiaires ont des fonctions variées, allant de la recherche de joueurs à la gestion des transferts. Ils sont souvent considérés comme des hommes d'affaires. Les intermédiaires ont des règles strictes à respecter. Ils doivent être inscrits au registre des intermédiaires. Ils doivent aussi respecter les règles de la Fédération française de football (FFF). Les intermédiaires ont des fonctions variées, allant de la recherche de joueurs à la gestion des transferts. Ils sont souvent considérés comme des hommes d'affaires. Les intermédiaires ont des règles strictes à respecter. Ils doivent être inscrits au registre des intermédiaires. Ils doivent aussi respecter les règles de la Fédération française de football (FFF).

Abraham, tué par des militants du FN

Après la publication, dans Le Monde du 20 janvier, d'un article intitulé « L'officier Colé met en cause l'entourage du chef de l'Etat », concernant les activités de Gérard Colé à la présidence de la Française des jeux, Catherine Colé, fondatrice de la SARL Noblesse oblige, nous a adressé la lettre suivante :

Je tiens à apporter certaines précisions sur la présentation faite dans vos colonnes le 20 janvier de Noblesse oblige. Présentation qui pourrait porter préjudice à la réputation sans faille de cette société de décoration que j'ai créée et que je dirige depuis plus de dix ans installée dans le septième arrondissement de Paris, la boutique

Ruraux ou urbains, les jeunes ont les mêmes sorties culturelles

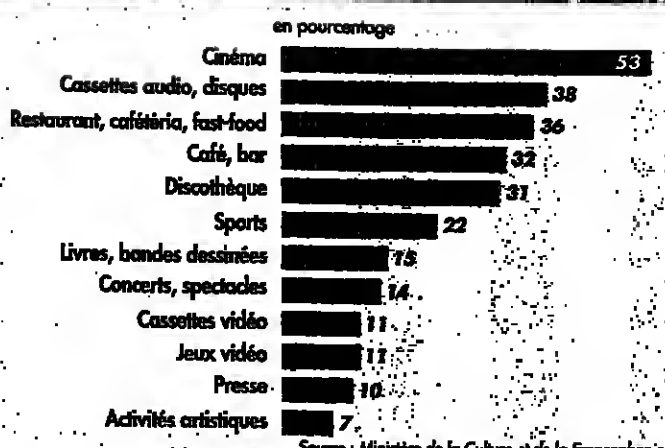
La part la plus importante de leur budget est consacrée au cinéma

Le cinéma, les concerts de rock, les soirées en discothèque... Une étude du ministère de la Culture passe au crible les sorties culturelles des

12-25 ans et tend à conclure à l'existence d'une authentique culture jeune. Plus étonnant, cette enquête montre que ces pratiques sont les

mêmes sur l'ensemble du territoire, en zone rurale comme dans les villes moyennes, Paris conservant tout de même un net avantage.

La dépense principale des jeunes en loisirs en 1994



Le cinéma est la sortie culturelle la plus fréquente des 12-25 ans et celle pour laquelle ils dépensent le plus.

même comme caractéristiques de la période de jeunesse tant au sein de la population adulte que marquée, précise l'enquête. C'est le cas notamment des sorties au cinéma, en discothèque et au concert de rock.

Ainsi, neuf jeunes sur dix sont allés au cinéma au cours des douze derniers mois. Ils y consacrent la part la plus importante de leur budget loisirs. 21 % des jeunes spectateurs se rendent dans les salles au moins une fois par mois. Cette fréquentation transcende les différences sociales : les variations selon l'âge, le milieu social et même le lieu d'habitation sont insignifiantes. Les concerts de rock ne sont pas non plus réservés à une catégorie sociale particulière. Ce goût pour le rock se double d'une profonde frustration : ils ne sont que 30 % à avoir assisté à un concert en douze mois, mais sont 81 % à désirer s'y rendre plus souvent. La cherté des places et la rareté de l'offre les empêchent de réaliser ce souhait, deux handicaps soulignés à propos d'autres activités culturelles.

Le théâtre, la musique classique et la danse sont des loisirs nettement moins répandus. Seuls 19 % de jeunes (surtout des très jeunes) sont allés au théâtre durant les douze derniers mois. Moins d'un jeune sur dix a assisté durant cette même période à un concert de jazz et seule une minorité (5 % de filles essentiellement) a vu un spectacle de danse classique.

Enfin, l'enquête confirme l'existence dans presque tous les foyers où vivent des 12-25 ans d'un « équipement culturel de base » comprenant une télévision, une radio, une chaîne haute-fidélité ou un appareil stéréo transportable, un magnétoscope et un baladeur. Plus de la moitié (55 %) des foyers où vivent des enfants de 12 à 14 ans possèdent au moins deux téléviseurs, 57 % ont également une console de jeux vidéo raccordée au poste TV et 33 % un ordinateur. La pratique des jeux vidéo est très répandue, surtout parmi les plus jeunes et les garçons. En revanche, les 12-25 ans lisent peu de livres en dehors de ceux prescrits par l'école et des bandes dessinées. 52 % d'entre eux ont lu au plus deux livres au cours des douze derniers mois, 17 % d'entre eux lisent un quotidien chaque jour, 20 % plusieurs fois par semaine, 23 % plus rarement et 40 % jamais.

Michèle Aulagnon

Un commando anti-IVG condamné en appel à Bordeaux

A Nantes et à Grenoble, d'autres « croisés » encourrent trois à six mois de prison avec sursis

LA COUR D'APPEL de Bordeaux a confirmé intégralement, mercredi 22 février, un jugement du tribunal correctionnel du 16 décembre 1993 qui avait condamné à des peines de prison de quatre à six mois avec sursis les dix-huit membres d'un commando anti-avortement. Ceux-ci avaient empêché, le 29 mai 1992, le fonctionnement du centre IVG de l'hôpital Saint-André de Bordeaux. Absente de la première audience pour raisons médicales - elle était enceinte -, Claire Fontana, fondatrice du mouvement La Trêve de Dieu, avait également participé à une opération identique dans un hôpital de Tours. Elle était présente, mercredi, devant la cour d'appel.

Selon M^{me} Fontana et son défenseur, M^{me} Philippe de Caumes, cette décision confirme le classement en délit et non en simple contravention « d'une dégradation légère qui modifie l'état d'une chose et par là même la rend impropre à la fonction à laquelle elle était destinée » et mérite « l'examen et la censure de la Cour de cassation ». Ils ont annoncé leur intention de former un pourvoi.

Affirmant utiliser les « mêmes armes que ses adversaires qui, il y a vingt ans, avaient une fausse conception de la liberté », M^{me} Fontana s'est déclarée « fière de risquer la prison alors qu'elle est convaincue de la justesse de sa

croisade ». C'est la pierre d'achoppement de la sincérité, a-t-elle ajouté en reconnaissant qu'elle ne savait pas si, devant la menace du sursis, elle allait elle-même poursuivre son action : « Ma décision n'est pas encore prise, mais tant qu'il y aura d'autres relais, je pense que je ne m'exposerai pas davantage. Maintenant, il me reste à développer nos véritables motivations et à faire en sorte qu'on ne nous considère plus comme des gens violents qui n'ont aucun respect pour la loi ».

« Le texte punissant le délit d'entrave à l'IVG est appliqué au minimum et l'omission présidentielle balaie les peines énoncées », a estimé pour sa part le collectif bordelais pour le droit à l'avortement et à la contraception, regrettant que les peines « restent cependant minimes, et en aucun cas dissuasives ». « Les opérations commandos n'ont pas cessé pour autant. Les personnes incrimées aujourd'hui sont pour la plupart récidivistes et mises en causes pour d'autres opérations dans d'autres villes », a encore constaté le collectif.

ONZE HEURES D'AUDIENCE. Jeudi 23 février, en effet, M^{me} Fontana assistait à un autre procès, au tribunal correctionnel de Nantes. La présidente de La Trêve de Dieu était venue soutenir onze personnes, dont un

évêque à la retraite, accusées de s'être enchaînées avec des cadenas de moto, le 6 décembre 1994, dans le hall du centre hospitalier universitaire Saint-Jacques à Nantes. A l'issue d'une audience qui a duré onze heures, le procureur de la République a requis trois mois de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende pour huit personnes, et six mois avec sursis et 5 000 francs d'amende pour les trois autres, qui étaient récidivistes. A l'extérieur du tribunal, quelque trois cents personnes manifestaient, la moitié en faveur de l'interruption volontaire de grossesse et l'autre moitié contre. Le jugement a été mis en délibéré au 11 mai.

Enfin, au tribunal correctionnel de Grenoble, mardi 21 février, le procureur de la République a requis une peine de six mois de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende à l'encontre de trois membres d'un commando anti-IVG. Les trois hommes faisaient partie d'un groupe de dix « sauveurs » qui avait investi le bloc opératoire de l'hôpital Albert-Michallon, le 24 octobre 1994. Les sept autres personnes avaient été condamnées le 17 janvier à trois mois de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende par le même tribunal (Le Monde du 19 janvier). Jugement le 7 avril.

L. F., avec Pierre Cherruau (Bordeaux)

CORRESPONDANCE

Une lettre de Catherine Colé

Après la publication, dans Le Monde du 20 janvier, d'un article intitulé « L'officier Colé met en cause l'entourage du chef de l'Etat », concernant les activités de Gérard Colé à la présidence de la Française des jeux, Catherine Colé, fondatrice de la SARL Noblesse oblige, nous a adressé la lettre suivante :

Je tiens à apporter certaines précisions sur la présentation faite dans vos colonnes le 20 janvier de Noblesse oblige. Présentation qui pourrait porter préjudice à la réputation sans faille de cette société de décoration que j'ai créée et que je dirige depuis plus de dix ans installée dans le septième arrondissement de Paris, la boutique

Noblesse oblige est internationalement connue des fournisseurs les plus sérieux et des revues de décoration les plus prestigieuses. Notre clientèle est exigeante et fidèle et nous confie régulièrement la charge de concevoir et de mener à bien des chantiers divers : appartements et résidences de particuliers, bureaux et sièges sociaux de sociétés de toutes tailles, hôtels, etc.

Quant aux circonstances d'attribution de la mission de décoration pour l'« université des détaillants » de la Française des jeux à Vitrolles, Noblesse oblige a été appelée en urgence pour étudier un projet concurrentiel. Mieux adaptée à la définition du programme,

sa proposition a finalement été retenue. Noblesse oblige a facturé l'ensemble de ses prestations pour un montant total hors taxes de 1 155 000 francs, conformément au barème fixé par les usages professionnels, et ne portant évidemment que sur les postes de décoration.

En indiquant le montant total des travaux à la fin du paragraphe citant Noblesse oblige, l'article laisse entendre à tort que notre mission portait sur l'ensemble des dépenses. Or, notre action à l'« université des détaillants » ne consistait ni à générer, ni à fortiori à contrôler l'ensemble des travaux inhérents à la réalisation complète du programme.

[Nous n'avons pas écrit que la société de M^{me} Colé, ex-épouse de Gérard Colé, était seule responsable de l'énorme surcoût constaté sur le chantier de Vitrolles (Bouches-du-Rhône) : 44,7 millions de francs, au lieu des 27,4 millions prévus. Ce chiffre, relevé en 1993 par l'inspection générale des finances, montre néanmoins à quel point la gestion des budgets de la Française des jeux (FDJ) fut peu scrupuleuse. Pour le reste, nous signalons que M^{me} Colé avait été choisie pour ce chantier par un cabinet d'architectes parisiens, inconnu de la FDJ, dont le président était... Gérard Colé. Le directeur du marketing de la FDJ, M. Grasset, prêtait notre article, a d'ailleurs admis que la société de décoration de M^{me} Colé avait bien été imposée par son frère. Cela, l'ex-épouse de Gérard Colé ne le conteste pas. - H. G.]

Douze mois de prison avec sursis pour Françoise Sagan

L'ÉCRIVAIN Françoise Sagan a été condamnée, vendredi 24 février, par la seizième chambre du tribunal correctionnel de Paris à douze mois de prison avec sursis, dix-huit mois de mise à l'épreuve et une amende de 40 000 francs pour usage et cession de cocaïne. Françoise Sagan, qui devra se soumettre à un traitement, avait déjà été condamnée en 1990 à six mois de prison avec sursis, 10 000 francs d'amende et 350 000 francs d'amende dominière pour une autre affaire de stupéfiants (Le Monde du 11 février). L'écrivaine ne sera donc pas incarcérée, mais, si elle se voit infliger dans les années à venir des peines d'emprisonnement ferme, elle devra accomplir en plus de cette nouvelle peine les six mois de prison avec sursis prononcés en 1990. L'humoriste Pierre Palmade, qui était impliqué dans le même dossier, s'est vu pour sa part infliger une amende de 20 000 francs pour usage de cocaïne. Lors de l'audience, le substitut du procureur, Bernard Fos, avait requis dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et 50 000 francs d'amende contre Françoise Sagan et quatre mois d'emprisonnement avec sursis et 20 000 francs d'amende contre Pierre Palmade. Les vingt-cinq autres prévenus qui comparaissaient dans cette affaire ont été condamnés à des peines allant de 10 000 francs d'amende à quatre ans de prison ferme.

M. Méhaignerie est critiqué vivement par les policiers

LA FÉDÉRATION nationale autonome de la police (FNAP, majoritaire chez les policiers en civil) s'est « étonnée », vendredi 24 février, du souhait exprimé par le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, qu'un magistrat soit nommé à la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) (Le Monde du 25 février) pour succéder à Jacques Franquet. Selon Alain Brillet, le secrétaire général de la FNAP, cette proposition « traduit une méconnaissance profonde du fonctionnement » de la DCPJ et « contribue à alourdir le climat dans les relations police-justice ».

Le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN, majoritaire chez ceux-ci) a quant à lui exprimé « sa stupeur et son inquiétude ». Le ministre, demande le secrétaire général, Emile Pérez, « serait-il le porte-parole de certaines organisations de magistrats voulant faire main basse sur la PJ ? Les choses s'éclaircissent aujourd'hui. Il s'agit dans l'esprit de certains, au travers des récents tourments politico-judiciaires, de stabiliser un haut fonctionnaire de la police nationale pour mettre à sa place un magistrat ».

■ PRISONS : les surveillants de Douai et Loos-lès-Lille ont cessé le travail, vendredi 24 février, afin de protester contre des sanctions visant trente-huit fonctionnaires qui avaient participé, jeudi 23 février, à la journée nationale de protestation organisée par l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP), la CGT et l'Union des syndicats pénitentiaires (USP). Les sanctions vont de quatre à six jours de mise à pied.

■ ALCATEL CÂBLE : une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet de Nanterre, mardi 21 février, sur d'éventuelles majorations de prix pratiquées par Alcatel Câble au détriment d'EDF. Le parquet de Nanterre avait été saisi le 15 février d'une lettre dénonçant de tels faits et émanant d'un cadre licencié de l'agence Alcatel Câble de Strasbourg (Le Monde du 17 février).

Plan informatique-justice : deux magistrats mis en examen

LE PREMIER VICE-PRÉSIDENT et le vice-président du tribunal de Paris, Louis-Marie Raingeard de la Bléterie et Elisabeth Belfort, ont été mis en examen par le juge d'instruction chargé de l'enquête sur le naufrage du plan informatique-justice. Une information judiciaire pour faux et usage de faux en écriture privée et délit de favoritisme avait été ouverte en juin 1994 à la suite d'un rapport de la Cour des comptes sur des irrégularités commises de 1989 à 1992 dans la passation des marchés publics (Le Monde du 10 juin 1994). A l'époque, ces deux magistrats étaient respectivement directeur de l'administration et de l'équipement et sous-directeur de l'informatique à la chancellerie.

"GRAND JURY" RTL-Le Monde

ROBERT HUE

ANIMÉ PAR JEAN-PIERRE DEFRAIN AVEC Jean-Louis SAUX (LE MONDE) ET Richard ARZT (RTL)

DIMANCHE 18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

DISPARITIONS

O Jin-u

Un vétéran de la vieille garde nord-coréenne

LE MARÉCHAL O JIN-U, ministre de la défense, qui était devenu le « numéro deux » du régime de Pyongyang, après l'héritier Kim Jong-il, est mort, samedi 25 février, dans la capitale nord-coréenne, quelques jours à peine après la fin de la période de deuil officiel observée à la suite du décès de Kim Il-sung. Atteint d'un cancer du poulmon, O Jin-u était âgé de soixante-dix-huit ans. Déjà, le 16 octobre 1994, il était apparu affaibli, soutenu par des aides de camp, lors d'une cérémonie suivant le décès de Kim Il-sung. Peu après, il était venu subir des examens médicaux à Paris, où il avait séjourné plusieurs semaines avant de regagner Pyongyang le 5 décembre.

Représentant des vétérans de la guerre anti-japonaise, ce militaire au caractère carré, qui s'était souvent recouvert en Chine, était proche de Kim Il-sung. Il était devenu, au début des années 80, le troisième personnage du régime après les deux Kim, le père et le fils, malgré une brève éclipse entre 1986 et 1987. En 1992, il avait reçu le titre de maréchal. O Jin-u était considéré comme un de ceux qui avaient été le début soutenu la thèse d'une succession « dynastique » à la tête de la Corée du Nord, afin de préserver la stabilité du régime : il a été de longue date un protecteur de « Kim Junior », dont il a facilité l'ascension en éliminant ses adversaires au sein des forces armées. Sa disparition ne devrait pas entraîner de bouleversement au sein de l'armée ni au sein du régime : Choe Gwang, chef

d'état-major général de l'armée, le plus haut gradé de la nouvelle génération de militaires, et confident de Kim Jong-il, qui assurait déjà son intérim depuis sa maladie, devrait lui succéder.

La disparition du maréchal O Jin-u n'a pas non plus inquiété les Sud-Coréens. L'armée de Séoul, qui avait été mise en état d'alerte au moment de la mort de Kim Il-sung, n'a pris aucune mesure spéciale le 25 février. Une commission officielle a été formée pour organiser des funérailles d'Etat à O Jin-u, a annoncé l'Agence nord-coréenne de presse, et sa dépouille mortelle va reposer au Palais de la culture jusqu'à la levée du corps le 1^{er} mars.

James Herriot

(Un vétérinaire écrivain)

JAMES ALFRED WIGHT est mort, jeudi 23 février, à son domicile de Thirsk, dans le Yorkshire ; il était âgé de soixante-dix-huit ans. Il était plus connu sous le nom de James Herriot, pseudonyme sous lequel il écrivit de nombreux livres consacrés à ses expériences de vétérinaire de campagne amené à soigner aussi bien les animaux de ferme que les caniches. Parmi les nombreux titres traduits en français, on peut retenir : *Des clients de tout poil* (Albin Michel), *Le Petit Monde de James Herriot* (Presses de la Chê), *Pour l'amour des bêtes* (Albin Michel). Il a commen-

cé à écrire qu'à cinquante ans, à l'inspiration de sa femme, et raconta le succès aux Etats-Unis avant de devenir célèbre en Grande-Bretagne. Ces livres, traduits de façon très humoristique, ont donné lieu à des adaptations télévisées très suivies, ce qui a encore accru sa popularité. Il se plaignait souvent d'ailleurs de voir sa salle d'attente pleine de touristes américains venus faire découvrir leurs livres, prenant la place de ses clients, car il ne renonça jamais à son métier.

KENNETH SETTON, l'un des plus grands historiens de l'Europe médiévale et classique ainsi que de l'Empire ottoman, est mort, le 18 février, à l'âge de quatre-vingts ans, au Princeton Medical Center (Etats-Unis).

Né à New-Bedford (Massachusetts), Kenneth Setton fut formé à l'université de Boston. Il sera alternativement président de la Medieval Academy of America et de l'American Philosophical Society. Depuis 1968, Kenneth Setton avait, après avoir enseigné l'histoire médiévale dans les universités de Columbia et de Pennsylvanie, rejoint l'Institute for Advanced Study, organisme distinct de l'université de Princeton

(New-Jersey). Cet institut accueille des chercheurs du monde entier (parmi lesquels le mathématicien français André Weil, frère de la philosophe Simone Weil), afin que ceux-ci puissent se consacrer exclusivement à la recherche.

Largement méconnue en France, où elle n'a encore fait l'objet d'aucune traduction, l'œuvre de Kenneth Setton constitue pourtant l'une des plus importantes contributions à l'histoire des Croisades et de la papauté, jusqu'au seuil de l'ère moderne (dix-septième siècle). C'est ainsi que Kenneth Setton fut le maître d'œuvre d'une monumentale *History of the Crusades* (« Histoire des Croisades »), entreprise collective éditée de 1969 à 1989, auquel l'orientaliste français Claude Cahen contribua notamment pour la période des Omeyyades. Le livre majeur de Kenneth Setton, resté un « classique » des études médiévales aux Etats-Unis, s'intitule *Papacy and the Levant, 1204-1571*. Il s'agit de quatre volumes rédigés entre 1976 et 1984 sur l'histoire des relations de la papauté et de l'Orient.

Son dernier texte - l'un des rares à être de dimension modeste (une centaine de pages) - *Western Hostility to Islam* (« L'Hostilité occidentale envers l'Islam », 1992), proposait, à partir de documents, une analyse des idées réciproques qu'Orientaux et Européens portaient sur la civilisation de « l'autre ».

M. S.

Nicolas Weil

NOMINATIONS

CONSEIL D'ÉTAT

Par décret du président de la République, en date du mercredi 22 février, Jean-François Mary, chef du service de presse de la présidence de la République, et Jean-Dominique Giuliani, directeur de cabinet du président du Sénat, ont été nommés maîtres de requêtes au Conseil d'Etat, au tour extérieur.

(Né le 30 juillet 1952 à Paris, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, titulaire d'un DES de lettres, Jean-François Mary a été, de 1978 à 1981, assistant parlementaire au groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Ensuite, il a fait partie des différents cabinets ministériels de Jean Le Garrec à l'extension du secteur public, à l'emploi et à la fonction publique. En septembre 1985, il devient directeur des relations sociales et des relations avec les administrations du groupe Agell-La Vie française. De juin 1988 à octobre 1991, il est chargé de mission à la présidence de la République, où il s'occupe des rapports avec la presse régionale. Il devient alors chef du service d'information et de diffusion du premier ministre. En mai 1993, il retourne à l'Elysée comme chef du service de presse de la présidence de la République.)

(Né le 3 février 1956 à Marseille, Jean-Dominique Giuliani est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence. Secrétaire général adjoint du groupe de l'Union centriste du Sénat à partir de 1981, il en devient secrétaire général à partir d'avril 1983. Depuis le 5 octobre 1992, il était directeur de cabinet de René Monory, président du Sénat. M. Giuliani est aussi, depuis 1992, directeur de la Fondation Robert-Schuman et secrétaire général du centre de recherche et d'études

sur les problèmes internationaux. Il est l'auteur de *Marchands d'influence*, les lobbies en France, publié au Seuil en 1991.)

DIPLOMATIE

Jacques Courbin, représentant diplomatique français au Rwanda, a été nommé ambassadeur de France dans ce pays, en remplacement de Jean-Michel Marlaud.

Né le 27 mars 1947, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, Jacques Courbin a notamment été en poste à Alger, à Bâle, à Nouakchott et à Beyrouth.)

JOURNAL OFFICIEL

Le Journal officiel du vendredi 24 février 1995 est publié :

● **Etablissements sociaux** : un décret modifiant la procédure de création, de transformation et d'extension des établissements et des services sociaux et médico-sociaux. Celui-ci ne s'applique toutefois pas aux projets concernant les établissements d'hébergement pour personnes âgées.

● **Présidentielle** : un décret fixant au mardi 28 février la date d'envoi des formulaires officiels aux élus habilités à présenter un candidat à l'élection présidentielle.

● **Police** : un arrêté sur l'organisation et les attributions du conseil national de la formation de la police.

● **Catastrophe** : un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans diverses communes de 22 départements après les intempéries de la fin du mois de janvier.

SPORTS

FOOTBALL

Eric Cantona est suspendu pour sept mois

LONDRES, de notre envoyé spécial

Après la décision prise vendredi 24 février par la Fédération anglaise de football (FA) de suspendre Eric Cantona jusqu'au 30 septembre et de lui infliger une amende de 10 000 livres (environ 82 000 francs), les réactions de ses défenseurs oscillent entre la déception et un certain soulagement. Dans l'entourage du joueur, personne n'avait toutefois exclu l'hypothèse d'une radiation à vie, une sanction extrême réclamée par la presse populaire britannique. L'agression pied en avant dont s'était rendu coupable Eric Cantona le 25 janvier contre un supporter de Crystal Palace avait, en effet, suscité un émoi considérable dans le pays.

Les trois sages de la commission de discipline de la Fédération chargés d'entendre le joueur et ses défenseurs vendredi, dans un hôtel du nord de Londres, ont pris acte des « regrets profonds et sincères » exprimés par l'accusé. Ils ont néanmoins aggravé la sanction que Manchester United avait prise dès le lendemain de l'incident. Les responsables du club, qui plaident pour la confusion des peines, se sont déclarés déçus : « Nous pensions avoir agi de manière adéquate en suspendant immédiatement Cantona jusqu'à la fin de la saison », a dit Martin Edwards, président de Manchester United, précisant qu'Eric Cantona, sous contrat jusqu'en juin 1996, resterait au club, où il continuera d'être payé.

Manchester United a décidé de ne pas faire appel de la sanction qui, selon maître Jean-Jacques Bertrand, l'avocat d'Eric Cantona, « a été acceptée dans l'intérêt de

tout le monde ». Comment espérer une attitude de clémence des responsables de la Fédération anglaise au moment où ils doivent faire face à une multitude d'affaires qui ternissent l'image du football britannique ? Il n'y a jamais eu autant de joueurs expulsés que cette saison. Adversaire de certains stades rudes le spectre du hooliganisme. En coulisses circule désormais l'argent sale. Tandis que plusieurs affaires de corruption ont été révélées ces derniers mois, la Fédération va devoir juger le cas de George Graham, l'entraîneur d'Arsenal, dont une enquête préliminaire vient de montrer qu'il avait touché pour 425 000 livres (environ 3,5 millions de francs) de commissions occultes pour le transfert de deux joueurs scandinaves.

Dans un tel contexte, Eric Cantona a choisi d'adopter un profil bas, se refusant à tout commentaire après l'annonce de la sanction. L'attaquant français doit encore répondre de son geste devant la justice britannique. Convoqué le 23 mars au tribunal de Groydon, sous l'inculpation de « agression simple », il encourt jusqu'à six mois de prison.

Jean-Jacques Bozonnet

RÉSULTATS

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Pro A - Première phase

7^e tour retour, match opposant

La Marse - PSG-Racing

74-85

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE O1

27^e journée

La Havre - Lens

Bordeaux - Sochaux

Caen - Strasbourg

Lille - Auxerre

Rennes - Monaco

Nice - Metz

Marseille - Cannes

Montpellier - Bastia

Classement : 1. Nantes, 59 pts ; 2. Paris-SG, 50 ; 3. Lyon, 47 ; 4. Lens, 46 ; 5. Auxerre et Cannes, 41 ; 7. Bordeaux, 39 ; 8. La Havre et Strasbourg, 38 ; 10. Monaco et Metz, 36 ; 12. Marseille, 34 ; 13. Rennes, 32 ; 14. Saint-Etienne et Lille, 31 ; 16. Nice, 28 ; 17. Montpellier, 27 ; 18. Bastia, 26 ; 19. Caen, 25 ; 20. Sochaux, 22.

VOILE

COUPE DE L'AMERICA

Troisième Round Robin

Coupe Chien

Star-and-Stripes b. America² de 1 min 52 s.Classement : 1. Young-America et Star-and-Stripes, 25 ; 3. America¹, 7.

AU CARNET DU MONDE

Anniversaires de naissance

Le 27 février 1974, tu es né. Pour tes vingt et un ans,

Ta petite maman, lit-haut du ciel,
Ton papa,
Ton petit frère Samuel,
Nous te souhaitons, un très bon anniversaire.

Estelle-Marie DOMINGUES.

M. Domingues Mantel,
19, rue de la Loire,
37530 Chargé-Ambouise.

Henry et Catherine COUDANE,
Jean et Régine COUDANE,
Annie et Lionel ROUSSEL,
Vincent, Caroline, Elise,
Sylvain, Fanny,
Grégory, Fanny,
souhaitent un joyeux anniversaire à leur

Mamiliou.

Décès

M. Jean BAGET,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BAGET,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945.

survenu le 15 février 1995.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la stricte intimité familiale.

3, allée des Troènes,
92330 Sceaux.

M. Georges Celce,
sa mère,
Le lieutenant-colonel Jean Blaise,
son époux,
Aurélien, Thibault, Quentin,
ses fils,
Toute leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Régine BLAISE,
née Celce,
docteur en médecine.

le 22 février 1995, dans sa quarante-troisième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Tours, le samedi 25 février.

L'inhumation aura lieu à La Roque-brussanne (Var), le lundi 27 février à 16 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

64, rue Denfert-Rochereau,
92100 Boulogne,
16, rue Claude-Thion,
37000 Tours.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

M. Simone Copfermann,
son épouse,
Emile et Jacqueline Copfermann,
ses frères et belle-sœur,
Liliane Copfermann,
sa belle-sœur,
Et ses filles,
Raymond et Micheline Jazéde,
ses cousins.

Leurs enfants et petits-enfants,
M. et M. André Cavalier,
ses cousins,
Et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Lucien COPFERMANN,
du Lucien Rieux,
journaliste.

le 23 février 1995.

L'inhumation aura lieu le 28 février, au cimetière parisien de Pantin, entrée principale, à 9 h 45.

Un registre sera ouvert.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

M. Jean-Marie BÉAT DEPLED,
Les enfants, petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-Charles DEPIED,

survenu le 24 février 1995.

Les obsèques auront lieu le mercredi 1^{er} mars 1995, en l'église Saint-Pierre à Jouarre (Seine-et-Marne).

M. Marie-Louise Reuzy-Le Clère,
sa sœur,
M. et M. Christophe Pladys,
ses neveux et nièces,
Clémentine Pladys,
sa petite-nièce,
ont la tristesse de faire part du décès de

Bernard LE CLÈRE,
docteur en droit,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national de Mérite,
chevalier de Saint-Grégoire-le-Grand.

survenu le samedi 18 février 1995.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale en l'église Saint-Eusèbe à Paris-1^{re}, suivies de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

Une messe sera dite ultérieurement à Senlis.

« Il y a beaucoup de demeures dans la maison de mon Père. »
(Saint Jean, XIX-2)

15, rue de Luzarches,
60380 Coye-la-Forêt.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Télécopieur : 46-66-77-13

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 105 F

Abonnés et actionnaires 95 F

Communications diverses 110 F

Thèses étudiants 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur le base du deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Le 15 février 1995,

Philippe MAES,

a choisi de partir.

Notre chagrin est immense.

Anne Maes-François et Chloé,
son épouse et sa fille.

Henri et Lucette Maes-Thiry,
ses parents.

Daniel Maes,
Jean-Benoît Maes, Fanny et Loïc,
ses frères, belle-sœur et neveu,
Jeanne Maes,
Ludo et Jacqueline
Vanhemelryck-Thiry,
ses tantes et oncle,
Pierre et Marie-Claude
François-Collette,
ses beaux-parents,
Michel et Marie-Claire
Martin-François,
ses beau-frère et belle-sœur,
Et leurs enfants.

F-13870 Rogonnes,
12, petit chemin d'Arles,
B-1090 Bruxelles,
rue Huybreghs, 19/4.

ont la douleur de faire part du décès de

François SCHWEISGUTH,

dans sa soixante-cinquième année.

« Nous ne perdons pas courage, et si notre homme extérieur se déroute, notre homme intérieur se renouvelle de jour en jour »
Il éprouve aux Coudiathons.

Selon la volonté du défunt, l'inhumation a eu lieu le mardi 21 février 1995, à 15 h 45, à Rouen, au cimetière monumental. L'inhumation s'est déroulée dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

Il y a trois ans, le 26 février 1992,

Gabriele ANGLADE,
maître de conférences
à l'université de Lille,

quittait pour toujours ceux qui l'aimaient.

A tous ceux qui ont connu et aimé,

Michel LÉVY (X 70),

une pensée pensée est demandée en ce vingt-troisième anniversaire de sa mort.

Communications diverses

TV2 :

« Sur le tableau de fer qui fume, soufflé et l'homme a monté trop vite. Nul ne connaît l'encor
Quels orages en lui porte ce rude aveugle.
Et le gai voyageur lui livre son trésor :
Son vieux père et ses fils, il les jette en l'espace
Dans le ventre brûlant du tableau de fer
Qui les rejette en cendre aux pieds du dieu
de l'or (...) »

ALFRED DE VIGNY (*La maison du Berger*), 1844.

M. Guy MUTEL,
ancien élève de l'Ecole des Roches,
ingénieur des travaux publics,

le 23 février 1995, à l'âge de soixante-douze ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 27 février, à 15 h 45, à l'église de Comte-Châtel (Essonnes).

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

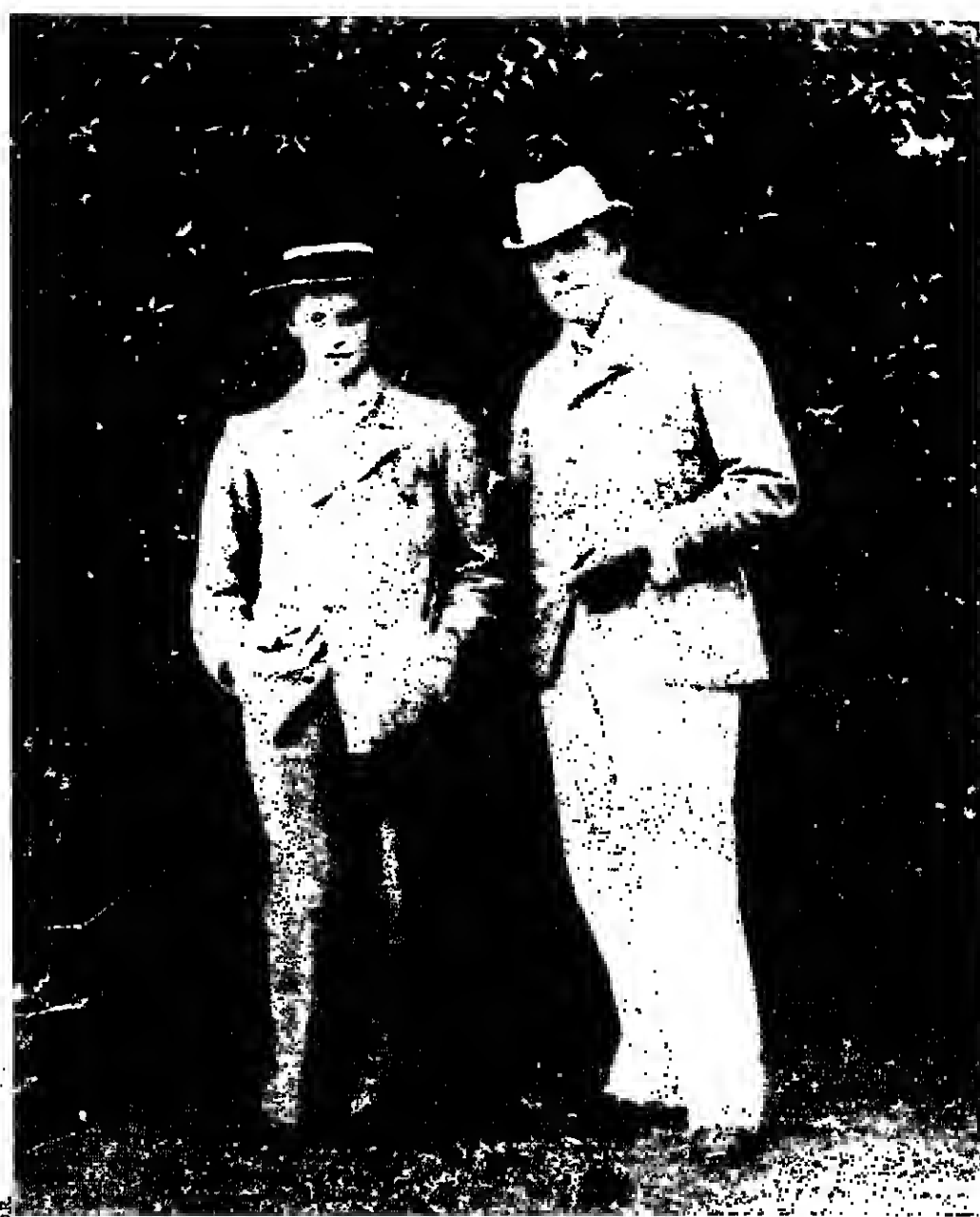
Journal du Monde

هكذا كان الرجل

HORIZONS
HISTOIRE

Les procès d'Oscar Wilde

Il y a cent ans le talentueux dandy irlandais était condamné à deux ans de travaux forcés pour homosexualité



Lord Alfred Douglas (à gauche) en compagnie d'Oscar Wilde dans le Norfolk en septembre 1892.

Les accusations de Queensberry étaient prononcées à un moment où le premier ministre était en proie à de sérieuses difficultés parlementaires liées à sa politique étrangère aventureuse. Rosebery, qui avait été nommé à la tête du cabinet à la suite de la chute de Gladstone, prenait fait et cause pour l'Italie contre la France. Conan O'Leary mettra d'ail-

leurs et son fils aîné. Le scandale d'Alfred devait achever les malheurs du clan Douglas et ternir l'histoire prestigieuse d'une des plus vieilles familles d'Ecosse. Le procès opposa également deux hommes qui, bien que vivant à Londres, n'étaient pas des Anglais. Queensberry se présentait comme un gentleman-farmer écossais aux manières rudes, engagé dans la marine royale à douze ans, et qui ne se sentait guère à l'aise au sein de l'establishment de la capitale. Sa médiocre éducation, son origine rurale et son ascendance « étrangère » lui avaient valu bien des déboires dans les cercles distingués. Mais sa position de père outragé et d'aristocrate attaqué par un roturier lui permit de bénéficier d'une efficace solidarité de la haute société. Le prince de Galles s'entremet pour atténuer les effets des célèbres colères du marquis. Celui-ci ne fut pas inquiété pour les lettres d'injures qu'il avait envoyées à Victoria, un crime de lèse-majesté qui aurait pu lui valoir la pendaison. Le procès avec Oscar Wilde lui occasionnera seulement la perte de sa fortune et la haine de ses enfants. Oscar Wilde, né à Dublin, était le fils d'une militante nationaliste que l'attachement à la cause irlandaise manqua de peu conduire en prison; un procureur refusa de croire qu'elle était l'auteur d'articles séditieux. Lady Wilde avait rêvé de mener la justice de Sa Gracieuse Majesté et, bien plus tard, elle crut que son fils serait capable de rééditer cet exploit. Elle lui conseilla donc d'affronter les tribunaux plutôt que de fuir en France. En fils aimant et soumis, Wilde acquiesça sans se douter qu'il serait broyé par la machine judiciaire; il endura le terrible régime pénitentiaire britannique (qui sera réformé en 1898) et contracta, dans la geôle de Reading, une otite, qui ne sera pas étrangère à sa mort prématurée, en 1900. Le procès fut donc une terrible défaite pour les deux protagonistes et ne fit qu'un seul vainqueur: l'Eglise romaine. Oscar Wilde et Queensberry reçoivent tous deux un prêtre catholique à l'article de la mort tandis que Lady Queensberry et Alfred Douglas se convertirent à la religion « papiste ». En ce

Le poète libertin et le marquis boxeur avaient tout pour s'entendre, unis par les mêmes deuils précoces. Le premier pleurait sa petite sœur, morte enfant. Le second ne s'était jamais remis de la mort de son petit frère.

qu'elle était une femme ». Le second ne s'était jamais remis de la mort de son petit frère, Francis Douglas, dans la catastrophe du Cervin, où celui-ci avait été entraîné par la passion d'un homme plus âgé, ecclésiastique de surcroît. Queensberry exprimera dans un poème, *l'Esprit du Cervin*, son réer des religions dominantes et des relations d'autorité: son anachisme blasphématoire lui vaudra d'être exclu de la Chambre des lords. Le procès entre Oscar Wilde et le marquis de Queensberry opposera le chouchou du public au paria des élites. Wilde portait la honte de la condamnation de son père médecin pour attentat à la pudeur sur une jeune patiente, et le verdict du tribunal inscrit dans sa propre chair l'infamie paternelle. Queensberry souffrait d'une véritable épidémie d'accidents de chasse ou de suicides déguisés qui avaient frappé son père, l'un de ses

Odou Vallet

* La plupart des sources de cet article sont de langue anglaise et se trouvent à la British Library. On trouvera des éléments complémentaires dans O. Vallet, « Oscar Wilde ou le procès de l'homosexualité », in revue *Histoire*, décembre 1993 et « Faut-il réhabiliter Oscar Wilde? », *Journal de Genève*, 13-14 août 1994. Voir aussi J. de Langlade, *La Mésaventure cardinale*: Wilde-Dreyfus, Julliard, 1994 et R. Ellman, *Oscar Wilde*, Gallimard, 1994.

L'exposition « l'ancien et le nouveau Monde »
est ouverte à Lille, jusqu'au 5 mars. Palais Rameau,
39, avenue Vauban, de 10 heures à 18 heures, sauf le mardi.
Entrée gratuite
Le Monde

NOMINATIONS

CONSEIL D'ÉTAT

L'arrêté du président de la République, en date du mercredi 23 février, Jean-François Mary, chef du service de presse de la présidence de la République, et Jean-Dominique Gauthier, directeur de cabinet du président du Sénat, ont été nommés maîtres de requêtes au Conseil d'Etat, au titre extérieur.

Le 10 juillet 1992, à Paris, diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris, intitulé « Les Dits de l'Etat », Jean-François Mary a été élu à l'Assemblée nationale au groupe socialiste de l'Assemblée nationale. En date du 24 février 1995, il a été nommé maître de requêtes au Conseil d'Etat, au titre extérieur. Le 10 juillet 1992, à Paris, diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris, intitulé « Les Dits de l'Etat », Jean-François Mary a été élu à l'Assemblée nationale au groupe socialiste de l'Assemblée nationale. En date du 24 février 1995, il a été nommé maître de requêtes au Conseil d'Etat, au titre extérieur.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du 24 février sont publiés:
• Etablissements sociaux: décret modifiant la procédure de transformation des sociétés par actions en sociétés à responsabilité limitée.
• Police: Un arrêté du ministre de l'Intérieur relatif aux attributions des lieux.
• Catastrophe: Un arrêté du ministre de l'Intérieur relatif aux attributions des lieux.

SPORTS

FOOTBALL

Eric Cantona est suspendu pour sept mois

LONDRES. Le joueur de Manchester United, Eric Cantona, a été suspendu pour sept mois après avoir été jugé coupable d'agression physique contre un journaliste. Le joueur a été jugé coupable d'agression physique contre un journaliste. Le joueur a été jugé coupable d'agression physique contre un journaliste.

Le joueur de Manchester United, Eric Cantona, a été suspendu pour sept mois après avoir été jugé coupable d'agression physique contre un journaliste. Le joueur a été jugé coupable d'agression physique contre un journaliste. Le joueur a été jugé coupable d'agression physique contre un journaliste.

RÉSULTATS

BASKET-BALL

Le joueur de Manchester United, Eric Cantona, a été suspendu pour sept mois après avoir été jugé coupable d'agression physique contre un journaliste. Le joueur a été jugé coupable d'agression physique contre un journaliste. Le joueur a été jugé coupable d'agression physique contre un journaliste.

FOOTBALL

Le joueur de Manchester United, Eric Cantona, a été suspendu pour sept mois après avoir été jugé coupable d'agression physique contre un journaliste. Le joueur a été jugé coupable d'agression physique contre un journaliste. Le joueur a été jugé coupable d'agression physique contre un journaliste.

Le joueur de Manchester United, Eric Cantona, a été suspendu pour sept mois après avoir été jugé coupable d'agression physique contre un journaliste. Le joueur a été jugé coupable d'agression physique contre un journaliste. Le joueur a été jugé coupable d'agression physique contre un journaliste.

Le joueur de Manchester United, Eric Cantona, a été suspendu pour sept mois après avoir été jugé coupable d'agression physique contre un journaliste. Le joueur a été jugé coupable d'agression physique contre un journaliste. Le joueur a été jugé coupable d'agression physique contre un journaliste.

Un entretien avec Amos Oz

Les mélanges ethniques dans le monde d'aujourd'hui produisent des catastrophes

A L'OCCASION des premières rencontres artistiques et culturelles organisées du 25 janvier au 25 février 1995 par l'ARFAC, à Aix-en-Provence, hommage a été rendu à l'œuvre et à l'action de l'écrivain israélien Amos Oz. Né à Jérusalem, en 1939, Amos Oz s'est engagé dès les années 70 sur la voie du dialogue avec les Palestiniens. Il fut l'un des leaders du mouvement La paix maintenant, créé en 1977. En 1992 il reçoit le Prix de la paix à Francfort. Amos Oz continue à intervenir régulièrement dans la presse israélienne et internationale sur l'actualité, tout en consacrant l'essentiel de son activité à sa production romanesque, traduite dans près d'une trentaine de langues. Amos Oz, qui enseigne la littérature hébraïque moderne à l'université Ben-Gourion de Be'er-Sheva, vit à Arad, une ville nouvelle, non loin de la mer Morte, dans le désert du Néguev.

« Pensez-vous qu'à cause du terrorisme, du « bouclage » de la Cisjordanie et de Gaza, la légitimité du processus de paix soit compromise dans l'opinion israélienne ? »

« Pour le moment, nous n'avons avec les Palestiniens que des relations policières. Pour les faire plier, et donc faire reculer le terrorisme, il faut d'abord les relever. Tant que nous occupons Gaza, nous ne pouvons pas y couper le courant puisque nous sommes le gouvernement. En revanche, si nous n'y sommes pas, nous pouvons parfaitement bombarder, non certes les civils, mais les installations électriques. Il faut restituer au conflit israélo-palestinien, que l'on considère trop souvent en France comme une guerre de religion, de race ou de classe, sa véritable dimension : celle d'un conflit entre deux nations. »

« Donner aux Palestiniens les moyens d'un Etat et un soutien international renforcé, croyez-vous que cela puisse séduire l'opinion publique israélienne ? »

« Un Etat palestinien sera certes plus puissant que l'Autonomie actuelle, mais aussi plus vulnérable. Et quant au soutien



« Il importe avant tout que le partage corresponde plus ou moins aux répartitions démographiques. Quant à déterminer le tracé exact de ces futures frontières, ce n'est pas à moi de le faire. Je constate, à regret, que les mélanges ethniques dans le monde d'aujourd'hui produisent des catastrophes, que ce soit en Yougoslavie, en Tchétchénie, au Canada ou en Belgique... »

« Les implantations juives réparties sur tout le territoire de la Cisjordanie ne représentent-elles pas un des obstacles majeurs à cette séparation « ethnique » ? »

« Nous demander ce que nous appelons « Jérusalem ». Si nous entendons par là une région qui s'étend de Hébron à Naplouse, de Bethléem à Ramallah, le compromis avec les Palestiniens deviendra impossible. Si, au contraire, c'est la cité d'où la majorité, à 70 %, est juive, nous pourrions accepter une situation dans laquelle les Palestiniens édifieraient sur l'une des collines qui ceinturent la ville une sorte de campus et lui donneraient le nom d'El-Rods, capitale de la Palestine, tandis que la souveraineté sur Jérusalem resterait israélienne. Quant aux lieux-saints, mieux vaut pour eux une souveraineté exclusivement religieuse et non politique. »

« En réalité, la question de Jérusalem peut attendre la fin des négociations. Car le degré de souffrance humaine n'y est pas le même qu'à Gaza, et le problème est uniquement symbolique. Que des Israéliens soient assassinés chaque jour, cela c'est urgent ! Que des réfugiés palestiniens aient faim, c'est urgent ! La religion du messie censé venir à Jérusalem, non. »

« Que pensez-vous des réactions, parfois hostiles, des intellectuels palestiniens au processus de paix ? »

« Il faut nuancer. Certes, un Mahmoud Darwish m'a déçu. J'aurais attendu de lui qu'il se range dans le camp des « colombes » et non dans celui des « faucons ». Mais ce qui par-dessus tout me déçoit dans l'intelligentsia palestinienne, c'est de ne jamais entendre chez elle un mot, un seul, d'autocritique. Quand les intellectuels palestiniens s'y soumettent, leur autocritique est toujours tactique, et jamais morale, comme en Israël. »

« Certains intellectuels palestiniens m'ont déjà d'ailleurs depuis bien longtemps. Je pense à ceux qui n'ont cessé de répéter à leur peuple qu'Israël n'était qu'un épisode, un simple cau-

chemar, destiné à disparaître. Ceux-là ont trompé leurs compatriotes et ont produit une catastrophe - qui nous a atteints par ricochet - mais qui, surtout, s'est abattue sur les Palestiniens eux-mêmes. Tout le monde, excepté les fanatiques, sait fort bien qu'il faudra partager le pays. Alors qu'attendons-nous ? »

« Une fois la paix installée dans la région, quel rôle assignerez-vous au sionisme ? »

« Aujourd'hui, en Israël, il y a cinq millions d'habitants qui parlent l'hébreu. Ils sont le terreau de la continuation de la culture juive. Aussi, au lieu de chercher des objectifs nouveaux au sionisme, je préfère en revenir à ceux qui étaient les siens avant que ne s'engage le conflit avec le monde arabe : l'éducation sur la terre d'Israël d'un centre spirituel du judaïsme, d'un Etat politique ne représentant que les fondations, comme le voulait le philosophe sioniste Ahad Haam au début de ce siècle. »

« Pourtant, un des défis que la société israélienne doit relever est l'intégration de minorités non juives importantes, arabes ou, plus récemment, russes chrétiennes orthodoxes. Peut-elle y parvenir sans renoncer au caractère « juif » de l'Etat ? »

« Un Etat ne peut pas plus être « juif » que cette table qui est devant moi. En tout cas je ne crois pas qu'Israël doive être un Etat-ethnie (bourgeoisie juive d'Europe orientale). La moitié du peuple juif n'a jamais raconté d'histoires en yiddish ! Je ne crois pas que le grand poète et philosophe juif médiéval d'origine espagnole Judah Halevi ait jamais mangé de carpe farcie. Pas plus que Moïse d'ailleurs... »

« Le judaïsme de la yiddishkeit (judaïsme d'Europe orientale) n'a jamais représenté qu'un type de judaïsme parmi d'autres. Mais il a en tout temps une tendance monopolistique. Cette tendance a

pesé sur les communautés d'Orient, que les juifs ashkénazes considéraient comme des « périphéries » du monde juif. Et pourquoi ? Pourquoi l'œuvre d'un philosophe comme Maimonide, originaire d'Espagne et qui vécut au Caire (1135-1204), serait-elle plus « périphérique » que je ne suis quel-que-chose au Hasid de Plotzk, par exemple ? Non content d'avoir toujours été lamentable, ce genre de préjugé coexiste aujourd'hui un anachronisme. Notre culture, celle que je préfère appeler « culture du peuple d'Israël » plutôt que « culture juive », est une culture

« Quand les intellectuels palestiniens s'y soumettent, leur autocritique est toujours tactique, et jamais morale, comme en Israël »

polyphonique. Celle d'Irak, d'Égypte ou du Maghreb n'a rien à envier à la culture judéo-pola-naise ou judéo-russe. »

« Les Arabes palestiniens citoyens d'Israël sont invités par moi à se joindre à la fête. Il n'est pas besoin, pour cela, d'être juifs, car notre culture ne se réduit pas non plus à celle de la synagogue. La poésie d'Iman Gabbriel (philosophe juif d'Espagne, 1020-1058) ou de Judah Halevi n'a-t-elle pas des liens étroits avec la poésie arabe ? »

« Prenez-vous l'abolition de la loi du retour, qui permet à tout juif on à toute personne pouvant se réclamer de grands-parents juifs d'obtenir la nationalité israélienne ? »

« J'estime que nous devrions en effet la rectifier. Elle doit d'abord être réservée aux juifs victimes de persécutions antisémites. Faute de quoi nous risquons de voir, de par le monde, bien des gens se découvrir juifs par pur calcul d'intérêt. Il est vrai, c'est une sorte de douce vengeance de voir aujourd'hui des Ukrainiens qui descendent - qui sait ? - des cosaques massacrés de Khmelitski faire état d'une lointaine origine juive pour pouvoir émigrer en Israël ? Douce revanche, assurément ! »

« Ne devrait-on pas plutôt, comme cela se pratique partout, attendre au moins une année avant d'accorder à quiconque la citoyenneté israélienne ? »

« En Israël comme dans le reste du monde juif, la mémoire de la Shoah prend une place de plus en plus importante, notamment auprès des nouvelles générations. Le passé, fût-il récent n'est-il pas en train de phagocy-

ter l'identité israélienne contemporaine ? »

« Un homme sans mémoire est un homme malade. Mais un homme qui ne vit que de mémoire n'est pas non plus en très bonne santé. Cette remarque ne vaut d'ailleurs pas que pour Israël... Bâtir l'ensemble de l'identité juive exclusivement sur le souvenir d'un cataclysme en marque un ébec majeur. Il est en outre bien facile - facile de façon pathologique évidemment - de prétendre être une victime parce que le frère de ma grand-mère a été assassiné à Auschwitz. C'est plus facile, en tout cas, que d'apprendre l'hébreu, d'aller à la synagogue tous les jours, de manger cachère ou d'émigrer en Israël ! »

« J'ai, pour ma part, cessé d'utiliser des expressions comme Shoah ou Holocauste. J'estime que le mot *shoah* [qui, en hébreu, signifie « catastrophe »] s'applique plutôt à des événements comme le tremblement de terre de Kôbé. Ce qui s'est perpétré sur le continent européen il y a un demi-siècle n'était nullement une « catastrophe », mais un crime, un meurtre, et il faut appeler les assassins par leur nom. Je suis contre toute tentative d'en faire un thème métaphysique, comme les juifs orthodoxes ou même comme certains laïcs. Ce qui s'est produit, c'est un massacre de masse commis de sang froid, et non la reproduction de l'épisode biblique d'Amalek [petit-fils d'Esau, symbole des persécuteurs d'Israël, voir Genèse XXXVI, 12]. Il s'agit peut-être du plus grand crime de l'histoire. Hitler n'a rien à voir avec un roitelet biblique comme Amalek. »

« Votre dernier livre, *Ne dis pas la nuit*, a été mal accueilli par la critique dans votre pays, qui a vu dans votre œuvre un mouvement de repli vers la sphère purement privée. Votre œuvre est-elle en train de se « désengager » ? »

« J'ai toujours dissocié strictement, plus strictement qu'on ne le fait en France, mon activité d'intellectuel et mon travail de romancier. Pour moi, je ne me

suis jamais demandé dans quel sens allait mon œuvre. Je ne coiffe pas une casquette de professeur quand j'écris mes romans. Je travaille avec des pincettes, mot après mot, ligne après ligne. Un roman ne peut naître ni d'une idée ni d'une idéologie, mais de personnages ou de mots. Je travaille sur les mots de façon microscopique. Du moins est-ce ainsi que je conçois la littérature. »

Quand j'écris, je m'écrit pas sur l'identité juive, je ne me demande pas quel lien cela a avec la Bible, ni même avec Agnon ou Brenner, et ni non plus si c'est bon ou non pour le processus de paix. Je me demande comment rendre par un mot l'odeur de citron mêlé au parfum de tabac froid. Je ne cherche plus la vérité, mais la précision. Je me vis comme un écrivain sensaliste. Cela, mes critiques, pour la plupart, ne l'ont pas compris. « Sensualiste » signifie que jessaie de fixer dans la langue ce qui s'échappe. »

C'est une démarche doojuanesque, car elle est infinie. La langue constitue un instrument incertain, limité, et il y a tant de chose que les gens font en dehors des mots. Je ne cherche pas à « conquérir » de nouveaux territoires en inventant des mots nouveaux, à créer de nouvelles colonies de peuplements linguistiques. »

Mon objectif est avant tout de parvenir à l'exactitude la plus grande à laquelle la langue peut prétendre. »

Propos recueillis et traduits de l'hébreu par Nicolas Weil

Quelles en seront les frontières ? Ce sera l'objet de tractation... Le diagnostic doit précéder la cure, et le diagnostic le voici : « Il y a deux peuples sur un seul territoire. Il faut désormais les séparer »

international, les Palestiniens l'ont déjà. Leurs éventuels tanks et avions ne modifieront pas fondamentalement l'équilibre géostratégique de la région. N'oublions pas qu'il aura une taille comparable à celle du Grand-Duché de Luxembourg. N'oublions pas non plus que, depuis cinquante ans, nous sommes en guerre contre la Syrie, l'Irak, l'Iran, l'Arabie saoudite, qui disposent d'arsenaux militaires gigantesques ! Croyez-vous, que si l'on ajoute à tout cela cinq grammes d'Etat palestinien, cela va changer quoi que ce soit ?

« Croyez-vous qu'Israël ait l'intention de voir se créer un Etat palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ? »

« J'ignore les intentions profondes du gouvernement israélien. Je n'en fais pas partie. Mais ce que je sais, c'est que, sur cette petite terre que nous appelons Israël et qu'eux nomment la Palestine, habitent deux peuples dont aucun n'a l'intention de quitter la place. Si je soutiens le processus de paix, ce n'est certes pas par sympathie pour Yasser Arafat, mais parce que je veux un compromis historique avec le leadership palestinien sur la base de deux Etats. Quels en seront les frontières ? Ce sera l'objet de tractations... Le diagnostic doit précéder la cure, et le diagnostic le voici : Il y a deux peuples sur un seul territoire, et il faut désormais les séparer. »

« Ce partage doit-il suivre la « ligne verte » de 1967 ? »

« Les juifs qui désirent demeurer dans le futur Etat palestinien devront le faire avec le plein accord des autorités palestiniennes. Qu'ils soient de simples résidents ou des citoyens palestiniens. Le fait est qu'ils n'y régneront plus en maîtres et seigneurs. Pour tout dire, les colons ne paraissent avoir un concept « autistique » de leur droit. Le droit n'est pas ce que je désire de tout mon cœur, mais ce que l'homme doit à son prochain. Que j'aime une femme d'un amour fou, hystérique même, n'implique pas qu'elle soit ma propriété. »

« Qu'il y ait en Ukraine un lieu saint du judaïsme, la tombe de Rabbi Nahman de Bratslav [1772-1811], l'un des maîtres du mouvement piétiste juif, le hassidisme par exemple, ne signifie nullement qu'il faille faire flotter dessus un drapeau israélien ! Toute cette conception qui veut que ce qui est saint doive être mien, ce mélange entre sainteté et patrialisme, me paraît absurde ! »

« Et Jérusalem ? Estimez-vous aussi qu'elle doive faire l'objet d'un partage ? »

« A mon avis, la question de Jérusalem réclame de notre part imagination et créativité. Certes, je ne veux à aucun prix une nouvelle division de la ville. En revanche ses habitants peuvent avoir le passeport de leur choix, palestinien, jordanien, ou même français. Quant à la souveraineté, nous devons avant tout être honnête avec nous-mêmes et

BIBLIOGRAPHIE

La plupart des seize livres et romans d'Amos Oz ont fait l'objet de traductions françaises notamment : *Mon Michael* (1973), *La Colline du mauvais conseil* (1978), *Les Voix d'Israël* (1983), *La Botte noire* (1988, prix Fémina étranger), *La Troisième Sphère* (1993). Le prochain roman d'Amos Oz, *Ne dis pas la nuit*, traduit par Sylvie Cohen, doit paraître, entre septembre 1995 et janvier 1996 chez Calmann-Lévy, où la

quasi-totalité de son œuvre est publiée. Signalons chez Hachette-Jeunesse, *Mon vélo et autres aventures*, traduit par Daniel Pinto (1990). Amos Oz, a écrit récemment une étude sur l'écrivain Shai Agnon (1888-1970, prix Nobel de littérature 1966) intitulée *Le Silence du ciel*. Paru en hébreu aux éditions Keter, cet essai est en cours de traduction en anglais (Etats-Unis) aux éditions Princeton University Press).

Amos Oz

TEMPÊTE Pour s'opposer à l'armement britannique Meridian Ferries, qui emploie des marins polonais aux salaires cinq à six fois inférieurs aux leurs, les marins fran-

çais ont continué, vendredi, à faire le blocus du terminal de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), alors que le trafic était rétabli dans les autres ports. ● L'EMPLOI de marins étran-

gers sur les navires est assimilable aux délocalisations dans l'industrie. Les armateurs français du Transmanche ont conclu des accords sur l'emploi des marins nationaux pour

ne pas arriver à ces extrémités. ● LE GOUVERNEMENT est pris en porte-à-faux à cause d'une réglementation européenne qui n'interdit pas l'embarquement de marins

de toutes nationalités sur les bateaux de l'Union européenne. Bernard Bosson, ministre des Transports, doit proposer à Bruxelles un code de bonne conduite.

Les marins français manifestent contre le dumping social sur la Manche

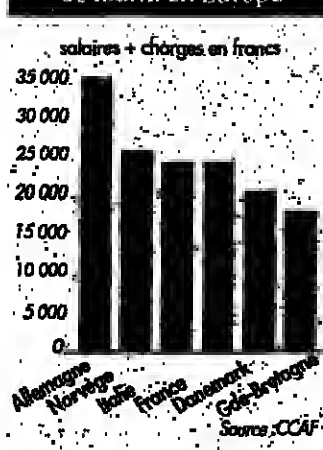
Des affrontements ont opposé une centaine de manifestants aux forces de police à Boulogne-sur-Mer. La médiation entreprise par le gouvernement entre la direction de Meridian Ferries et les marins français devait se poursuivre

UNE CENTAINE de marins français venus faire le siège du port de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) ont affronté les forces de l'ordre le vendredi 24 février. Alors que le trafic transmanche reprenait à Calais et dans les ports normands et bretons, l'accès aux transbordements de la compagnie britannique Meridian Ferries était rendu impossible par la présence de palettes de bois et de pneus enflammés. Si ces événements n'ont pas eu de conséquences graves, ils ont révélé d'une tension qui risque de perdurer dans le monde français de la mer confronté à de graves problèmes de compétitivité.

Hors de lui, un gréviste à Boulogne a lâché ce qui tient de l'insulte suprême dans le monde des marins : « Ce sont des nègres ! » Il visait les dirigeants de Meridian Ferries qui, depuis un an, cherchent à prendre place sur le détroit du Pas-de-Calais en exploitant, au meilleur coût possible, deux navires transbordement entre Boulogne et Folkestone. Une initiative qui se heurte à la résistance farouche des équipages de Brittany Ferries, dont le siège est à Roscoff (Finistère), et de la SNCF, filiale de la SNCF, les deux compagnies françaises concernées par le trafic de fret et de passagers entre les îles Britanniques et le Continent.

Meridian a tout pour déplaire,

Le poids financier d'un poste de marin en Europe



Les marins polonais de Meridian Ferries reçoivent 2 500 F mensuels, 5 fois moins que leurs collègues français.

puisque ses bateaux - dont l'un appartient à un armateur de Bastia - battent pavillon de complaisance avec, à bord, des équipages polonais ou roumains. Pis, on la soupçonne d'être le « faux nez » du géant d'outre-Manche Peninsular and Oriental, qui contrôle déjà plus de la moitié des parts de marché, de l'Irlande au Jutland. En effet,

North Sea Ferries, qui opère à partir de Rotterdam et de Zeebrugge (avec sur certains navires des agents philippins) est une association entre P & O et le néerlandais Nedlloyd. Et pourtant, rien dans le droit européen actuel n'interdit à ce transporteur de remorques (et de navires de voyageurs) de faire ce qu'il veut faire, à condition que les conventions internationales sur la sécurité soient respectées, ce qui est le cas. La mer est (presque) libre et les ports sont à tout le monde dès lors qu'il s'agit d'un trafic international et l'on pourrait très bien voir demain un armateur français, sous son propre pavillon ou sous couvert d'une bannière d'emprunt de Saint-Vincent ou de Chypre ouvrir une ligne entre Bilbao et Helsinki, ou entre Barcelone et le Pirée.

LA LOI DES QUAI

Mais la « loi du droit » est une chose, la « loi des quais » une autre. D'où le blocage des terre-pleins et des passerelles et les échauffourées avec les forces de l'ordre. Les syndicats français de marins et d'officiers mettent un point d'honneur à exercer une vigilance pointilleuse sur les dérapages et multiples manipulations de pavillon auxquels se livrent depuis dix ans les armateurs du monde entier, y compris les Français, sou-

mis à une concurrence et à une guerre des prix toujours plus acharnée et que l'ouverture du tunnel sous la Manche vient encore d'exacerber. Cet été, P & O n'avait pas craint la provocation en commençant à embaucher cinquante-huit marins chinois sur ses bateaux de la ligne Le Havre-Southampton. La bronca qui en résultait, jouée ensemble par les syndicats, les dirigeants d'entreprise et le ministre des transports, Bernard Bosson lui-même, l'obligea à mettre « en arrière toute ». Provisoirement.

Les financiers avaient vite fait leurs comptes. A cause des cotisations sociales prises en charge par

le budget de l'Etat en Grande-Bretagne, l'emploi d'un marin français (obligatoire et exclusif à Brittany Ferries et à la SNAT) se traduit par un surcoût annuel de 56 000 francs par rapport à un navigrant anglais. Entre un Français et un Polonais, le rapport des salaires varie de 1 à 5 ou 6. Les agences - pas toujours scrupuleuses - spécialisées dans le recrutement de marins à bas prix abondent à Monaco, Londres, Genève, Riga et Manille.

La situation à Boulogne n'est rien d'autre que la manifestation d'un dumping social officiel auquel les Britanniques ont habitude depuis dix ans leurs partenaires de l'Union européenne. Le processus

L'avenir menacé du pavillon français

Même si les armements français ont établi des accords avec leurs marins, ils subissent la concurrence de ceux qui réduisent leurs coûts d'exploitation en employant des équipages bon marché. La SNAT (Société nouvelle d'armement transmanche), dont la SNCF est partie prenante, opère à partir de Calais et de Dunkerque. Dans un communiqué, sa direction a déploré la tournure prise par les événements à Boulogne. Elle souligne le problème de fond, qui reste la possibilité donnée par la réglementation européenne d'exploiter entre deux pays de l'Union européenne des navires sous pavillon de complaisance, armés par des équipages recrutés à bas prix. Si cette pratique devait s'étendre, « il est clair que le pavillon français serait condamné sur le secteur ». Sauf si les armements s'adaptent. C'est dans cette perspective que la direction de la SNAT a dénoncé, en décembre dernier, les accords d'entreprise afin de renégocier les avantages du personnel à la baisse.

François Grosrichard

L'envolée du deutschemark affaiblit à nouveau le franc

LA MÉCANIQUE INFERNALE de la crise monétaire s'est échouée vendredi 24 février sur les marchés de change en fin de journée. Le dollar a continué à perdre du terrain pour atteindre son plus bas niveau depuis deux ans et demi face au deutschemark, autour de 1,4615 mark pour 1 dollar. Et selon un scénario déjà expérimenté par plusieurs semaines, la devise allemande a joué le rôle de valeur refuge, qui affaiblit d'autant les monnaies européennes les plus fragiles comme la lire, la peseta, la livre et... le franc. Le mark a atteint de nouveaux sommets historiques à 122,22 livres, 88,32 pesetas et 104,42 escudos.

Face au franc, la monnaie allemande a même atteint un court instant 3,5301 francs, son niveau le plus haut depuis octobre 1993, avant de terminer la journée à 3,5205 contre 3,4953 jeudi soir. Le franc a perdu 4 centimes sur la semaine et, à ce rythme, la monnaie française se rap-

proche à grands pas de son plancher historique du 16 août 1993 à 3,5490 francs pour 1 mark, atteint deux semaines après l'effondrement à 15 % des bandes de fluctuation du système monétaire européen.

Relativement épargné par la boursasque monétaire qui a suivi la crise mexicaine et frappé les monnaies de l'Europe du Sud, ainsi que la couronne suédoise et la livre sterling, le franc est cette fois en première ligne. C'était particulièrement flagrant vendredi 24 février quand il a franchi successivement et en quelques heures les niveaux de 3,51-3,52 et pour finir 3,53 pour 1 mark. Il est difficile de faire la part des choses entre la crise monétaire et l'impact de la campagne présidentielle sur cette baisse.

En règle générale, les monnaies sont toujours affaiblies à la veille d'élections électorales. Le deutschemark lui-même, en septembre et octobre 1994, avant les élections législatives allemandes, avait fléchi.

L'incertitude croissante sur l'issue de

l'élection présidentielle ne peut qu'inciter les investisseurs étrangers à prendre leur distance avec le franc. Le marché des changes prend en compte les derniers sondages qui constatent l'affaiblissement sensible de la position d'Edouard Balladur, grand favori il y a quelques semaines. Le scandale des écoutes téléphoniques mettant en cause la vigilance des services du premier ministre et l'imbroglio autour de l'affaire des agents de la CIA en France ne peuvent qu'aller dans le même sens et affaiblir le franc.

Pour autant, on ne peut toujours pas parler de véritable défiance à l'égard des actifs libellés en francs. La différence de taux entre les obligations d'Etat françaises et allemandes est restée presque inchangée, autour de 0,60 % ces derniers jours. Si le franc faisait réellement peur aux investisseurs étrangers, ils auraient vendu massivement les obligations d'Etat françaises, ce qui n'est pas le cas. Il faut avant tout juger

le recul du franc à l'aune de la force du mark. « Une seule phrase résume la tendance sur les marchés de change, explique Françoise Soares-Kemp, responsable au Crédit suisse, rien ne sert de réfléchir, achetez du deutschemark. »

L'ALLEMAGNE « CHÂTEAU FORT »

« La force de la devise allemande est impressionnante », indique François Chevalier, économiste de la Banque française du commerce extérieur. « Je crois que, dans la baisse du franc, il y a d'ailleurs plus de la force du mark que de l'impact des incertitudes électorales sur la devise française. Pour preuve, le deutschemark a encore gagné du terrain face au yen et au franc suisse. » ajoute-t-il. Yen et franc suisse qui n'ont jamais été considérés comme des devises faibles. Mais l'Allemagne est vue comme un véritable « château fort » économique. Elle est sur la voie de la réduction de ses déficits, bénéficie d'une dynamique propre,

assurée par l'Allemagne de l'Est, et reste plus que jamais un pays qui, par sa capacité à exporter, aspire à la croissance hors de ses frontières. En contrepartie, la défiance à l'égard du billet vert est alimentée notamment par les problèmes structurels de déficit chronique et d'insuffisance d'épargne de l'économie américaine.

Sur longue période, le renforcement du mark est éloquent. Depuis un an, il a gagné 18 % contre la lire, plus de 16 % contre le dollar, presque 12 % contre le yen, 2,5 % contre le franc suisse et 3,5 % contre le franc français (de 3,40 francs à 3,52 francs pour 1 mark). Même des monnaies considérées comme faisant partie du noyau dur du système monétaire européen, comme le franc belge ou la couronne danoise, ont perdu un peu de terrain lors des derniers jours contre la devise allemande... mais elles en ont gagné contre le franc.

Eric Lasser

Siemens et Framatome vont définir leur réacteur commun

APRÈS QUATRE ANS de gestation difficile, le futur réacteur nucléaire franco-allemand sort des limbes. Vendredi 24 février, le conseil d'administration d'EDF a approuvé la conclusion des accords permettant le lancement de l'« avant-projet détaillé » de l'EPR (European pressurized reactor, réacteur européen à eau pressurisée). Le contrat, d'un montant de 750 millions de francs, sera financé à égalité par les partenaires français et allemands, précise EDF dans un communiqué.

Ces accords représentent l'aboutissement de négociations engagées il y a quatre ans, en vue d'harmoniser les standards de sûreté des futures centrales françaises et allemandes. Les discussions entre experts des constructeurs Framatome et Siemens (et de leur filiale commune NPI), d'EDF, des électriciens allemands et des autorités de sûreté des deux pays furent souvent chaudes ; chacun souhaitant évidemment voir adopter ses propres choix technologiques, fruit d'une longue expérience. Quelque quatre cents réunions ont permis, cependant, d'aboutir à un concept commun d'îlot nucléaire (ensemble comprenant la « chaudière nucléaire », les systèmes de sécurité et le bâtiment abritant le tout).

Le contrat signé vendredi permettra de préciser cet avant-projet. Les ingénieurs des deux pays vont désormais travailler pendant deux

ans à la mise au point d'un document suffisamment précis pour servir de base aux études de réalisation. « Il s'agit d'un modèle de base qui ne préjuge pas des solutions industrielles retenues », précise Yves Cousin, directeur de l'équipement à EDF. C'est-à-dire que, si dès 1999 ou 2000, les nouvelles centrales construites - éventuellement - en France ou en Allemagne seront toutes dotées d'un îlot de type EPR, ce dernier sera toujours, comme les réacteurs actuels, construit par Framatome et EDF en France et par Siemens en Allemagne.

« ÉVITER UN RIJET DU NUCLÉAIRE »

Cette standardisation des choix de sûreté s'inscrit dans une évolution logique entamée depuis l'accident survenu à Three Mile Island (Etats-Unis) en 1979 et que Tchernobyl en 1986 n'a fait qu'accroître. Une démarche parallèle est, d'ailleurs, entreprise au niveau européen avec la mise au point d'un cahier des charges rassemblant les normes européennes communes, baptisé EUR (European utilities requirements), normes publiques européennes. « Cette évolution est indispensable si l'on veut éviter un rejet du nucléaire par le public », estime Yves Cousin. La France et l'Allemagne ont pris, logiquement, la tête du mouvement dans la mesure où, souligne-t-il, elles possèdent toutes deux « des capacités respectives d'ingénierie en matière nu-

cléaire, sans équivalent ailleurs en Europe ». Mais si l'amélioration de la sûreté reste, évidemment, un souci majeur pour les acteurs du nucléaire, la mise au point de l'EPR relève, aussi, de l'intérêt bien compris. A l'heure où les commandes sont au point mort dans la quasi-totalité des pays occidentaux, ce projet fournit aux deux partenaires un atout pour aborder le marché chinois en pleine expansion et, à plus long terme, celui d'Europe de l'Est. Pour un investissement représentant moins de 10 % du coût d'un seul réacteur.

Jean-Paul Dufour

■ UBS : l'Union de Banques suisses, le premier groupe bancaire suisse, a annoncé vendredi 24 février une chute de 28,9 % de son bénéfice net consolidé en 1994, à 1,6133 milliard de francs suisses (6,3 milliards de francs). L'UBS a souffert de « la véritable léthargie sur tous les marchés » mais reconnaît également qu'elle a mal évalué l'évolution des taux d'intérêt. En 1995, le groupe s'attend à une nouvelle baisse de ses besoins en provisions après un recul en 1994 de 20,4 %, à 1,775 milliard de francs suisses. Cette baisse a été rendue possible par une « nette amélioration » du niveau de risques dans divers pays.

■ SDBO : la Société d'aménagement et de promotion de la station d'Isola 2000 a été assignée, vendredi 24 février, par la SDBO, filiale du Crédit lyonnais, pour une créance de 247 millions de francs devant le tribunal de commerce de Nice (Alpes-Maritimes). L'audience est fixée au 30 mars. La décision de l'organisme bancaire intervient après les importantes difficultés financières de l'homme d'affaires et promoteur immobilier Dominique Bouillon. Le tribunal de commerce de Paris a prononcé, début février, une liquidation personnelle de ses biens. Dominique Bouillon avait racheté la station, en octobre 1991.

Les déposants de la Banque commerciale privée se rebiffent

LES CLIENTS de la Banque commerciale privée (BCP), sous administration provisoire, se sont constitués, vendredi 24 février, en association, AID-BCP. Un bus de vaillances partira samedi, de la Bastille à Saint-Germain en passant par les Champs-Élysées, avec ce slogan vengeur : « Vous croyez votre argent en sécurité dans toutes les banques, c'est une erreur. Dans une banque privée française votre argent n'est pas toujours en sécurité. Demain, peut-être, vous pourriez trouver les guichets fermés et ne pas récupérer vos fonds. »

Le 18 novembre dernier, ce fut la stupeur chez les 1 700 clients de la BCP. Par décision de la commission

bancaire, organisme de contrôle des établissements bancaires, la petite banque sis rue Saint-Hippolyte est placée sous administration provisoire pour un trou de trésorerie d'une quarantaine de millions de francs. Ses portes se ferment, les comptes sont bloqués.

BATAILLE JUDICIAIRE

Des dizaines de petites et moyennes entreprises se trouvent dans l'incapacité de régler leurs salaires ; des marchands d'art ou des agences de photos laissent des ardoises chez leurs fournisseurs ; les particuliers sont privés de moyens de paiement. Le Théâtre contemporain de la danse, qui vient à peine de déposer à son compte la subvention que lui verse le ministère de la culture, est contraint d'annuler les spectacles du premier semestre 1995 sans avoir la possibilité de rembourser les abonnés. Dans l'attente d'une décision du tribunal de commerce, l'Association française des banques met en place un dispositif d'indemnisation plafonnée à 400 000 francs, ce qui dans le cas du théâtre représente à peine 10 % de ses dépôts.

Groggy mais tenaces, les déposants lésés multiplient les interventions auprès des pouvoirs publics : mairie de Paris, Assemblée nationale, premier ministre, ministre de l'économie, RPR, Sénat... Les réponses sont polies mais im-

puissantes. La commission bancaire se retranche derrière la procédure en cours. Quant aux actionnaires de la banque, ils se livrent à une bataille judiciaire sans fin : l'UNF, le holding du groupe Vuillemin, qui contrôle à hauteur de 83 % la BCP, a assigné en justice l'UIC Sofal (filiale du GAN), actionnaire à 14 % de l'UNF, et lui réclame 243 millions de francs d'indemnités pour lui avoir retiré brutalement ses lignes de crédit. L'UIC, qui depuis des années assure le refinancement de la BCP, estime, par la voix du président du GAN, qu'elle n'est pas un interlocuteur privilégié de la banque, celle-ci ne totalisant qu'un septième des lignes de crédit qui étaient accordées à la BCP. La Macif, qui détient 14 % de la BCP fait la sourde oreille.

Face à cette situation, qui met en péril de nombreux emplois et menace la vie de commerces, les clients de la banque ont décidé de se rebiffer. Ils veulent distribuer leurs tracts dans Paris. Les Editions Hoebeke viennent de déposer une plainte contre X... et réclament des éclaircissements sur la procédure de contrôle menée par les inspecteurs de la Banque de France, visant ainsi directement la commission bancaire. De quoi donner une image peu flatteuse de la place bancaire de Paris.

Babette Stern

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Crédits, changes et grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'attrait du yen

LES TROUBLES MONÉTAIRES n'affectent que modérément les marchés des capitaux à moyen et à long terme dans les principales devises européennes. L'essentiel se situe dans le domaine des effets à court terme. Cela se vérifie dans le compartiment du mark allemand comme dans celui du franc français. Les euro-obligations libellées en mark bénéficient certes d'une large audience internationale, mais ce n'est rien en comparaison de l'engouement qui se manifeste pour les échéances très proches. Et pour ce qui est du franc, alors qu'on se méfie beaucoup maintenant des titres courts, la situation n'a guère changé dans le domaine des titres à longue durée. Le secteur des investisseurs a beau avoir été limité aux frontières du pays, leur appétit n'en est pas moins grand. Les compagnies d'assurance ont d'énormes liquidités à placer, et elles sont prêtes à s'engager à dix ans, ou plus loin encore.

Pour répondre à leur attente, les banques spécialisées s'efforcent d'attirer des débiteurs étrangers de premier plan vers le marché du franc. L'Espagne, à qui elles avaient fait d'alléchantes propositions, a préféré lever des fonds en yens. Les banques souhaitent éga-

lement convaincre maintenant le Portugal d'emprunter en francs, mais il y a de fortes chances pour que ce pays se tourne, lui aussi, vers le marché japonais. De nombreuses raisons expliquent le choix de ces emprunteurs. La plus importante tient au faible coût de financement et à la profondeur du marché japonais. L'Espagne n'aura à servir qu'un intérêt de 4,75 % pour son opération de 150 milliards de yens et de dix ans de durée.

Euro-émission autrichienne
Il faut également tenir compte d'un élément d'ordre technique. Les Trésors publics étrangers jouissent actuellement d'un avantage important lorsqu'ils se présentent dans le compartiment international des titres en yens. Leurs obligations peuvent être vendues au Japon dès leur lancement. La plupart des autres emprunteurs ne sont autorisés à le faire que trois mois après l'émission. C'est là un obstacle sérieux que le ministère des finances japonais va supprimer le trimestre prochain en mettant tous les débiteurs sur un pied d'égalité. Il est donc bien naturel que les privilégiés s'empressent de bénéficier de la faveur dont ils jouissent, pour

peu de temps encore. Ceux qui viendront à partir du mois d'avril, une fois que le marché sera entièrement libéralisé, auront beaucoup de peine à se distinguer, et la concurrence sera très forte.

La transaction espagnole a vu le jour lundi dernier. Elle a été placée sous la direction d'une Euro-banque d'origine japonaise, IBI International. C'est une réussite incontestable. L'autre grand succès de la semaine a été remporté par l'Autriche. Il s'agit d'une euro-emission de 400 millions d'euros et d'une durée de trois ans, lancée pour le compte de l'Autriche par l'intermédiaire de Paribas. Elle a suscité un véritable enthousiasme. Les promoteurs de l'écu ne manquent pas de s'en servir comme argument de poids en faveur de leur cause.

Il est probable qu'en réalité l'accueil chaleureux qui lui a été fait doit davantage au prestige et à la rareté de l'emprunteur qu'à l'attrait de l'écu. Le rendement de l'opération est inférieur de 0,13 point de pourcentage à celui des fonds d'États français en écu. L'Autriche en a échangé le produit contre des francs suisses.

Parmi les autres événements de la semaine, il convient de mentionner un euro-emprunt de 500 millions de marks contracté par le Crédit local de France d'une durée de cinq ans. L'opération était dirigée conjointement par la Westdeutsche Landesbank et par la Caisse des dépôts qui confirme ainsi qu'elle entend jouer un rôle de premier plan sur le marché allemand. L'emprunteur obtiendra des fonds en

Christophe Vetter

MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Bonne résistance

LA CRISE du marché des changes observée cette semaine ne s'est pas propagée aux marchés de taux d'intérêt qui ont fait preuve d'une relative stabilité. Les investisseurs ont favorablement accueilli les propos tenus par le président de la Réserve fédérale américaine Alan Greenspan devant le Congrès, qui a confirmé le ralentissement de l'activité économique outre-atlantique. Cette perspective rassure le marché obligataire américain dans la mesure où elle dissipe les craintes d'un retour de l'inflation. Le taux de rendement de l'emprunt américain de référence à 30 ans est ainsi repassé jeudi 23 février sous la barre des 7,50 %, avant de se retendre le lendemain après la publication d'un indice des commandes de biens durables au mois de janvier supérieur aux prévisions (+0,6 % contre -1,3 % attendu). En Europe, la forte contraction de l'agrégat monétaire allemand M3 au mois de janvier (-5,8 % en taux annuelisé) par rapport au quatrième trimestre de 1994 semble rendre plus improbable une hausse des taux directeurs de la Bundesbank dans un avenir proche.

Les marchés ont toutefois accueilli cette statistique avec prudence, en raison des distorsions de

calculs classiques en début d'année. Le taux de rendement de l'OTAT de référence à 10 ans est demeuré inchangé sur la semaine à 8 %. L'écart de rendement entre les emprunts d'État français et allemands n'a quant à lui guère varié, restant stable autour de 60 points de base, prouvant par là même que la crise actuelle est bien une crise du franc et non pas une crise du marché français. Sur le marché primaire obligataire domestique, la semaine a été avant tout marquée par l'émission de 1 milliard d'euros (6,5 milliards de francs) à deux ans du Trésor français, 200 millions d'euros (1,3 milliard de francs) étant par ailleurs émis au profit du fonds de soutien des rentes (FSR) afin de

réguler le marché. Avec cet emprunt, le Trésor a complété la gamme de ses titres libellés dans la devise européenne, déjà bien fournie avec des titres à 5, 10 et 30 ans. L'État a préféré la voie de la syndication bancaire à celle de la traditionnelle adjudication, une décision officiellement justifiée par le fait qu'il s'agissait de la création d'une nouvelle ligne.

La banque Paribas et la banque américaine JP Morgan dirigeaient l'opération, avec le soutien du Crédit commercial de France, le reste du syndicat étant composé par les dix-sept autres spécialistes en valeurs du Trésor. Les titres, des BTAN venant à échéance le 16 mars 1997, ont été émis au prix de 99,75 %, soit un taux de rendement de 7,64 %, soit encore trois points de base au-dessous des titres d'État britanniques de même durée. Certains banquiers ont jugé cette différence peu justifiée, les deux signatures, notées triple A, présentant un risque équivalent. Le placement n'en a pas été affecté.

P.A.D.

MATIF

| Échéances | Volume | Dernier prix | Plus haut | Plus bas | Cours de clôture |
|-----------------------------|---------|--------------|-----------|----------|------------------|
| NOTES ET OBLIGATIONS | | | | | |
| Mars 95 | 118 532 | 112,10 | 112,10 | 111,94 | 111,94 |
| Jan 95 | 5 060 | 111,20 | 111,20 | 111,10 | 111,10 |
| Sept 95 | 805 | 110,42 | 110,42 | 110,30 | 110,30 |
| Oct 95 | - | - | - | - | 110,20 |
| BIENS D'ÉQUIPEMENT | | | | | |
| Mars 95 | 17 126 | 98,97 | 98,97 | 98,80 | 98,80 |
| Jan 95 | 4 025 | 98,41 | 98,41 | 98,30 | 98,30 |
| Sept 95 | 11 719 | 98,10 | 98,10 | 98,00 | 98,00 |
| Oct 95 | 4 280 | 97,84 | 97,84 | 97,70 | 97,70 |
| COMMODITÉS | | | | | |
| Mars 95 | 2 572 | 82 | 82 | 81,50 | 81,50 |
| Jan 95 | - | - | - | - | 81,50 |

DEVICES ET OR

La crise s'amplifie

LE MARCHÉ DES CHANGES connaît une crise de grande ampleur. Le dollar continue à chuter, la lire et la peseta sont à leurs plus bas niveaux historiques face au deutschemark, le franc retrouve ses cours de l'automne 1993. Une fois encore, la faiblesse du billet vert fait figure de principale responsable. La devise américaine reste affectée par la crise mexicaine. Les opérateurs craignent en effet qu'un approfondissement de cette dernière n'oblige les États-Unis à accroître leur aide financière au Mexique.

Il est évident également que les pertes très élevées - plusieurs dizaines de milliards de dollars - subies à l'occasion de la chute du peso mexicain par certains grands fonds fragilisent l'ensemble du système financier américain. Ces craintes ont été avivées par une information, publiée dans le *Washington Post*, selon laquelle le district de Columbia (États-Unis) pourrait être prochainement mis

en faillite, comme l'a été récemment le comté d'Orange. Enfin, les propos tenus devant le Congrès par le président de la Réserve fédérale américaine (Fed) n'ont guère aidé le billet vert. « Le moment pourrait venir où la Fed laissera sa politique monétaire inchangée au pourrait même l'assouplir, malgré des hausses de prix, si nous voyons des signes montrant que des forces sous-jacentes œuvrent pour réduire les tensions inflationnistes », a affirmé Alan Greenspan. Les anticipations d'une politique monétaire américaine plus souple que prévu ne sont pas une bonne nouvelle pour le dollar. L'évolution de l'écart de taux américains et allemands rendra celui-ci moins attractif que le deutschemark, la Bundesbank devant logiquement entamer le resserrement de sa politique monétaire alors que la Réserve fédérale arrettera le sien.

Résultat, le dollar est descendu vendredi à 1,4615 mark, soit son plus bas niveau depuis le mois de

septembre 1994. Il s'inscrivait à 1,4875 mark une semaine auparavant. Malgré la faiblesse de leur devise, les autorités monétaires américaines ne semblent pas décidées à intervenir sur le marché des changes pour la soutenir. Il est vrai que le dollar américain est fort vis-à-vis du dollar canadien et des devises d'Amérique du Sud, ce qui est plus important à leurs yeux que sa faiblesse vis-à-vis des devises européennes. En tout cas, la chute du billet vert, en dopant le deutschemark redevient valeur-refuge, sème le trouble, et même un peu plus, sur le marché des changes européens.

Seules ses deux monnaies satellites que sont le florin néerlandais et le schilling autrichien parviennent à s'accrocher à la monnaie allemande. Toutes les autres devises se déprécient par rapport au mark. Même le franc suisse doit céder un peu de terrain. L'engouement pour le mark peut apparaître

paradoxal alors même que la stabilité sociale est mise à mal par la grève décidée par les métallurgistes et que la Russie, voisine de l'Allemagne, connaît des troubles intérieurs graves avec le conflit en Tchétchénie. Mais rien n'y fait, les investisseurs n'ont d'autres yeux que pour la monnaie allemande.

LA LIRE, PRINCIPALE VICTIME

La principale victime de la formidable vigueur du mark est la lire. Celle-ci n'a pas cessé d'enfoncer ses supports pour établir un plus bas niveau historique, vendredi, de 1,122 pour 1 deutschemark. Par rapport à ses niveaux de fin de l'année 1992, la lire s'est dépréciée de plus de 30 % par rapport à la monnaie allemande. Les investisseurs internationaux s'inquiètent du gouffre des finances publiques italiennes, au point même de s'interroger sur la solvabilité de la République d'Italie. Ni la hausse du taux d'escompte de 0,75 %, décidée

mardi par la Banque d'Italie, ni l'adoption jeudi en conseil des ministres d'un collectif budgétaire prévoyant une réduction de 20 000 milliards de lires du déficit n'ont permis de restaurer la confiance. Autres proies privilégiées du mark, la peseta espagnole et l'escudo portugais qui sont tombés eux aussi à leurs plus bas niveaux historiques, à respectivement 88,32 pesetas et 104,42 pour 1 mark. Alors qu'il avait longtemps fait bonne figure, le franc a lui aussi fini par craquer en fin de semaine. Vendredi soir à New York, le franc est descendu jusqu'à un plus bas de 3,53 pour 1 deutschemark. Les analystes ont bien du mal à déterminer la part de responsabilité exacte qu'a la préparation de l'élection présidentielle dans la faiblesse du franc. Il s'accroît toutefois à dire qu'elle n'est aujourd'hui plus nulle. La publication de plusieurs sondages indiquant une chute sensible d'Edouard Bal-

ladur a en effet dérangé les investisseurs étrangers qui croyaient que la partie était jouée.

Ce retour de l'incertitude politique les incite à se tenir éloignés - au moins provisoirement - du marché français. Quant à revenir en force une fois que la situation politique se sera décantée, une fois qu'ils connaîtront le nom du nouveau président de la République, cette absence d'acheteurs, au moment même où des flux de capitaux colossaux viennent se porter sur le deutschemark, a fait basculer le franc du camp des monnaies fortes dans celui des monnaies faibles.

Pierre-Antoine Delhommais

L'OR

| | Cours 17-2 | Cours 24-2 |
|-----------------------|------------|------------|
| Or fin (le bar) | 62 400 | 62 400 |
| Or fin (en once) | 62 700 | 62 700 |
| Prix français (20) | 361 | 361 |
| Prix français (10) | 180 | 180 |
| Prix suisse (20) | 363 | 363 |
| Prix suisse (10) | 360 | 360 |
| Prix hollandaise (20) | 364 | 364 |
| Souverain | 455 | 455 |
| Commodités | | |
| Caoutchouc (20) | 464 | 464 |
| Caoutchouc (10) | 232 | 232 |
| Pain de 750 | 1 465 | 1 465 |
| Pain de 100 | 1 460 | 1 460 |
| Pain de 50 | 730 | 730 |
| Pain de 25 | 365 | 365 |
| Pain de 10 | 146 | 146 |
| Pain de 5 | 73 | 73 |
| Pain de 2 | 29 | 29 |
| Pain de 1 | 14 | 14 |
| Pain de 0,5 | 7 | 7 |
| Pain de 0,25 | 3,5 | 3,5 |

* Ces prix d'or ne sont cotés qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

MATIÈRES PREMIÈRES

La grande guerre de la banane

LA GUERRE DE LA BANANE aura-t-elle lieu ? Les discours enflammés se multiplient de part et d'autre et font craindre le pire. « Personne ne peut douter de la fermeté du gouvernement français et de l'Union européenne (pour) préserver les équilibres obtenus », a déclaré, mercredi 22 février, le ministre des DOM-TOM, Dominique Perben. « Il n'y a pas de changement dans la position des États-Unis », a, de son côté, indiqué la Maison Blanche via un communiqué diffusé par l'ambassade américaine aux Barbades. Au nom de ceux qui risquent de faire les frais de l'affrontement, Eugénia Charles, le premier ministre de la Dominique, une petite île des Antilles, s'est écriée : « Comment construire une démocratie si les gens vivent dans la misère ? »

Certes, nous ne sommes pas à la

veille d'une déflagration générale. Les gesticulations, menaces et autres mises en garde ne tiennent qu'à un différend commercial entre l'Union européenne et les États-Unis. Mais, par les intérêts économiques en jeu, il n'est pas dérisoire. Il est même capital pour plusieurs pays qui tirent des exportations de bananes une bonne partie de leurs recettes d'exportations.

Le litige porte sur la mise en place par l'Union européenne (UE), en juillet 1993, d'une organisation commune du marché (OCM) de la banane, qui plafonne à 2,2 millions de tonnes/an les importations venues d'Amérique latine (les « bananes dollar »). Cela pour protéger la production des départements français d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe), des Canaries espagnols et, dans une moindre me-

sure, celles de la plupart des pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique). Un accord amiable, conclu en avril 1994 à Marrakech (Maroc), lors de la signature de l'acte final du cycle de l'Uruguay du GATT, entre l'Europe et quatre producteurs latino-américains de bananes (Colombie, Costa-Rica, Venezuela et Nicaragua) est également en cause. Il octroie à ces derniers différents avantages (augmentation des quotas, réduction des droits de douane, octroi de licences) en échange du retrait d'une plainte qu'ils avaient déposée au GATT contre l'OCM.

« POUR NOUS, C'EST LA MORT »

La moitié des exportations de la Martinique sont faites de bananes. En Guadeloupe, elles représentent le premier ou le deuxième poste à l'exportation, selon les années. Deux bananes sur trois sont consommées en Grande-Bretagne viennent de l'île de Sainte-Lucie. La barrière mise en place par Bruxelles - eu dépit de l'opposition allemande - pour réserver à quelques producteurs cet accès privilégié se révèle efficace. La meilleure preuve en est que l'un des lobbies-pour-compte, le géant américain Chiquita Brands International, important produc-

teur de bananes en Amérique latine, est parti en guerre contre une législation européenne qui lui aurait coûté plusieurs centaines de millions de dollars de manque à gagner.

Chiquita a su défendre son dossier auprès de l'administration américaine puisque Washington a lancé le 9 janvier la procédure de l'article 301 du Trade Act. Avec, au bout du compte, de possibles mesures de rétorsion à l'encontre de l'Europe si aucun compromis n'intervient. C'est pour dénoncer par avance un tel scénario que les producteurs de bananes de l'Union européenne et de la zone ACP ont organisé, mercredi 22 février dans un grand hôtel parisien, un colloque présidé par Eugénia Charles.

« Pour Chiquita, il s'agit de parts de marché ; pour nous, c'est la mort », a lancé Edwin Laurent, le président du groupe de travail des pays ACP sur les bananes. « Votre mobilisation est légitime, je suis persuadé que [vos] messages seront entendus », a répondu Dominique Perben. Le seront-ils vraiment ? Eugénia Charles a suggéré la création par les producteurs européens et latino-américains d'un véritable groupe de pression capable de faire entendre sa voix à Washington. Se-

lon le premier ministre de la Dominique, il faut laisser aux Américains « une porte de sortie » de façon qu'ils puissent « ne pas perdre la face ».

Le prochain épisode de cette bagarre encore feutrée aura lieu le 3 mars à Sainte-Lucie. Ce jour-là, le premier ministre de la Dominique, accompagné d'autres dirigeants du bassin des Caraïbes, rencontrera le représentant américain pour le commerce, Mickey Kantor. Cela devrait être l'occasion pour les États-Unis de rassurer les producteurs du

bassin caribéen en précisant leurs intentions. Les producteurs de bananes des *windwards islands* (Sainte-Lucie, Grenade, Dominique, Saint-Vincent) - craignent en effet de faire les frais du contentieux américano-européen. Ils n'ont pas tort. Car, si Bruxelles accepte, sous la pression de Washington, d'accroître les importations de « bananes dollar », il est probable que le rééquilibrage se fera à leur détriment.

Jean-Pierre Tuquoi

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Variations hebdomadaires

| INCHES | 24-2 | 17-2 |
|---------------------|-------|-------|
| Doux-jour constant | 2442 | 1782 |
| Doux-jour à terme | - | - |
| Aluminium (Londres) | 1 625 | 1 625 |
| Cuivre à 3 mois | 2 855 | 2 855 |
| Aluminium constant | 1 825 | 1 825 |
| Aluminium à 3 mois | 1 864 | 1 864 |
| Plomb | 575 | 575 |
| Plomb à 3 mois | 594 | 594 |
| Etain | 5 385 | 5 385 |
| Etain à 3 mois | 5 480 | 5 480 |
| Zinc | 1 024 | 1 024 |
| Zinc à 3 mois | 1 047 | 1 047 |
| Nickel | 8 115 | 8 115 |

MÉTALUX PRÉCIEUX (New York)

| | |
|---------------------------|--------|
| Argent | 422,7 |
| Platine | 412,6 |
| Palladium | 155,55 |
| GRAINES ET DÉRIVÉS | |
| Bé (Chicago) | 361 |
| Mais (Chicago) | 239 |
| Graines de soja (Chicago) | 528 |
| Tourte de soja (Chicago) | 155,1 |
| R de terre (Londres) | 335 |
| SOIES | |
| Coton (New York) | 1 481 |
| Café (Londres) | 3 099 |
| Sucre blanc (Paris) | 401,9 |
| LE PÉTROLE | |
| WTI (New York) | 18,51 |
| Brent (Londres) | 17,10 |
| Crude Oil (New York) | 18,49 |

مكي حلال

RACINES Tous les ans, au mois de février, de Harlem à New York jusqu'à Watts à Los Angeles, à travers tous les États-Unis, se déroule une série de manifestations consa-

crées à la culture afro-américaine : cinéma, théâtre, ballet, livres, poésie. Pour le centenaire du cinéma, l'occasion était belle de se pencher sur les films noirs des tout débuts,

au temps du muet et des années héroïques, bien avant Spike Lee, Melvin van Peebles, et même Sidney Poitier. ● **LONGTEMPS MÉCONNUS**, les « race movies » (les films « ra-

ciaux ») ont été produits par centaines par des maisons de production appartenant à des Noirs issus de la classe moyenne et ont rencontré un immense succès dans la commu-

nauté. ● **OSCAR MICHEAUX**, un fermier du Dakota du Sud, s'est imposé dans les années 20 comme le metteur en scène qui a marqué l'histoire du cinéma afro-américain.

Les origines méconnues du cinéma noir américain

Le mois de la culture afro-américaine aux États-Unis et le centenaire du cinéma permettent de découvrir l'importante production des « race movies » dans la première moitié du siècle

NEW YORK
correspondance

Pour des raisons ethniques, culturelles et économiques, le cinéma noir-américain s'est développé en marge de la production hollywoodienne. Le contexte social l'imposait : au début du siècle, la ségrégation était de règle. Dans certaines régions, les Noirs ne sont tolérés dans les salles qu'entre minuit et deux heures du matin - à condition de s'asseoir dans les endroits réservés aux gens de couleur. Moins de quarante ans après la guerre de Sécession, les Noirs du Sud émigrent vers les grandes villes du Nord, en particulier à Chicago, où ils trouvent aisément un emploi. Très vite se constitue une bourgeoisie moyenne, avec ses médecins, ses intellectuels et ses banquiers. Mais le désir de susciter une image moins dévalorisante de la communauté va naître. Cette volonté passera par les premières organisations socio-politiques (en 1909 est créée la National Association for the Advancement of Colored People - NAACP), par la musique et par le cinéma, dont on n'a pas assez souligné l'impact.

L'image qu'à travers les bandes dessinées, les journaux ou les films, la culture blanche donne des Noirs américains leur paraît éminemment réductrice. Les Noirs sont confinés dans les emplois de gouvernante, d'ouvrier agricole ou de pitre. L'avènement d'une *middle-class* noire aidant, ils comprennent vite le besoin de créer leurs propres films, qui raconteraient leur propre vie, avec honnêteté et dignité. Ainsi va se développer, à Chicago, l'industrie des « race movies » (« films raciaux ») interprétés par des Noirs et destinés à un public noir.

TOUT CE QUI BOUGE

Un photographe, Peter Jones, entreprend le premier de réaliser de petits films sur la vie quotidienne. Comme aux premiers temps des frères Lumière, il commence par filmer tout ce qui bouge - le train arrivant en gare, les passagers qui en descendent, puis enregistre des images à travers tout le territoire. L'impact est colossal. Dès 1910, les Afro-Américains fondent leurs propres maisons de production et leurs circuits de diffusion. Le public se rue vers ces films réalisés spécialement à son intention : entre 1910 et 1930, il s'en produira plus de cinquante. Si certains d'entre eux ne reculent pas devant les sujets à



Noble Johnson, producteur et premier acteur vedette du cinéma noir américain.

controverses (opposition entre Blancs et Noirs, entre métiers et non-métiers), plus nombreux sont ceux qui vont puiser leur inspiration dans le vif du cabaret (le « vaudeville »).

Ancien attaché de presse, chroniqueur sportif, acteur à l'occasion ou vendeur de partitions musicales, William Jones Foster fonde, en 1910, la première maison de production cinématographique noire connue, la Foster Photoplay Company. Il réalise quelques courts métrages, dont le premier, *The Railroad Porter*, sort à Chicago en juillet 1913. Selon Mark A. Reid, dans la revue *CinéAction* de 1983, ce petit film burlesque « lançait la tradition de la comédie sexuelle » interprétée uniquement par des Noirs. Le succès aidant, d'autres maisons de production indépendantes se créent - dont

un mini-studio, Ebony Films. En 1915-1916, *Naissance d'une nation*, de D. W. Griffith, fait l'effet d'une bombe. Faisant des héros des membres du Ku Klux Klan, il décrit les Noirs comme des êtres corrompus, paresseux, obsédés sexuels. La communauté a déjà protesté à plusieurs reprises contre le roman de Thomas Dixon *The Klansman*, dont s'est inspiré Griffith. Mais il s'agit ici du premier film de près de trois heures dans l'histoire du cinéma à bénéficier d'une gigantesque campagne promotionnelle - jusqu'au président Wilson qui le qualifie de chef-d'œuvre et de réussite artistique absolue. Avec l'appui de la NAACP, la communauté noire lance des pétitions, attaque en justice, manifeste pour obtenir l'interdiction du film. Elle n'y parviendra pas mais, étrange corollaire, cette

violente controverse entraînera la naissance d'une constellation de maisons de production indépendantes vouées à la réalisation de films « noirs ».

UNE IMAGE INHABITUELLE

Ancien secrétaire de Booker T. Washington, Emmet J. Scott tente de répondre à *Naissance d'une nation* par *Lincoln's Dream*, un film de trois heures également sur la contribution des Noirs à la construction de l'Amérique. Ne trouvant pas le financement adéquat au sein de la communauté, il a recours à des capitaux blancs. Sorti en 1918 au Blackstone Theatre de Chicago sous le titre de *The Birth of a Race* (« Naissance d'une race »), le film n'a plus rien à voir avec le propos original. Il n'en reste qu'une heure à peine, qui fut projetée le

12 novembre 1980 au Kennedy Center de Washington, sous l'égide de l'American Film Institute.

En 1916, se démarquant du burlesque en vogue, la Lincoln Pictures entreprend de produire des films dramatiques. Créée par George B. Johnson et surtout son frère Noble Johnson, acteur chez Universal, la Lincoln s'affirme dès son premier film, *The Realization of a Negro's Ambition*, dans lequel Noble Johnson incarne un jeune ingénieur qui découvre du pétrole et devient millionnaire. La Lincoln donne des Noirs une image inhabituelle au cinéma : ils sont cultivés, parfois aisés, avec une vraie vie sociale. Les frères Johnson promeuvent une adhésion aux valeurs familiales, voire puritaines, du « rêve américain » : travail + persévérance = réussite sociale.

Réparties désormais à travers le territoire - la Frederick Douglass Film Company est créée dans le New Jersey en 1919, la Savannah Motion Picture Company en Georgie en 1921, la Black Western Film Company à Baltimore en 1922 -, les nouvelles unités de production appartiennent parfois à des Noirs : elles sont cependant assez rapidement gérées par des Blancs, plus crédibles auprès des banques. La Lincoln Pictures dépose son bilan en 1923. Quelques années auparavant, cependant, et presque par inadvertance, elle aura changé le cours de l'histoire du cinéma noir en voulant acheter les droits d'un roman écrit par un fermier afro-américain du Dakota du Sud, Cecil C. Brown, *Le fermier du Dakota*. La Lincoln refuse, le romancier passe outre... Oscar Micheaux (lire l'article ci-dessous) sera, jusque dans les années 50, le réalisateur de « race movies » le plus prolifique. L'avènement du parlant, en 1927, entraîne une hausse vertigineuse des coûts de production. Deux ans plus tard, la crise de 1929 portera un coup fatal à la plupart des maisons de production appartenant aux Noirs. Plus solide financièrement, et plus structurée, Hollywood se rend compte qu'il y a un public à prendre, et le prouve, dès 1929, avec le triomphe de *Hallelujah*, réalisé par King Vidor (un Blanc), mais entièrement interprété par des Noirs.

Le ton et les préoccupations changent : Hollywood joue le biblique (*Hallelujah*, de King Vidor, 1929 ; *Vertes collines*, de William Keighley et Marc Connelly, 1937) et

le musical (*Cabin in the sky* / *Un petit coin aux cieux*, 1943, de Vincente Minnelli), avec la chanteuse Ethel Waters ; *Stormy Weather* / *Symphonie magique*, 1943, d'Andrew Stone, avec Lena Horne et une pléiade de musiciens et de chanteurs noirs). Ce sera le plus souvent par le biais de la musique que passera la culture noire : Bessie Smith fait ses débuts cinématographiques dans *Saint-Louis Blues*, Duke Ellington dans *Black and Tan* (deux courts métrages) et Lena Horne sa première apparition dans *The Duke is Tops* (rebaptisé *The Bronze Venus*).

Ainsi, insensiblement, disparaît le « film racial ». Le chanteur Herbert

Quelques grandes figures

Premier du genre publié en France, sous le titre saugrenn de *Dictionnaire Black*, l'ouvrage de Christine Passevant et Larry Portis est une mine de renseignements dont la lecture informera sur des œuvres qui n'ont pas toujours eu la postérité qu'elles méritaient. Même si ce dictionnaire ne prétend pas à l'exhaustivité, on regrettera l'absence de figures aussi importantes que les chanteuses Shirley Verrett et Grace Bumbry, André Watts, qui fut, et reste, le seul pianiste classique noir à faire une carrière mondiale, l'acteur réalisateur Noble Johnson, le cinéaste Gordon Parks, le premier photographe noir à entrer au magazine *Life*.

● *Dictionnaire Black* de Christine Passevant et Larry Portis. Préface de Manu Dibango et Blaise N'Djohya. Ed. Jacques Grancher. 528 p. 165 F.

(Herb) Jeffries, qui appartenait à l'orchestre d'Earl Hines, tente de rétablir l'équilibre en créant le premier cow-boy noir chantant, héros de film en film (*Harlem in the Prairie*, 1937, de Sam Newfield ; *Bronze Buckaroo*, 1938, et *Harlem Ride the Range*, 1939, tous deux de Richard C. Kahn) distribués dans les circuits noirs du Sud. Mais, avant progressivement ces circuits « indépendants », Hollywood récupère le public de ces « race movies » qui, au début des années 1950, auront pratiquement disparu.

Henri Béhar

Oscar Micheaux, le premier qui osa s'attaquer aux tabous

NEW YORK
correspondance

Le réalisateur le plus célèbre et le plus prolifique des années 20 (plus de vingt titres du temps du muet), Oscar Micheaux, entre dans le cinéma presque par hasard, certainement par entêtement. Alors qu'il débute du sud au nord, des campagnes vers les villes, Oscar Micheaux, né en 1884 dans le sud de l'Illinois au sein d'une famille de paysans de treize enfants, quitte le foyer à l'âge de dix-sept ans pour, dit-il, apprendre un métier. Il s'improvise créateur de chaussures, porteur de bagages pour la compagnie Pullman, ouvrier agricole et finit par acquiescer un ranch dans le Dakota du Sud.

Sa carrière de fermier sera de courte durée. Elle nourrit cependant les romans qu'il écrit, édités à travers sa Western Book Supply Company et vend de porte en porte. Dès son premier livre, en 1913, *The Conquest*, ou l'histoire d'un colon, ses ouvrages connaissent un certain succès, en particulier *The Homesteader* (« Le Fermier »). La Lincoln Pictures des frères Johnson veut en acquiescer les droits. Soixante ans avant Stallone pour *Rocky*, Micheaux esquisse de mettre lui-même en scène. La Lincoln refuse. Qu'importe, Oscar Micheaux devient son propre produc-

teur. Il s'en va tourner dans le Dakota du Sud ce *Homesteader*, qui sera le premier « race movie » de long métrage et qui sortira en 1919 à Chicago. L'ouvrage, le film ne manquent pas de susciter la polémique, en particulier à cause du portrait qu'il trace d'un homme d'Eglise - « un esprit étroit, envieux et jaloux... l'incarnation de la vanité, de la duplicité et de l'hypocrisie », pour reprendre la formule extraite d'un dossier de presse, citée par l'archiviste-historienne Pearl Bowser. Ici, comme par la suite, Micheaux écrit, réalisera, produira, distribuera directement aux directeurs de salles dans les quartiers noirs et les circuits du Sud. Il a un physique imposant, il est éminemment persuasif, il a un formidable sens des affaires (et de la publicité), il réinvestit constamment dans ses films.

Attentif aux jeunes talents dramatiques, Micheaux fera faire ses débuts cinématographiques à Paul Robeson, déjà célèbre au théâtre, dans *Body and Soul* (1926) ; il lui y attribue un rôle de prédicateur similaire au prêtre de *Homesteader*, un alcoolique débauché - ce qui ne manque pas d'ironie (ni de ressource promotionnelle) quand on sait que Robeson était fils de pasteur. Abordant l'importance de l'éducation ou les difficultés que les Noirs doivent affronter lorsqu'ils

émigrent en ville, Micheaux explore également - et de manière directe - des sujets raciaux jusqu'alors considérés comme tabous. Ainsi, dans *The Homesteader*, traite-t-il d'amours interraciales (du moins le croit-on jusqu'à ce qu'on découvre une goutte de sang noir dans les veines de l'héroïne). Micheaux reviendra souvent à cette préoccupation, au rapport entre les Noirs à peau claire et les Noirs plus foncés (*The House behind the Cedars* (« La maison derrière les cèdres ») 1923).

NOUVEAUX HORIZONS

S'inspirant de ses propres romans aussi bien que d'articles de journaux, il est sensible à l'exploitation des femmes noires (*The Brute*, 1921), sensible aussi à la crise profonde que connaissent les Noirs après la première guerre mondiale. Celle-ci leur avait ouvert de nouveaux horizons (des emplois en usine), leur avait aussi, en s'engageant dans l'armée, permis d'exprimer leur patriotisme. A leur retour, les « héros » se voient rejetés par « la démocratie qu'ils ont contribué à défendre ». C'est tout juste s'ils ne se font pas lyncher à leur descente de train. Micheaux y apportera une sorte de réponse avec *Within Our Gates* (« Près de nos portes », 1920), où il parle, le premier sans doute aussi directement, du point de vue

des Noirs, d'intimidation raciale, de lynchage, d'arrestation judiciaire commise dans l'indifférence, et de viol dans une scène presque décalquée sur celle de *Naissance d'une nation*, mais le viol est ici un Blanc.

Après l'avènement du parlant et la crise de 1929, Oscar Micheaux connaît les mêmes difficultés que la plupart de ses confrères. Il s'en sort cependant mieux. S'accommodant du parlant mais devant avoir recours à l'argent des Blancs, Micheaux réussit à se faire financer par les propriétaires de l'Apollo (des Blancs) et ainsi à produire *The Edie* en 1931. Sa conversion - ou son adaptation - thématique sera moins évidente. Perçu comme trop détaché de leurs préoccupations par les nouvelles générations de spectateurs afro-américains, coincé aussi par un marché de plus en plus étroit, Micheaux vire au polar et au film de gangsters. Il ne retrouvera pas son public et mourra en Caroline du Sud en 1951, après avoir tenté un retour avec *The Betrayal* (« La trahison »), au lendemain de la deuxième guerre mondiale. En trente ans, il aura produit et réalisé plus de « race movies » que quiconque. Son nom est inscrit sur Hollywood Boulevard sous l'étoile N° 1343.

H. B.

« Génériques », nouvelle revue de cinéma

ON NE POURRA PAS accuser cette nouvelle publication de se pousser du col : sous sa couverture (pas très folichonne) jaune et rouge ornée de photos en noir et blanc, pas l'ombre d'un éditorial définissant sa raison d'être ou ses objectifs, encore moins d'exercice narcissique de ses responsables, émanés par Jacques Genstenkorn, rédacteur en chef. En page de garde, le sommaire entretient l'incertitude quant aux sujets traités et plus encore à l'éventuelle ligne directrice de l'entreprise.

Qui acceptera d'aller au-delà de ces prémisses peu accueillantes découvrira, dès le premier texte, une passionnante réflexion historique et politique sur la place du cinéma dans l'histoire à partir de l'usage que Paschalis Villa chercha à faire des films durant la première révolution du siècle. Suit un texte tout aussi remarquable consacré aux documents filmés durant la première guerre mondiale, puis une approche très différente mais également de très haute tenue, extraite d'un ouvrage à paraître de Noël Burch et Geneviève Sellier, à propos de l'image du père - image politique, psychanaly-

tique, esthétique - dans les films français de l'Occupation.

Les approches historiques ne sont pas le seul axe selon lequel se développe *Génériques* : on y trouve aussi, entre autres, une réflexion plus théorique sur le mécanisme de la description au cinéma, une approche des problèmes de la distribution indépendante, grâce à un entretien avec Régine Vial, des Films du losange, quelques pages du journal subjectif et incisif tenu par le réalisateur Jean-Claude Guillemin. Autant de textes relativement brefs, très lisibles, qui composent une approche volontairement plurielle du cinéma.

Publié à Lyon, *Génériques* appartient à la nouvelle floraison de revues de cinéma renouvelant les thématiques et inventant de nouveaux tons, et dont Paris n'a plus l'exclusivité. Une floraison qui s'est notamment illustrée avec l'excellent travail effectué par le mensuel strasbourgeois *Limelight* (où on lira avec bonheur l'entretien entre Godard et Labarthe et celui avec Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, dans la livraison de janvier, numéro 34).

Jean-Michel Frodon

★ « Génériques », numéro 1. Trimestriel. Editions Alés. 96 pages. 75 F.

سید جلال

Le budget de la culture serait fortement amputé par les économies décidées par le gouvernement

Matignon demande de geler 9,3 % des crédits du ministère

Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, a annoncé, vendredi 24 février, que, dans le cadre du gel de 20 milliards de

francs décidé, mardi 21 février, par le premier ministre, les crédits de son ministère pourraient être gelés à hauteur de 1,25 milliard de francs.

M. Toubon a écrit à MM. Balladur et Sarkozy pour leur signifier que ce gel serait « insupportable pour la vie culturelle française ».

JACQUES TOUBON a annoncé, à la fin d'une longue conférence de presse consacrée à sa « politique pour le spectacle et ses publics », que le ministère de la culture et de la francophonie serait considérablement touché par le gel des dépenses de l'Etat décidé cette semaine par le premier ministre. « On me demande de geler 638 millions de francs au titre des crédits de fonctionnement et des crédits de paiement au titre des autorisations de programme, soit au total 1 250 millions de francs, a expliqué M. Toubon. J'ai écrit le vendredi 24 février au premier ministre et au ministre du budget, M. Sarkozy, pour leur dire que cela serait insupportable pour la vie culturelle, pour les artistes, les créateurs dont l'activité est financée par le budget de la culture. » Ce gel, que le ministre n'avait manifestement pas envisagé, si l'on en croit les confidences de son entourage, amputerait le budget de la culture de 9,3 %, et le ministère de la culture et de la francophonie serait, à proportion de son budget annuel, l'un des plus gros contributeurs à l'effort d'économie demandé par Matignon.

textes de 1989, a précisé M. Toubon. J'étais avec un certain plaisir que des déclarations récentes, comme celles de Jacques Santer, président de la Commission, allaient dans le même sens » (Le Monde du 25 février). « Remettre en cause les quotas de production, a ajouté M. Toubon, serait remettre en cause l'ensemble de la politique culturelle française et celle de la plupart de nos voisins. La bataille porte aujourd'hui sur le cinéma et la télévision, mais je suis sûr qu'elle remonterait bientôt en amont, vers les autres secteurs qui ne sont pas soumis aujourd'hui à la concurrence internationale. C'est la raison pour laquelle j'ai pris grand soin de préserver les crédits d'intervention du ministère. Je suis heureux de voir que l'ensemble des professionnels français et européens se mobilisent, et je vais moi-même prendre mon bâton de pèlerin pour aller discuter avec nos partenaires ».

Un chapitre du cinéma, le ministre a annoncé que, à la demande des membres de la commission d'avances sur recette, il allait écrire à Jérôme Deschamps, président de la commission, une lettre-cadre dans laquelle il préconise de « plafonner les aides à 4 millions de francs » sans autre restriction. Cette décision permettra aux membres de la commission de résister aux producteurs de films à gros budget qui exigent des contributions parfois élevées. A la suite du rapport demandé à

M. Galabert sur la fixation du prix du ticket de cinéma, M. Toubon a déclaré que, après concertation avec la direction de la concurrence, ce prix « continuerait d'être fixé sur la base du pourcentage, mais nous instaurerons un système de prix minimum et un mécanisme qui pourrait justifier le refus de vente ». En clair, les distributeurs pourront bientôt s'opposer à des baisses de tarifs excessives. Ces mesures font suite à la « guerre des prix » que s'étaient livrée, à l'automne de 1994, des distributeurs et exploitants lyonnais et bordelais.

nationaux, créés en 1972 par Jacques Duhamel, M. Toubon a affirmé : « Nous avons obtenu du ministre du budget l'accord définitif pour le nouveau contrat de décentralisation dramatique, qui précise mieux les obligations de service public qui incombent à ces institutions : un engagement plus important pour la création d'auteurs français vivants, pour la formation et pour la diffusion des spectacles. » Le ministre s'est déclaré par ailleurs « certain que l'Opéra de Paris, grâce au travail de la nouvelle direction d'Hugues Gall, se hisserait, d'ici deux ou trois ans, parmi les six meilleures maisons d'opéra dans le monde ». Il s'est dit également convaincu de la nécessité de construire « dans Paris, et pas forcément dans le cadre de la Cité de la musique de La Villette, un auditorium de deux mille à deux mille cinq cents places d'ici cinq ou sept ans ».

M. Toubon a indiqué que l'engagement était l'une de ses priorités et qu'il réitérait prochainement le Haut Conseil des enseignements artistiques. Enfin, le ministre de la culture et de la francophonie a annoncé qu'il tiendrait le mois prochain quatre conférences de presse, consacrées respectivement à l'action internationale du ministère, au patrimoine et aux musées (le 9 mars), au livre (le 17 mars) aux nouvelles technologies et aux « infomusées ».

Quelques grandes

Premier du genre en France, sous le titre de *Black, White & Blue*, Christine Pascaud et Portis est une mini-drame sur des crimes pas toujours en la rue, qu'elles méritent. Une dictionnaire ne peut pas l'absence de figures tant que les chanteurs Verreil et Grace Kelly Watts, qui fut, et ne seul pianiste classique faire une carrière au cinéma. Le cinéaste Gordon, premier photographe de la revue *Genériques*.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

« Dictionnaire Black, White & Blue », de Christine Pascaud et Portis, éd. Jacques Granché, 185 F.

Trois artistes orientalistes battent des records en vente publique

Mais la vente d'art européen du XIX^e siècle organisée par Sotheby's n'a été qu'un demi-succès

John William Godward (1861-1922), qui n'est pas loin de tripler sa cote habituelle. *Docteur Farniente*, la toile en question, n'en est pourtant pas à sa première apparition : c'est au moins son quatrième passage en vente publique. Le premier, en 1925, avait rapporté la somme royale de 67 livres 4 shillings. En 1972, elle s'était vendue 550 livres. Lors de la présente vente, Sotheby's a obtenu un bon prix (environ 2 millions de francs) d'une autre jeune fille de Godward, tout aussi rose, mais posant debout dans un déhanchement des plus suggestifs.

Les collectionneurs privés sont attachés depuis longtemps à la peinture orientaliste. Ce sont eux qui, outre Godward, se sont battus pour deux jeunes pseudogrecques se chuchotant des secrets à l'oreille, peintes par Alma-Tadema. Eux encore qui ont emporté un bronze polychrome d'Emile Coriolan Hippolyte Guillemain (1841-1907) : l'exquise potence d'amphore est une synthèse des fantasmes des Français de la fin du siècle dernier vis-à-vis du Moyen-Orient. A 250 000 dollars (environ 1,3 million de francs), le rêve a aujourd'hui un prix. Celui qu'un amateur de la côte ouest des Etats-Unis a jugé bon de débours. Une somme fabuleuse pour un

artiste qui, au mieux de sa forme, n'avait jamais dépassé des enchères moitié moins élevées. Les marchands d'art ont, eux aussi, à mettre la main au portefeuille, pour des valeurs plus sûres, et dans les limites du raisonnable : *Les Valeurs de nuit dans le Sahara algérien*, un sombre tableau d'Esteban Formentorin, s'est vendu 277 500 dollars (environ 1,47 million de francs) à un marchand européen. *L'Oiseau chéri*, un Bouguereau tellement mièvre qu'il ferait passer Greuze, sur un thème proche, pour un peintre d'une rare violence, est entré dans le stock d'un de ses confrères japonais. Et c'est en Angleterre que revient le *Whitehaven, Cumberland*, une aquarelle peinte par Turner vers 1835 : à 409 500 dollars (un peu plus de 2 millions de francs), elle se situe dans la fourchette des estimations.

Ces résultats satisfaisants ne doivent pas faire oublier un assez gros pourcentage d'inventus confirmant que, si les amateurs, comme les professionnels, sont prêts à encherir, et souvent très haut, sur les pièces majeures ou surprenantes, ils continuent à négliger le tout-venant, même quand il a des parfums d'Orient.

« Octobre », peint par Tissot en 1878, a été adjugé à plus de 16 millions de francs.



« Octobre », peint par Tissot en 1878, a été adjugé à plus de 16 millions de francs.

LE MARCHÉ

VENDES

Haggada à Strasbourg. Le manuscrit hébraïque adjugé 370 000 francs, par M. Tajan, lors d'une vente organisée le 18 janvier à Paris (Drouot), a été préempté par la Direction du livre. Il a rejoint le fonds de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg, déjà riche de 230 000 volumes.

A VENDRE

Le Picasso de Stralem. Sotheby's dispersera, le 8 mai, à New York, la collection de peinture française constituée par Donald et Jean Stralem, aujourd'hui décédés. Le couple possédait entre autres deux Matisse (*La Pose hindoue* - estimé entre 8 et 10 millions de dollars - et *Jeune femme au piano* - entre 6 et 8 millions de dollars), mais aussi huit Vuillard, *Le Tribunal* de Rouault, un Redon, un Degas, et des Corot, Delacroix, Manet ou encore Renoir, ainsi que des sculptures de Giacometti et Marini. La pièce maîtresse de leur collection est un Picasso de la période bleue, le *Portrait d'Angel Fernandez de Soto*, peint en 1903. Selon Sotheby's, c'est le plus important Picasso mis aux enchères depuis son autoportrait *Yo Picasso*, qui avait atteint 47 millions de dollars, en 1989. On estime celui-ci prudemment, entre 10 et 20 millions de dollars.

Pamela Harriman. L'ambassa-

teur des Etats-Unis à Paris, M^{me} Pamela Harriman, va mettre en vente chez Christie's, à New York, un Picasso, un Renoir et un Matisse, estimés au total à 20 millions de dollars. *Mère et enfant*, de Picasso (estimé environ 10 millions de dollars), *Portrait de M^{me} Demary*, de Renoir (7 millions de dollars), et *Le Chapeau bleu*, de Matisse (3 millions de dollars) devraient figurer aux enchères de peinture impressionniste et moderne du printemps prochain. Cette vente intervient alors que des héritiers du défunt sénateur et diplomate Averell Harriman poursuivent en justice l'ambassadeur américain pour avoir dilapidé la fortune de son mari.

VA-ET-VIENT

Contestation de deux ventes Naureev. Le tribunal de grande instance de Paris doit se prononcer le 15 mars sur la validité de deux ventes des biens de Rudolf Naureev réalisées par le danseur quelques semaines avant sa mort. Deux nièces de Naureev contestent la vente par celui-ci à une fondation créée par lui il y a vingt ans de deux appartements parisiens et de meubles qu'ils contenaient. Il faudrait, pour qu'une telle action aboutisse, établir un vice du consentement du vendeur. Une erreur dans le même temps, les nièces de Naureev ont engagé devant le tribunal de Monaco une action en contestation de son testament, estimant que la totalité de la succession doit leur revenir.

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

« Genériques », nouvelle revue de

SAMEDI 25 FÉVRIER

ARTE

20.40 Téléfilm :
La Mort et la Boussole.
D'Alex Cox (1992), avec Peter Boyle
Chris Eccstone.

21.40 ► Documentaire :
Ernesto « Che » Guevara,
le Journal de Bolivie.
De Richard Dindo.

23.10 Magazine :
Velvet Jungle.
Présenté par Valt. Avec Veruca Salt
(live) ; Megamax, magazine proposé
par Martin Meissonnier - Sarajevo.

0.40 Série :
Johnny Staccato.
3. Meurtre en fu-ki, avec John C...

1.05 **Téléfilm :**
Jules.
De Christian Paliqiano, avec Robin
Renucci, Marie-Catherine Condo.

RADIO

**Le Monde
des Livres**

Retrouvez
la sélection
du *Monde*
sur Minitel

36 15 LEMONDE

LA CINQUIÈME

- 12.00 **Pose ton cartable.**
Tchakal; La Vie devient moi; m&me
rien ou art; Grimmy; Amour
chien, Le Grand Méchant Loup; R
tintin; La Recrue (rediff.).
- 13.00 **Jeu: Ça déminéjins.**
- 13.30 **Magazine: Les grands séducteurs.**
Henry Fondas.
- 14.00 **Magazine: L'Esprit du sport.**
Invité: Francis Huster.
- 15.30 **Magazine: Jeu d'encre.**
- 16.00 **Magazine: Détours de France.**
- 17.00 **Le Sens de l'Histoire.**
1956, l'insurrection de Budapest.
Le couple hongrois proclame
l'indépendance, mais les troupes
soviétiques imposent un gouverne-
ment et mettent fin à la résistance
populaire. La Hongrie ne sera
totalement libérée avant 1991.
- 18.30 **Magazine: Va savoir!**
La Pussaye.

ARTE

19.00 Série :
Max Linder.
Max fait du ski (1906) ; Max fait la photo (1913) ; Max toréador (1912).

19.30 Métropolis (et 1.00).
Magazine coordonné par Pierre André Boutang et Peter Wien. Berlinale ; Festival Bertoit Brecht Augsburg ; Architectes solidaires avec Sarajevo ; Christo emballe musée allemand.

20.27 Album couleurs.
Butterflys Italie, 1907.

20.30 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique :

RADIO

Le Petit Monde
de Fernand Contandin.
De Claude-Jean Philippe.
23.20 Cinéma : Fric-Frac. II
Film français de Maurice Lehman.
Claude Autant-Lara (1939).
2.00 Documentaire :
Au pays de Bod.
A la recherche de l'ancien T.
d'Herbert Habersack (red.
58 min).

RADIO

Le Petit Monde
de Fernand Contandin.
De Claude-Jean Philippe.
23.20 Cinéma : Fric-Frac. II
Film français de Maurice Lehman.
Claude Autant-Lara (1939).
2.00 Documentaire :
Au pays de Bod.
A la recherche de l'ancien T.
d'Herbert Habersack (red.
58 min).

Les interventions à la radio

France-Culture, 11 heures : Hommage à Emmanuel Roblès (« Mémoire du siècle »)
R.L.C., 11 h 30 : Dominique Perben (« Gros plan »).
Radio Nostalgie, 13 heures : Jacques Toubon (« Sans parti pris »).
Radio J, 94,8 FM, 14 h 30 : Lionel Jospin (« Forum »).
Radio Shalom, 94,8 FM, 18 h 30 : « Les Monarchies du Golf : les trônes menacés » (« Nouvel Orient »).
RTL, 18 h 30 : Robert Hue (« Grand Jury »).
Euro 1, 19 heures : Jacques Toubon (« Club de la Presse »).

Calculez
vos impôts.

15 LEMOND

Absences

par Alain Rollat

L'ARGENT, l'argent roi, le fric, le fric corrompeur était, vendredi soir, l'ingrédient du « Bouillon de culture » de France 2, qui accueillait notamment Bertrand Tavernier, dont le dernier film, *L'Appât*, raconte la dérive criminelle de jeunes gens envoûtés par le pognon, et Eric-Emmanuel Schmitt, l'auteur de *Golden Joe*, une pièce qui ironise sur les États d'âme d'un spéculateur en mal de conscience. Évoquant la préparation de cette émission, dans le *Journal du dimanche* du 12 février, Bernard Pivot s'était posé la question : « Aurai-je le culot de demander à l'un : "Votre film, L'Appât, combien a-t-il coûté ?" et à l'autre : "Il fallait beaucoup d'argent pour monter Golden Joe ?" Ce culot, il ne l'a pas eu. Faut-il lui en faire grief ? Trouvons-lui des excuses. »

Il en a au moins une, qui n'a rien à voir avec la qualité de ses interlocuteurs : il faut croire que Bernard Pivot était fort troublé par l'absence de la modeste employée de banque, une salariée du Crédit lyonnais, qu'il avait invitée à participer à la conversation. Or, sous prétexte que cette travailleuse s'appelait Arlette Laguille, candidate déclarée à la présidence de la République, la direction générale de France 2 avait prié Bernard Pivot de la décommander. Arlette avait donc été interdite de séjour sur le plateau de « Bouillon de culture ». Pour le motif officiel que sa présence aurait gravement violé le principe d'égalité de traitement des candidats à l'élection présidentielle, les autres prétendants à l'Elysée n'ayant pas reçu l'assu-

rance d'être invités à leur tour. Bernard Pivot a été gentil de ne voir là qu'une « règle bizarre ». Parler de bouffonnerie eût été plus juste. Si les gardiens de la campagne électorale à la télévision tiennent à faire du zèle au service de l'équité, ils doivent s'employer à faire en sorte que la camarade Arlette soit, au contraire, invitée plus souvent. Car, selon les relevés officiels du CSA, elle n'a pu s'exprimer que pendant dix secondes au cours du mois de janvier. Et c'était sur TF 1 !

Ce « Bouillon de culture » n'en a pas moins été intéressant. Mais il faut bien reconnaître que, faute de porte-parole-patenté-de-la-classe-ouvrière-en-lutte-contre-les-possédants, on n'y a forcément parlé de l'argent misérable qu'entre gens de bonne compagnie éloignés de l'extrême pauvreté.

Peut-être Bernard Pivot gardait-il aussi sur l'estomac l'obsédant souvenir de ce crachant resté anonyme qu'il reçut un matin en plein visage, il y a un an ou deux, de la part d'un passant silencieux, un homme d'une quarantaine d'années, croisé par hasard sur l'aéroport de Bordeaux. « C'est la première fois que je le raconte publiquement », écrivait-il le 12 février. Avec le temps, j'ai trouvé des excuses à ce geste... C'était au lendemain de la révélation par la presse des salaires et des cachets des vedettes de France-Télévision. Peut-être y avait-il, dans l'invitation de Bernard à Arlette, le regret inconscient d'un dialogue manqué avec cet inconnu... Il faudra demander à Mireille Dumas.

Le CSA veut imposer une plus grande « rigueur » sur la bande FM

Les radios généralistes s'inquiètent de certaines nouvelles dispositions « déontologiques »

UN PETIT VENT de fronde souffle sur RTL, Europe 1, NRJ et RMC. Ces quatre « gros » opérateurs radios viennent de recevoir du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) les nouvelles « conventions » que chaque groupe doit remplir, tous les cinq ans, pour que ses autorisations d'émettre soient renouvelées. Or, conçus sous la présidence de Jacques Boutet, les formulaires comportent de nouveaux alinéas. Pour les quatre grandes radios, ces nouvelles « contraintes », surtout éditoriales, seraient le prix à payer pour la libre parole et la pratique de « micro ouvert » dont usent leurs réseaux jeunes et musicaux (Fun, Skyrock).

Le climat est à la méfiance : les généralistes se remettent à peine de l'émission que leur a causée Hervé Bourges, nouveau président du CSA. Ce dernier a évoqué, après les mauvaises plaisanteries d'un animateur de Fun Radio sur le camp d'Auschwitz, la nécessité d'une réflexion sur un « code de déontologie » destiné aux radios (*Le Monde* daté 12-13 février). Mais, plusieurs membres du CSA s'en étant émus, Hervé Bourges aurait renoncé à

son idée (*Le Monde* du 23 février).

Certains passages de ces nouvelles conventions ne levent pas la méfiance. Ainsi, l'article 6 stipule que, « dans le cadre d'émissions en direct et en cas de doute, les animateurs doivent interrompre la diffusion des propos tenus par l'auditeur » : il s'agit de la copie exacte de l'« avenant Fun » qui avait été imposé au réseau Fun de Benoît Sillard, avant que Jacques Boutet, qui avait souhaité que l'émission « Love in Fun » soit diffusée en direct et sans son animateur Difool, ne fasse machine en arrière... Le texte précise aussi que, « dès lors qu'un auditeur n'a pas donné son accord exprès pour dévoiler son identité et s'exprimer sur sa vie personnelle, il est interdit à l'animateur de donner des indications susceptibles d'identifier la personne ». Ou encore : « Les auditeurs, avant de passer à l'antenne, reçoivent les mêmes consignes. Dans le cas où ils les outrepasseraient, l'animateur doit immédiatement les interrompre ». Enfin, le titulaire de l'autorisation (c'est-à-dire le patron du réseau radio) doit aussi veiller, « pendant les séquences d'informa-

tions, à ce que l'utilisation qui pourrait être faite d'émissions sonores comportant des paroles de personnes naites de la vie publique ne donne pas lieu à des montages ou à des utilisations susceptibles de déformer le sens initial de leurs propos ».

« CONTRÔLE ÉDITORIAL »

Pour Roland Faure, membre du CSA et principal inspirateur de sa « doctrine » actuelle en matière radiophonique, ces nouvelles dispositions répondent à « l'évolution vers une plus grande rigueur, après les errements et égarements de certaines radios au cours des mois écoulés ». Les services techniques du CSA précisent toutefois que ce texte ne constitue qu'une « première version » des nouvelles autorisations que les opérateurs devront signer. La riposte ne s'est pas fait attendre. « Une loi générale existe : elle punit les outrages aux bonnes mœurs, les délits racistes, etc. Pourquoi ce cadre général ne suffirait-il pas aux radios ? », demandent les quatre grandes radios, pour lesquelles ces nouvelles obligations « durcissent singulièrement le

contrôle éditorial » du CSA sur elles. Et les responsables juridiques de RTL, d'Europe 1, de NRJ et de RMC souhaitent être reçus très prochainement par le CSA.

Cet assaut et cette quadruple alliance ne sont toutefois pas totalement dépourvus d'arrière-pensées. En s'alarmant haut et fort du « corsetage » de leurs programmes, ces groupes cherchent aussi à faire « sauter » d'autres dispositions nouvelles. Il en est ainsi des « mouschards » vérifiant que les radios émettent sur la bonne fréquence, ou des dispositions rendant plus difficiles les entrées surprise dans le capital ou les changements de statuts intempestifs, voire les « recommandations » du CSA aux pluralismes notamment en période électorale, etc.

Mais chacun garde surtout à l'esprit la charge lancée il y a un an par le CSA contre l'émission-phare de Fun, « Love in Fun ». Menée en partie sous la pression d'associations familiales, cette attaque pouvait être assimilée à un début de censure.

Ariane Chemin

Le Conseil d'Etat autorise l'extradition de Paolo Persichetti

PAOLO PERSICHETTI devra quitter la France. Le Conseil d'Etat a confirmé, vendredi 24 février, le décret d'extradition signé contre cet ancien militant d'extrême gauche, Italien de trente-deux ans (*Le Monde* du 21 janvier), par le premier ministre, Edouard Balladur. La haute juridiction n'a retenu aucun des arguments avancés par les avocats. Ceux-ci invoquaient notamment le caractère politique des faits reprochés à Paolo Persichetti, à savoir son appartenance à l'Union des communistes combattants (UCC) et sa complicité dans l'assassinat du général Giordani, le 20 mars 1987. Des faits pour lesquels, après un premier acquittement, la justice italienne l'avait condamné en appel, le 16 février 1991, à vingt-deux ans et six mois de prison.

Dans sa décision, le Conseil d'Etat précise la qualification exacte de ces infractions : « Participation à bande armée, complicité de détention et port illégal d'armes à feu, et attentat aux fins de terrorisme ». La première d'entre elles « s'analyse en droit français, en association de malfaiteurs, infraction dépourvue de caractère politique ». La seconde lui apparaît « connue » à la troisième, qui, de son côté, « ne saurait, eu égard à la gravité de cet acte, revêtir la qualité d'infraction politique ». Et peu importe, ajoute le Conseil, si le droit italien les qualifie comme telles. Pour Paolo Persichetti, cet ultime rejet marque la fin d'un processus lancé en novembre 1993. Jusque-là, il vivait tranquillement en France. Profitant du fait que la justice italienne n'arrête pas les condamnés à l'extradition, il avait passé la frontière fin 1991. François Mitterrand n'avait-il pas officiellement annoncé, en avril 1985, que les Italiens « qui ont rompu avec la machine in-

fernale dans laquelle ils s'étaient engagés » ne seraient pas extradés ? Etudiant à l'université Paris-VIII, enseignant de langue dans un cours privé, il n'avait rien à craindre. Et peu importe si l'Italie, le 19 mai 1992, avait demandé son extradition. La tradition et la parole donnée le protégeaient.

Le 23 novembre 1993, toutefois, il est arrêté lors de sa demande de renouvellement de carte de séjour et se retrouve sous « écrou extraditionnel ». Incarcéré à la prison de la Santé, il ne sera libéré par la chambre d'accusation que le 25 janvier dernier, soit quatorze mois plus tard, un record en la matière. Une décision qui intervient après l'intervention de nombreuses associations et personnalités, de M^{re} Gaillot à l'abbé Pierre, en passant par la Ligue des droits de l'homme. Autant de personnes qui s'insurgent contre cette rupture en matière de politique d'accueil des « réfugiés italiens », rupture confirmée par deux autres affaires dans lesquelles le parquet général s'est opposé à la remise en liberté de transalpins faisant, eux aussi, l'objet de demandes d'extradition.

Tous les recours étant épuisés, le sort de Paolo Persichetti, à qui il reste théoriquement dix-sept ans de prison à effectuer, est « entre les mains de M. Balladur », estiment ses avocats. Ils devaient demander lundi audience au premier ministre. A Matignon, on précise toutefois que c'est au garde des sceaux qu'il appartient d'exécuter l'arrêt d'extradition et que cette exécution « est la règle ». Encore faudrait-il trouver Paolo Persichetti. Vendredi soir, le ministère de la justice semblait ignorer où il se trouvait.

N. H.

Corse : maintien du mot d'ordre de grève dans la fonction publique

AJACCIO. Tandis que Force ouvrière et la CGT confirment pour lundi 27 février leur mot d'ordre de grève générale de la fonction publique, le préfet de Corse, Jacques Collet, a reçu, vendredi 24, une délégation des deux syndicats (*Le Monde* du 25 février). Il leur a fait part de la difficulté de satisfaire leurs revendications, en raison du risque d'extension nationale. En effet, la Corse n'est pas la seule unité territoriale à réclamer le taux zéro d'abattement de zone qui permettrait de faire passer de 1 à 3 % le taux de l'indemnité de résidence. M. Collet a contesté l'assimilation, selon laquelle les Alpes-Maritimes auraient obtenu satisfaction dans ce domaine. Il a également démenti que l'ensemble des fonctionnaires de ce département bénéficiaient depuis peu de vingt points supplémentaires d'indice. Il a toutefois reconnu que « certains fonctionnaires de catégorie C ont eu dix points de majoration dans le cadre de la NBI (nouvelle bonification) ». Le préfet, enfin, n'a pas écarté une solution appropriée aux spécificités insulaires. (Corresp.)

Renault va réduire sa production au Portugal

RENAULT a décidé de baisser la cadence de production de son usine de Setúbal, au sud de Lisbonne, au Portugal, à partir du mois d'avril, a annoncé, vendredi 24 février, le constructeur automobile. Le rythme de production va passer de 150 véhicules (des Clio) par jour à 110. Renault précise que « les conséquences sociales seront étudiées prochainement ». La production journalière du site avait déjà été réduite de 240 à 150 véhicules par jour et les effectifs diminués (de 1100 personnes fin 1992 à 760 fin 1994). Le gouvernement portugais, qui a versé des aides fiscales (1,43 milliard de francs entre 1980 et 1993) à Renault pour bâtir l'usine, lui reproche de ne pas tenir les engagements pris en 1981. Mais le constructeur français et son partenaire Matra n'ont pas non plus apprécié les aides massives consenties par Lisbonne à Volkswagen et à Ford (plus de 3 milliards de francs) pour produire un véhicule concurrent de l'Espace.

DÉPÊCHES

■ INDE : deux bombes ont explosé, samedi 25 février, à bord d'un train dans l'état d'Assam (nord-est de l'Inde), faisant au moins 22 morts et 20 blessés parmi des soldats. Selon l'agence indienne PTI, les explosions se sont produites dans une voiture de seconde classe qui transportait des militaires et du personnel para-militaire, à environ 200 kilomètres de Guwahati, la principale ville d'Assam. (APF)

■ JUSTICE : le PDG d'une entreprise de Haguenau (Bas-Rhin) a été condamné, vendredi 24 février, par le tribunal correctionnel de Strasbourg à dix-huit mois d'emprisonnement, dont douze avec sursis, pour homicide involontaire après le décès d'un de ses salariés qui avait inhalé des vapeurs toxiques dans l'atelier où il travaillait.

Un deuxième suspect arrêté au Mexique pour le meurtre de Luis Donaldo Colosio

MEXICO de notre correspondant Les autorités judiciaires mexicaines ont annoncé, vendredi 24 février, l'arrestation d'un deuxième individu, Othon Cortes, qui serait impliqué dans le meurtre, le 23 mars 1994, du candidat officiel à la présidence de la République, Luis Donaldo Colosio. Cela confirmerait la thèse de la « conspiration » qui avait été retenue au début de l'enquête, avant d'être rejetée en juillet au profit d'une explication, peu convaincante, sur l'acte « solitaire » de Mario Aburto, détenu sur les lieux du crime et récemment condamné à quarante-cinq ans de prison.

Dans une intervention radio-télévisée, le procureur général de la République (ministre de la justice),

Antonio Lozano, a révélé que des « irrégularités » avaient été découvertes dans la première enquête policière et que la reconstitution du crime avait été « manipulée ». Il a notamment expliqué que la balle récupérée sur place ne correspondait à aucun des deux projectiles ayant entrabé la mort du candidat à l'issue d'un meeting dans la ville de Tijuana, près de la frontière avec les États-Unis. « Les preuves balistiques ont permis d'établir que cette balle avait été déposée sur le sol après le crime », a déclaré M. Lozano, qui n'a pas désigné les responsables de la « manipulation ».

Les conclusions de la deuxième enquête, effectuée à la demande du nouveau président de la République, Ernesto Zedillo, qui a pris ses fonctions le 1^{er} décembre, s'ap-

pulent sur « la découverte d'une autre bande vidéo montrant une action concertée entre plusieurs individus et permettant d'identifier avec certitude l'auteur du deuxième coup de feu ». Si la participation d'Othon Cortes est finalement prouvée, l'opinion publique et la classe politique mexicaine exigeront de connaître les instigateurs d'un meurtre généralement attribué à l'affrontement entre deux factions de la formation au pouvoir depuis 1929, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Selon la télévision locale, M. Cortes, âgé de trente-deux ans, serait « sympathisant » du PRI et avait été recruté pour assurer la sécurité du candidat lors du meeting de Tijuana.

Bertrand de La Grange

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Belgique : l'affaire Agusta pèsera sur la campagne pour les élections législatives anticipées de mai. 2
Afghanistan : le président est disposé à partager le pouvoir avec les « talibs ». 3
Somalie : le départ de l'ONU risque d'aggraver le chaos. 3
Institutions : la Banque mondiale cherche un successeur à son président, Lewis Preston. 4

FRANCE

Présidentielle : les lobbys mènent une campagne active : Le meeting de MM. Chirac et Séguin à Dijon. 5-6
Régions : la Sarthe veut jouer un rôle pilote dans l'agriculture écologique. 7

SOCIÉTÉ

Justice : l'homme-dé des « affaires » du football français a été arrêté. 8
Loisirs : ruraux ou urbains, les jeunes ont les mêmes sorties culturelles. 9

HORIZONS

Histoire : il y a cent ans, les procès d'Oscar Wilde. 11
Débats : un entretien avec l'écrivain israélien Amos Oz. 12

DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

JEUNES CHÔMEURS EN BANLIEUE : les travailleurs sociaux chargés de l'insertion vivent le désespoir de ceux dont ils s'occupent. Ils offrent des mots, peu d'emplois. Et quand ils en proposent, ces emplois sont précaires.

Tirage du Monde daté samedi 25 février 1995 : 484 510 exemplaires.

DANS LA PRESSE

Les autoroutes de l'information

LIBÉRATION

Les Français ont la chance – à peu près unique au monde – d'imaginer ce que peuvent être les futures autoroutes de l'information dont on leur rebat les oreilles. (...) Il suffit d'imaginer un Minitel à la puissance dix, ou cent, c'est-à-dire un Minitel qui ne soit pas poussif, éternel, laid et coûteux. Et surtout un Minitel en rupture de jacobinisme, où chacun pourrait à volonté être non seulement consommateur, mais aussi producteur. Cette métamorphose n'est pas une utopie : elle existe déjà sur les grands réseaux transnationaux du genre Internet.

Gérard Dupuy

L'HUMANITÉ

Les « autoroutes de l'information » rendent possible (...) un super-Minitel perfectionné, capable de mettre chaque utilisateur en relation avec l'ensemble du monde. Passé, présent, et possibles. A quoi ce nouvel outil va-t-il être utilisé ? Va-t-il servir à accroître la rentabilité capitaliste ou, au contraire, à réduire le temps de travail, créer des emplois, mettre à la disposition du plus grand nombre les savoirs et les cultures ? Va-t-il renforcer le pouvoir de l'argent ou favoriser les libertés, la démocratie ? Enjeu de société.

Arnaud Spire

Le Serveur Judiciaire
GROUPE JET LA
Renseignements sur 2 500 000 notices
Fiche d'identité, procédures collectives
(banques, faillites et liquidations, insolvabilité, faillites et liquidations)
minitel 3617 154
Annonces à diffusion Ventes aux Enchères
judiciaires et volontaires notariales
minitel 3617 748

NEIGE ?
L'information
du site
3615 LEMONDE